

**Lettre à Anna et Sebastian
sur
la situation actuelle de l’Afrique subsaharienne**

Hervé Bichat



Mai 2010

RESUME

Le décès accidentel, le 17 mai 2009, d'une de mes nièces et de son compagnon sur une route du Bénin, alors qu'ils y accomplissaient des missions de coopération, m'a incité à me pencher sur le bilan de mon activité d'agronome au service de l'Afrique noire qui a occupé une grande partie de ma vie professionnelle. Ce bilan est bien décevant : en cinquante années, les perspectives du développement de l'Afrique subsaharienne se sont singulièrement transformées : en 1960, celle-ci était une terre d'espoir, alors que l'Asie était la proie de tous les tourments. Aujourd'hui celle-ci est devenue l'atelier du monde, l'Afrique noire accumulant tous les désastres. Pourquoi un tel changement ?

Il est trop profond et trop général pour n'être que le résultat de décisions individuelles ou conjoncturelles : le comportement des pays industriels, la faiblesse des infrastructures, la balkanisation progressive des territoires, les pratiques de gouvernements dictatoriaux,... rien n'explique complètement les cercles vicieux du développement dans lesquels est plongée l'Afrique noire. Beaucoup d'experts s'accordent pour souligner le rôle d'une démographie, galopante depuis la seconde guerre mondiale, et d'une mauvaise gouvernance qui ne se limite pas aux pratiques gouvernementales.

Cela conduit à s'interroger sur l'état du monde au 15^{ème} siècle lorsque les Européens ont entamé leur expansion coloniale. Trois ensembles coexistaient à cette époque sans lien entre eux : l'Eurasie, les Amériques et l'Afrique. Il se trouve que leur état sanitaire était très différent, ce qui a eu des conséquences dramatiques : Les Amériques disposaient de la situation la plus « saine » et l'Afrique de la plus sévère. Cela explique qu'à cette époque, le développement de l'Afrique était globalement le plus en retard. Cela explique aussi que l'arrivée des Européens aux Amériques a provoqué une catastrophe sanitaire : 90% des populations amérindiennes ont disparu en moins d'un siècle sous les coups des épidémies provoquées par les maladies européennes transportées par les colons. L'Afrique noire n'a pas été frappée par ce cataclysme. Bien au contraire, les conditions sanitaires qui y régnaient ont freiné l'installation de peuplements européens permanents (en dehors de l'Afrique du sud). Mais le choc culturel provoqué par l'intrusion des Européens a eu des conséquences qui sont toujours visibles aujourd'hui et qui se sont traduites par l'effondrement des sociétés traditionnelles et de leur encadrement socio-culturel.

La situation actuelle de l'Afrique noire se caractérise par une balkanisation avancée de toutes les structures sociales et politiques, alors que l'économie moderne ne peut se déployer que si elle peut s'appuyer sur de vastes territoires et sur de longues perspectives temporelles.

Si cette analyse est pertinente, le principal objectif que doivent rechercher les politiques agricoles africaines est de rechercher les voies permettant de reconstituer des espaces spatio-temporels susceptibles de relancer les agricultures africaines. Ce qui me conduit à recommander de donner une haute priorité aux orientations suivantes :

- Reconstruire une administration capable de faire vivre les intérêts du long terme dans le présent ;
- Impulser une réforme foncière, indispensable pour accompagner la transformation des systèmes d'exploitation et des systèmes sociaux nécessitée par la révolution démographique en cours ;

- Faire émerger des espaces régionaux suffisamment vastes pour permettre la mise en œuvre des politiques agricoles modernes, reposant notamment sur un mécanisme de prix stimulant et protecteur vis-à-vis des errements des marchés mondiaux.

Enfin la recherche agronomique devrait constituer un champ privilégié de partenariat entre l’Afrique noire et l’Europe, car leurs objectifs à long terme sont convergents et les conditions écologiques africaines sont exceptionnellement favorables à l’émergence de ces nouveaux systèmes de culture.

En conclusion, ce texte n’est que l’ébauche d’une réflexion sur le demi-siècle qui vient de s’écouler en Afrique noire depuis la fin de la période coloniale. Merci à tous ceux qui voudront bien l’enrichir par leurs contributions. Ce sera peut-être un des hommages que nous puissions rendre à Anna et à Sebastian, et, à travers leur mémoire, à tous les jeunes coopérants qui ont laissé leur vie au cours des premières étapes de leurs vies professionnelles¹.

¹ henry-herve.bichat@laposte.net

Plan

	Pages
Résumé	2
Plan	4
Une question fondamentale	6
I 50 années au service de l’Afrique noire francophone, un bilan bien décevant !	8
Un parcours professionnel africain	8
1960-2010, un dramatique changement de perspective	18
II Les causes apparentes de la situation actuelle de l’Afrique subsaharienne	22
Les ex-pays colonisateurs	22
La faiblesse des infrastructures	24
Les handicaps économiques et financiers	25
Les handicaps sociologiques	26
Les problèmes politiques	29
III Les causes structurelles de la situation actuelle de l’Afrique subsaharienne	34
La « bombe » démographique de l’Afrique noire	35
La question de la gouvernance	41
Quelques conclusions	46
IV Quelles leçons tirer de ces analyses en matière de politique agricole ?	50
<i>L’Afrique noire est mal partie !</i> de René Dumont	51
Les axes prioritaires des politiques agricoles africaines	54
La recherche agronomique africaine, avenir de la recherche agronomique européenne ?	66
V Si le grain ne meurt...St Jean 12,20	69
Annexes	71
Typologie des systèmes d’exploitation agricole	
Brève histoire du peuple Senoufo	
Bibliographie sélective sur l’Afrique noire	



Carte de l'Afrique

Très chers Anna et Sebastian², chers neveux,³

Vous nous avez quittés brutalement sur une route ensoleillée du Bénin un dimanche de mai 2009⁴. Vous étiez dans ce pays depuis quelques mois pour réaliser le projet de vous mettre au service de l'Afrique : Anna, sur le point d'achever ses études de médecine à l'Université de Düsseldorf, travaillait dans une clinique privée de Cotonou et Sebastian, étudiant en agronomie à l'Université de Bonn, faisait son stage de master au sein de l'Institut Béninois de Recherches Agronomiques (IBRA). Tout le monde saluait vos personnalités généreuses et votre écoute des autres qui vous avait incité à maîtriser 3 langues internationales, l'Allemand, le Français et l'Anglais, Sebastian maîtrisant en outre le Russe. Ce qui lui avait valu d'être élu Président de l'IAAS⁵ pour l'année universitaire 2008-2009.

Votre mort laisse un vide abyssal dans le cœur de vos parents, malgré leur grande foi. C'est un scandale pour tous vos amis devant tant de promesses fauchées par un autocar circulant sur l'axe Cotonou-Lomé. Et pour moi, c'est l'impossibilité de vous transmettre un relais au terme d'une vie professionnelle en grande partie vouée à l'Afrique. Dans ma grande famille, vous étiez les seuls à suivre l'itinéraire que j'avais emprunté, il y a une cinquantaine d'années. Nous avons commencé à échanger grâce à Internet. Mais nous pensions avoir tout le temps devant nous pour le faire. Je voulais vous laisser celui de faire connaissance avec les réalités africaines avant d'essayer de répondre à vos questions.

Je me doute que vous en aviez beaucoup, comme tous ceux qui abordent pour la première fois aujourd'hui les rivages de cet immense continent. Frappés par la chaleur de l'accueil qui vous avait été réservé et l'activité inlassable des personnes que vous rencontriez, et notamment des femmes, vous vous demandiez : *pourquoi se trouvent-elles dans une situation aussi misérable ? Qui est responsable de la situation catastrophique de l'Afrique noire ?*

Une question fondamentale

Après avoir brièvement rappelé les principales étapes de ma carrière africaine, cette lettre ne présentera pas l'évolution de toute l'Afrique. C'est en dehors de mes capacités, compte tenu de son immense diversité : écologique, historique, anthropologique, ... Mon propos n'est pas non plus de disserter sur le développement économique des pays du sud, ni d'évaluer l'impact de l'aide internationale⁶, mais simplement d'essayer d'analyser les transformations de l'Afrique subsaharienne au cours des cinquante dernières années, et plus particulièrement celle de l'Afrique de l'Ouest francophone que je connais le mieux en raison de mon parcours professionnel. J'essayerai de repérer les facteurs qui expliquent son évolution en m'attachant plus particulièrement à ceux qui, de mon point de vue, ont un caractère structurel : avec mon expérience, qui ne s'est pas limitée à l'Afrique, il me semble que **ce serait une analyse à courte vue que de faire porter la seule responsabilité de la situation catastrophique de l'Afrique d'aujourd'hui uniquement sur ses dirigeants et/ou sur les pays colonisateurs.**

² Anna était la fille de mon frère Bruno. Sebastian Oltmanns était son compagnon.

³ Ce texte a bénéficié des critiques et des encouragements d'Alain Bambara et de Bruno Bichat. Il a fait l'objet d'une relecture attentive de Monique Bichat, de Maurice de Vault, de Michelle Feit, Philippe Pripaud et surtout de Pierre Alloix. Qu'ils en soient tous chaleureusement remerciés !

⁴ Ils ont été fauchés sur une moto par un autocar qui assurait la liaison Cotonou-Lomé, le 17 mai 2009 vers 13 heures.

⁵ The International Association of Students in Agricultural and Related Sciences.

⁶ Je renvoie les lecteurs intéressés au dernier livre de Serge Michailof, intitulé *Notre maison brûle au sud* (voir bibliographie).

Elle est en effet trop générale et trop profonde pour résulter uniquement de facteurs conjoncturels. Enfin, dans une dernière partie, j'essayerai de tirer les conséquences de ces réflexions en ce qui concerne les politiques agricoles africaines du futur.

I 50 années au service de l'Afrique noire francophone, un bilan bien décevant !

La situation de l'Afrique subsaharienne était toute différente⁷, il y a cinquante années, de celle d'aujourd'hui. Ce qui étonne toujours mes interlocuteurs: à la fin des années 1950, celle-ci était une terre d'espoir, « la nouvelle frontière » pour ma génération d'agronomes. Nous étions attirés par le potentiel humain et agronomique énorme qu'elle représentait. Nous avions l'ambition d'aider nos collègues africains à créer une nouvelle civilisation agraire échappant à la sclérose de nos sociétés européennes qui nous pesait tant. Ainsi près de la moitié de ma promotion de l'INA Paris avait choisi en 1959 de démarrer sa carrière professionnelle en Afrique à la fin de ses études⁸, et ce n'était pas pour faire du travail humanitaire!⁹ A l'époque, c'était l'Asie qui accumulait les désastres : famines, épidémies, misères, guerres civiles et coloniales sur lesquelles prospéraient les mouvements nationalistes et communistes, si inquiétants pour l'Occident !

Aujourd'hui, les perspectives ont complètement changé. Quelles que soient leurs situations géographiques, leurs dimensions territoriales ou leurs histoires coloniales, tous les pays d'Afrique noire sont en crise profonde, même le plus développé d'entre eux, l'Afrique du sud. Comment expliquer ce renversement complet de perspective? Cette question lancinante me poursuit, car lorsque je me retourne sur mon parcours professionnel, je ne peux que constater un désastre collectif dont je porte en partie la responsabilité. Pourtant j'ai le sentiment d'avoir mis dans l'exercice de mon métier d'agronome toutes les ressources de mon cœur et de mon intelligence. Et je ne suis pas le seul... Si vous étiez encore de ce monde, j'aurais aimé réfléchir de vive voix avec vous sur cet échec, non pas pour me justifier, mais pour en comprendre les raisons et en tirer quelques leçons pour l'avenir. Hélas ce n'est plus possible. Mais je voudrais vous envoyer, là où désormais vous demeurez, cette lettre qui ne pourra pas combler cette rupture. Elle me permettra néanmoins de tenir la promesse que je vous avais faite lors de vos obsèques dans ce magnifique cimetière boisé qui domine la vallée de la Wupper et où reposent vos dépouilles charnelles pour l'éternité.

Un parcours professionnel africain

Issu d'une famille de notables lorrains qui s'étaient consacrés, génération après génération, à la promotion de leur chère province, j'avais formulé le projet, au cours de mes dernières années de collège, de m'orienter vers le monde agricole et rural, à l'exemple d'un ami de mon grand-père maternel, Monsieur René Brunotte¹⁰, à l'époque ingénieur en chef du Génie Rural à Nancy. Sa personnalité madrée avait su donner beaucoup d'attraits aux activités qu'il exerçait. C'est dans cette perspective que je partis à l'Ecole Sainte-Geneviève préparer

⁷ Je me suis souvent demandé si ma vision optimiste de l'Afrique noire à la fin des années 1950 n'était pas liée à ce qu'à cette époque j'étais jeune. Mais de nombreux observateurs ont fait les mêmes remarques, comme par exemple les experts de la commission Blair dont je parlerai plus tard.

⁸ La vérité exige que j'indique qu'à la fin de notre service militaire, beaucoup d'entre nous avaient déjà renoncé à cette orientation !

⁹ Je n'ai rien contre ce type d'activités pour lesquelles je professe au contraire la plus haute estime. Mais j'essaye de faire comprendre notre état d'esprit de l'époque par cette formule.

¹⁰ Monsieur René Brunotte fut par la suite le créateur, au cours des années 1960, de l'Ecole Nationale des Travaux Ruraux de Strasbourg, aujourd'hui Ecole Nationale du Génie des Eaux et des Equipements Sanitaires (ENGEES).

l'entrée à l'Institut National d'Agronomie de Paris¹¹, l'une des deux voies¹² pour entrer à l'Ecole Nationale du Génie Rural¹³ où je me retrouvai en septembre 1959.

Une initiation à l'Afrique

Pendant que j'étais à « Ginette¹⁴ », je tombai sur un rapport sur l'Algérie du Conseil Economique et Social dont le principal rédacteur était Robert Delavignette¹⁵. Rédigé au terme d'une longue enquête en 1950, ce rapport décrivait de manière magistrale la situation d'un pays relativement bien équipé du point de vue des infrastructures, mais miné dans ses profondeurs par la question coloniale. Celle-ci, prophétisait le rapport, ne pouvait déboucher que sur une insurrection armée si des réformes politiques majeures n'étaient pas entreprises d'urgence. Ce diagnostic m'impressionna puisque nous étions en pleine guerre d'Algérie. Dans le climat de l'époque que j'ai déjà rappelé, ce remarquable rapport décida de mon orientation professionnelle, au moins pour un temps croyais-je, avant de revenir au service de ma province natale.... C'est aussi le moment de rappeler les amitiés aussi chères que durables qui se nouèrent à ce moment-là au sein de ma promotion avec Hossein Faraj¹⁶ et surtout avec Alain Yacouba Bambara¹⁷ et Mariam, son épouse si généreuse.

Cette vocation m'incita à entrer en contact pendant mes études avec le mouvement « Economie et Humanisme » créé par le Père dominicain Louis-Joseph Lebreton (1897-1966). Ancien officier de marine, celui-ci s'était lancé dans l'action sociale et économique d'abord pour venir en aide aux pêcheurs bretons durement touchés par la crise de 1929. Puis il élargit sa réflexion aux problématiques du sous-développement, notamment en Amérique Latine, au Liban et au Sénégal, en reprenant les intuitions de Frédéric Le Play¹⁸. Avec Guy Belloncle, Annette Bon, et Jean-Pierre Jaillard, étudiants respectivement à l'Ecole Normale Supérieure de Saint-Cloud, à l'Ecole Normale Supérieure d'Ulm et à l'Ecole Supérieure des Sciences Economiques et Commerciales, nous avons créé le Groupement Parisien des Etudiants d'Economie et Humanisme qui organisait des cycles de conférences consacrées au développement¹⁹ des pays du sud. J'ai également suivi les cours d'un institut en cours de création, l'Institut de Recherche et de Formation sur l'Economie du Développement, dans les locaux de la librairie de la rue du Faubourg St-Honoré qui servait d'appui aux multiples

¹¹ Aujourd'hui AgroParisTech.

¹² L'autre était l'Ecole Polytechnique qui m'était inaccessible en raison de mes capacités limitées en mathématiques.

¹³ Aujourd'hui intégrée dans AgroParisTech.

¹⁴ Surnom familial donné à l'Ecole Sainte-Geneviève.

¹⁵ Je devais découvrir plus tard que Robert Delavignette (1897-1976) fut le principal penseur de l'engagement de la France en Afrique à l'issue de la seconde guerre mondiale, notamment en tant que directeur pendant de longues années de l'Ecole Nationale de la France d'Outre-Mer et auteur du livre « Les paysans noirs » qui reste une référence (voir bibliographie).

¹⁶ Pédologue, H Faraj fut le premier, et pendant de nombreuses années, directeur de l'Institut National de la Recherche Agronomique du Maroc.

¹⁷ Ingénieur du Génie Rural, A. Bambara exerça de hautes fonctions dans l'administration voltaïque avant de rejoindre l'entreprise Shell. Il créa ensuite à Abidjan l'entreprise de cosmétique Cosmivoire.

¹⁸ Frédéric le Play (1806-1882) était le rédacteur en chef des Annales des Mines au milieu du 19^{ème} siècle. Amené à conseiller les entreprises minières, il prit conscience de la situation déplorable de leurs employés et s'attacha à y remédier par des enquêtes méthodiques permettant une prise de conscience collective des situations, première étape indispensable avant toute prise de décision. Il fut de fait le véritable créateur de la sociologie française. Mais il eut le malheur d'être distingué, puis soutenu, par Napoléon III, ce qui fait que son œuvre fut emportée dans la chute du Second Empire et qu'Emile Durkheim « ramassa la mise »...

¹⁹ Gaston Berger, originaire de Saint-Louis du Sénégal et père du danseur Maurice Béjart, venait de donner ce nouveau sens au mot « développement » qui fit flores.

activités lancées par le Père Lebret, dont nous allions servir la messe matinale dans l'église proche.

Pour tester ma vocation africaine naissante, je fis un stage, durant l'été 1959, en Côte-d'Ivoire qui, avec les délais de route par « Liberty Ship », dura plus de trois mois. La Côte-d'Ivoire était alors un pays extrêmement intéressant du point de vue sociologique. Y cohabitait une cinquantaine d'ethnies vivant dans des environnements très diversifiés : autour du Bandama qui constitue l'axe central du pays, les ethnies de traditions patrilinéaire (Bété, Malinké) et matrilinéaire (Baoulé, Sénoufo) se répartissaient de part et d'autre du fleuve. Les systèmes de culture et les paysages étaient eux aussi très variés : dans le nord, autour de Korhogo, les Sénoufos avaient créé un véritable paysannat dense et ouvert, alors que, dans les forêts profondes du sud, certaines tribus en étaient encore à quelques cultures sur abattis, complétées par les produits de la cueillette et de la chasse. Mon stage me conduisit dans une plantation de café et de cacao de près de 3 000 ha située en pleine zone forestière à Oumé. La Compagnie des Cultures de Côte-d'Ivoire (CCCI) qui en était propriétaire, était alors une filiale de la compagnie de transport maritime Delmas-Vieljeux (SNDV). Son directeur, Monsieur Fumey, était le père d'une charmante étudiante de la « Catho »²⁰, que j'avais rencontrée pour organiser le « Pélé » de Chartres de 1959 : à l'époque il y avait très peu de filles à l'Agro²¹ et il nous fallait trouver des consoeurs pour mettre en place un chapitre qui respecte la tradition de mixité de ces pèlerinages étudiants. Cette initiation africaine sous l'autorité d'un homme expérimenté et d'une grande valeur morale, au moment où la Côte-d'Ivoire était encore une colonie française²², m'a permis de faire connaissance avec l'expérience coloniale française dans ce qu'elle avait de meilleur et au moment où tout allait changer.

Pour continuer à affermir ma vocation tropicale, je choisis l'infanterie²³ pour aller faire mon Ecole d'Officiers à Cherchell en Algérie afin de constater sur place la situation décrite avec tant de soin par R. Delavignette. Je ne fus pas déçu. Car du fait de mon statut²⁴ et des événements, je pus circuler assez facilement et rencontrer deux cercles qui m'ont beaucoup influencé

- Celui des experts (et notamment le Père jésuite Fyot) qui élaboraient le Plan de Constantine : au départ engagés dans la perspective de l'Algérie française, leurs travaux préparaient en fait pendant l'hiver 1961-1962 les dossiers pour aider le futur gouvernement algérien à prendre en main les affaires du pays. J'y retrouvai toutes les problématiques, notamment démographique, qu'avait largement décrites R. Delavignette ;
- Celui du Secrétariat Social d'Alger, groupe de réflexion d'origine catholique, animé par un autre Père jésuite (dont la mère était kabyle), le Père Sanson. Celui-ci m'a donné les bases sociologiques (importance des concepts de temps et d'espace, ...) de la compréhension des phénomènes du sous-développement, qui ont éclairé toute ma vie professionnelle.

Une mission fondatrice de coopération en Côte-d'Ivoire

²⁰ Institut catholique de Paris.

²¹ il y en avait deux dans notre promotion alors qu'aujourd'hui elles constituent la majorité des étudiants.

²² Mais la Guinée de Sékou Touré avait déjà pris son indépendance.

²³ Et non pas le génie, comme c'était traditionnellement le cas pour les futurs ingénieurs du génie rural.

²⁴ A l'époque les futurs hauts-fonctionnaires étaient astreints pendant leur cycle d'études à une formation militaire qui leur permettait dès leur incorporation de recevoir leur galon de sous-lieutenant avec une formation accélérée de quelques mois débouchant sur une prise de commandement d'une section.

Au retour de mon service militaire qui, après l'école des officiers d'infanterie de Cherchell, se poursuivit à Bitche en Lorraine, je voulais être affecté à Madagascar qui était alors, avec le Maroc, le terrain d'élection des ingénieurs du génie rural. Mais aucun poste n'y était disponible. Aussi Lucien Bugeat²⁵ qui était en train de créer le service du génie rural au sein du nouveau ministère de la coopération, me renvoya à l'été 1963 en Côte-d'Ivoire auprès d'un ingénieur brillant mais qui était en très mauvaise santé. Je dus rapidement le remplacer alors que mon savoir technique était embryonnaire. Heureusement les ingénieurs des Ponts-et-Chaussées que j'avais rencontrés à Paris dans le cadre de l'action catholique des Grandes Ecoles, animée par le Père Thomas (encore un jésuite!), vinrent à mon secours. Je garde en particulier une vive reconnaissance à Maurice Bourges²⁶ pour tous les bons conseils qu'il m'a alors prodigués. La première année fut sportive : non seulement j'avais tout à apprendre sur le plan technique, mais il me fallait diriger un service d'une soixantaine de personnes avec des chantiers répartis sur l'ensemble de la Côte-d'Ivoire. Je passais près de la moitié du temps sur les pistes. Ma chance fut de rencontrer de jeunes et très brillants ingénieurs agronomes ivoiriens qui venaient de revenir au pays et qui prenaient en charge avec enthousiasme les affaires agricoles de leur pays. Comment ne pas rappeler les noms de Jacques Aka-Anghui, dont l'épouse Hortense fut longtemps la maire emblématique de Port-Bouet, de Denis Bra Kanon qui vient de décéder et surtout d'Abdoulaye Sawadogo, et de son épouse Berthe, native de Grand-Lahou. Celui-ci fut mon ministre de l'agriculture pendant la plus grande partie de mon séjour ivoirien. Et l'admiration que je lui portais alors s'est poursuivie lorsque je le vis s'occuper avec le plus grand dévouement de ses étudiants en géographie rurale à l'Université d'Abidjan, puis conseiller à la fin de sa carrière le directeur général de la FAO, le Dr Jacques Faye. Enfin je ne peux pas oublier la qualité des jeunes coopérants qui participaient au développement de la Côte-d'Ivoire, et notamment ceux avec qui j'ai noué des amitiés durables : Pierre (expert au ministère du plan) et Josette Campagne, Michel Eldin et Eric Roose, chercheurs au centre de l'Office de Recherches Scientifiques et Techniques d'Outre-Mer (ORSTOM)²⁷ d'Adiopodoumé²⁸ et leurs épouses Danièle et Madeleine.

La Côte-d'Ivoire était alors en plein « boum » ! Le secteur agricole se développait au rythme de 8% par an avec des projets ambitieux de développement par filières se succédant à un rythme impressionnant. Bientôt je fus remplacé à la tête du service par un ingénieur en chef plus expérimenté, Jean Roques, arrivé des Antilles après un premier séjour en Mauritanie, puis par Jacques Baziadoly, venu du Tchad. Je pus alors me consacrer à mon premier grand projet, le développement intégré de la zone dense de Korhogo²⁹, au sein de laquelle le

²⁵ Lucien Bugeat (1927-2009), ingénieur général du génie rural, commença sa carrière en Tunisie où il servit pendant une dizaine d'années. Au moment de la création du ministère de la coopération à la fin des années 1950, il fut chargé d'y créer le service du génie rural. Par la suite il fut le directeur technique d'un établissement public spécialisé dans le développement agricole, le Bureau pour le Développement de la Production Agricole (BDPA), avant de revenir au ministère d'agriculture où il supervisa les activités de coopération technique jusqu'à son départ en retraite.

²⁶ Qui dirigeait à l'époque la subdivision des Travaux Publics d'Abidjan.

²⁷ Aujourd'hui Institut de Recherches sur le Développement (IRD). Cet institut fut dirigé entre 1963 et 1981 par le Professeur Guy Camus, décédé en 2006. Ce professeur de physiologie végétale avait pu faire sa thèse aux Etats-Unis après la seconde guerre mondiale, grâce à une bourse de la Fondation Rockefeller. Il en avait gardé une profonde reconnaissance. Il fût pendant de longues années le président du Technical Assessment Committee qui conseillait les instituts internationaux de recherche agronomique.

²⁸ Situé dans la banlieue proche d'Abidjan.

²⁹ Je me suis beaucoup interrogé sur l'origine de cette zone dont les populations pratiquaient des coutumes étonnamment proches de celles que j'avais étudiées en Lorraine, ce qui m'a permis de les comprendre plus facilement. En définitive, ce sont leurs coutumes matrimoniales, sur ce point fort différentes des pratiques patrilineaires lorraines qui expliquent cette situation particulière : en effet les Sénoufos sont des matrilineaires stricts en ce sens que, pendant la journée, l'homme s'occupe de sa sœur et des enfants de celle-ci. Le soir, il

souvenir de son grand chef Gbon Coulibaly³⁰ était encore très présent, en m'appuyant sur un remarquable expert associé FAO d'origine hollandaise, Dirk Stiemer. Il formait avec son épouse Hennie un couple merveilleux qui illuminait la petite communauté d'expatriés de la capitale Sènoufo. Nous y avons conduit un véritable projet de développement fondé sur les qualités exceptionnelles des paysans Sènoufos, malgré les critiques que suscitaient les méthodes originales – excluant au maximum le recours à des entreprises de travaux publics- que nous mettions en œuvre³¹. A la force de leurs dabas³², ils ont aménagé sur nos conseils 8.000 ha de rizières. Nous les avons complétées par un réseau de barrages collinaires permettant de passer dans beaucoup de vallées à plus de deux récoltes par an. C'était une véritable alternative aux cultures pluviales sur des plateaux complètement épuisés par des pratiques trop intensives³³! Nous avons également reboisé les zones les plus érodées et lancé la traction animale à travers la collecte des pierrailles nécessaires à la mise en place des drains de pied des barrages,... Quel beau projet ! Au bout de quelques années, je fus relayé dans cette mission par Maurice de Vault, bientôt rejoint par une Gaëlle éclatante de vie et de bonne humeur. Ce qui me conduisit d'abord à m'intéresser à la transformation et à la commercialisation des produits agricoles. Cette thématique me paraissait plus prioritaire que l'irrigation dans un pays où il pleut partout au moins 1 200 mm par an. Je découvris alors l'efficacité du concept de filière de production, non seulement pour assurer une bonne coordination entre la production agricole, sa transformation et sa commercialisation, mais aussi pour favoriser les relations entre les programmes de recherche et leurs valorisations économiques (comme l'avait déjà mis en oeuvre à la fin du XIXe siècle le professeur Melchior Treub³⁴ dans les Indes Néerlandaises). Enfin, à la demande du Ministre Sawadogo et à ma grande surprise, mais avec beaucoup de plaisir, je devins professeur du génie rural dans la nouvelle Ecole Nationale Supérieure des Sciences Agronomiques de Côte-d'Ivoire. Parallèlement j'accompagnais Paul Jouve, avec l'appui de la Caisse de Stabilisation du Café

rejoint la case de sa femme pour y passer la nuit. De ce fait le hameau où vit celle-ci ne peut être trop éloigné, même à vélo, du hameau où vit sa sœur. Et lorsqu'on circulait la nuit dans le pays Sènoufos, il fallait faire très attention de ne pas écraser les nombreux maris qui rejoignaient leurs femmes !

³⁰ Cf. annexe

³¹ Dès mes premières tournées sur le terrain, j'avais observé que les paysans désertaient les plaines agricoles que mes prédécesseurs avaient aménagées en rizières à grands frais. Je découvris que souvent les entreprises de travaux publics avaient détruit sans s'en rendre compte des lieux de culte traditionnels. Je résolus d'employer une autre approche dans la zone dense de Korhogo (plus de 100 hab./km²) en me contentant d'aménager les têtes de bassin versant avec de petits ouvrages de dérivation en béton, l'ensemble des travaux de nivellement et de cloisonnement étant réalisé par les paysans eux-mêmes sous la conduite d'un encadrement dûment formé. Cette initiative fut fortement critiquée par mes pairs. Mais heureusement je fus soutenu par le Dr. Sturm, ancien officier de « Panzer » et directeur à la Kreditanstalt Für Wiederaufbau (KfW) qui finançait le projet.

³² Les dabas sont des houes traditionnelles très impressionnantes par leur taille.

³³ Notamment par la fabrication de buttes pour cultiver l'igname.

³⁴ Melchior Treub (1851-1910), botaniste hollandais et créateur du premier système de recherche agronomique tropicale. Déçu de n'avoir pas réussi le concours de professeur de botanique à l'université de Leyde, Melchior Treub accepta en 1880 de devenir responsable du jardin botanique de Buytenzorg –aujourd'hui Bogor - , localisé au sein du palais du gouverneur des Indes Néerlandaises pendant la saison des pluies de Batavia –aujourd'hui Djakarta. Rapidement il sut nouer des relations fructueuses avec les planteurs hollandais et créer autour du jardin botanique, devenu station centrale de recherches, un réseau de stations de recherches spécialisées par grandes filières de production. Cette réussite conduisit le gouvernement néerlandais à créer le poste de directeur général de l'agriculture des Indes Néerlandaises et à le lui confier cumulativement avec celui de directeur de la station de Buytenzorg. Ayant saisi très tôt l'intérêt de la coopération scientifique internationale, il avait ouvert dans sa station centrale un laboratoire fort bien équipé, dénommé après sa mort le *Treub laboratorium*, où il accueillait gratuitement les savants étrangers contre la seule obligation de publier leurs travaux dans sa revue scientifique. À sa retraite, il entra en conflit avec son gouvernement qui décida contre son avis de séparer les deux fonctions de directeur de la recherche et de directeur de l'agriculture, cette dernière fut confiée au directeur de l'agriculture de la métropole qui quitta ce poste prestigieux pour rejoindre les Indes Néerlandaises, ce qui démontre l'importance économique et politique qu'avait prise la production agricole de cette colonie au début du XXe siècle. De dépit M. Treub fit son discours d'adieu en français et mourut quelques mois plus tard à St-Raphaël.

et du Cacao, pour mettre au point un projet de grande ampleur de rénovation de la collecte et de l'usinage du café.

On comprend que ces dix années furent passionnantes. Elles m'ont marqué pour la vie. Aussi ai-je été très choqué par la publication à cette époque du célèbre livre de René Dumont « L'Afrique noire est mal partie ! »³⁵. D'autant que si j'avais suivi avec passion ses cours à l'Agro, j'avais été étonné par le comportement pour le moins désinvolte et idéologue qu'il avait adopté lors de la seule mission qu'il réalisa en Côte d'Ivoire pendant mon séjour dans ce pays.

L'aventure du CIRAD

En 1972, il fallut bien revenir en France pour des raisons familiales. Faute de trouver un poste qui me plaise en Lorraine, j'optai pour un poste parisien, que j'espérais temporaire (ayant toujours l'objectif de revenir un jour dans ma province natale...) à la Direction des Industries Agricoles et Alimentaires (DIAA) du Ministère de l'agriculture. À ma grande surprise, et je dois même écrire à ma grande fureur, l'équipe de direction de la DIAA (Michel Perdrix, directeur, et son adjoint, Michel Colonna) me demanda de développer les relations des entreprises avec l'Institut National de la Recherche Agronomique (INRA). Aussi surprenant que cela paraisse aujourd'hui, nous avons été formés dans une vision qui considérait les chercheurs comme les « danseuses de la République ». Je pensais sincèrement que mon directeur sous-estimait l'expérience que j'avais acquise en Côte-d'Ivoire. Voyant cela, celui-ci m'entraîna dans une visite du centre de recherches du Centre d'Etudes Atomiques (CEA), situé sur le plateau de Saclay, au cours de laquelle je fus ébloui par ses connaissances scientifiques, alors que la formation des administrateurs de la France d'Outre-Mer, dont il était issu, était surtout juridique et financière. Et puis je fus pris en charge par le nouvel inspecteur général de l'INRA pour les IAA, Guy Fauconneau, dont la personnalité chaleureuse fit disparaître mes dernières réticences.

Mais l'Ingénieur général du Génie Rural Maurice Rossin³⁶ qui m'avait inspecté pendant que j'assurais au pied levé la direction du service du génie rural de Côte-d'Ivoire, et qui depuis m'avait pris sous son aile, m'incita à prendre en 1975 la direction du Centre d'Etudes et d'Expérimentation du Machinisme Agricole Tropical (CEEMAT), créé au cours des années 1950 par l'Ingénieur général Charles Gaury avec M. Labrousse. En 1977 je fus appelé à la Délégation Générale de la Recherche Scientifique et Technique (DGRST) où le professeur Pierre Aigrain et Roland Morin me confièrent le secteur agricole et le développement rural, avec la complicité de Jacques Poly³⁷, alors Directeur scientifique de l'INRA. Mais je restais

³⁵ Voir bibliographie.

³⁶ Fils d'un petit agriculteur bourguignon, major de sa promotion, Maurice Rossin (1912-1980) commença sa carrière au Maroc sous l'autorité d'Henri Tinteniak, il fut recruté par Emile Bellime, créateur de l'Office du Niger, comme chef du service agricole. Il rejoignit Ségou en 1938 après un voyage d'études qui lui permit de visiter le gigantesque périmètre irrigué du Gézirah qu'avaient créé les Anglais au confluent des deux Nil en amont de Khartoum. Il passa toute la guerre à l'Office où il acheva sa mission comme directeur général (il avait à peine 30 ans...). Puis il accompagna le développement de l'ORSTOM –aujourd'hui l'Institut de Recherches sur le Développement- pendant 5 années en tant que secrétaire général. Il devint en 1950 directeur général de l'agriculture, du génie rural, et des forêts du Ministère de la France d'Outre-Mer. Il accompagna jusqu'en 1959 l'indépendance des colonies françaises avant de rejoindre le ministère de l'agriculture où il fut le directeur de la production agricole, puis de l'enseignement agricole, avant de devenir le premier directeur de la nouvelle Ecole du Génie Rural des Eaux et Forêts jusqu'au moment de sa retraite en 1973.

³⁷ Jacques Poly (1924-1997) était originaire de Lons-le-saunier. Il était le 4^{ème} fils d'une fratrie qui se fit remarquer dans la haute administration. Son père était un instituteur respecté, véritable *hussard noir de la République*. Brillant élève, il passa la même année la première et la seconde partie du baccalauréat. Major de sa

très impliqué dans la recherche tropicale suivie par Christian du Plessix, puis par Henri Carsalade.

Les surprises professionnelles se poursuivirent, avec la demande du Ministre de l'agriculture, Pierre Méhaignerie de créer en 1979 au sein de son cabinet un centre de prospective. Je passai dès 1980 cette responsabilité à Jean de Kervasdoué pour répondre à l'appel de Jacques Alliot³⁸, Administrateur général du Groupement d'Etudes et de Recherches pour le Développement de l'Agriculture Tropicale (GERDAT). Ce groupement d'intérêt économique (GIE) réunissait, autour du Ministère de la coopération et de la Caisse Centrale de Coopération Economique (CCCE)³⁹, les 8 instituts techniques agricoles tropicaux⁴⁰ créés sous l'impulsion de Robert Michaux à partir de la fin des années 1930, sur le modèle conçu à partir de 1880 dans les Indes Néerlandaises par le Professeur Melchior Treub. Le GERDAT était alors à la croisée des chemins : le Ministre de la coopération Robert Galley voulait créer un grand –et unique– institut tropical réunissant ces instituts, sous forme de laboratoires associés, autour de l'ORSTOM. Ce projet s'inscrivait dans le programme que Giscard d'Estaing avait élaboré en vue de sa réélection à la Présidence de 1981. Il était l'aboutissement d'une longue histoire dont il faut dire quelques mots : dès la fin du 19^{ème} siècle, la formation des cadres et l'amélioration des techniques agricoles étaient devenues un enjeu entre le Ministère des colonies et celui de l'éducation nationale, et plus particulièrement le Muséum d'Histoire Naturelle (MHN). Celui-ci était dominé par la personnalité solaire du Professeur Auguste Chevalier⁴¹ qui se consacrait à l'inventaire des ressources naturelles coloniales et à leurs valorisations, en s'appuyant notamment sur le réseau des jardins botaniques créés au sein de chacune des capitales des colonies françaises. Le Ministère des colonies voyait d'un mauvais œil le dynamisme du Muséum qui risquait de saper son autorité. C'est pourquoi il obtint que l'Ecole Nationale d'Agriculture Coloniale (ENAC), destinée à former des cadres techniques agricoles des colonies françaises, fût créée en 1902 en son sein, dans le cadre du jardin colonial de Nogent-sur-Marne, et non pas sous l'ombre du Muséum, comme le réclamait à grands cris Auguste Chevalier. Ce conflit resurgit pendant la seconde guerre mondiale, notamment au cours d'une réunion tenue à Alger⁴² sur l'avenir de la recherche agricole dans les colonies françaises, au cours de laquelle s'affrontèrent à nouveau les tenants d'une professionnalisation de la recherche agricole tropicale, sous l'autorité du Ministère, devenu

promotion à l'Agro de Paris, il choisit, contre l'usage, d'entrer à l'INRA où il fit toute sa carrière. Il y créa un département de recherche de génétique animale autour de nouvelles méthodes de sélections inspirées des travaux les plus récents en génétique fondamentale. Il fut l'auteur de la célèbre loi sur l'élevage alors qu'il était conseiller technique au cabinet d'Edgar Faure. Directeur scientifique de l'INRA, il en devint directeur général, puis président-directeur général, avant de finir sa carrière au Conseil d'Etat.

³⁸ Jacques Alliot (1930-1999), administrateur de la France d'Outre-Mer. Après son passage par l'Ecole Nationale de la France d'Outre Mer, dont il sortit en 1951, il commença sa carrière au Niger. En 1960 il rejoignit la CCCE dont il dirigea les agences au Mali et en Centrafrique. Il servit également au Cameroun et retourna au Niger auprès du premier Président de la République, Hamani Diori. Puis de 1970 à 1981 il fut chargé de créer le GERDAT. En 1981 il retourna à la CCCE où il finit sa carrière en 1996 en tant que directeur général adjoint.

³⁹ Aujourd'hui Agence Française pour le Développement (AFD).

⁴⁰ Institut de Recherche du Caoutchouc en Afrique (IRCA)- filiale de l'Institut Français du Caoutchouc créé entre les deux guerres mondiales par R Michaux sur le modèle hollandais qu'il avait côtoyé alors qu'il dirigeait les grandes exploitations agricoles de la société des « Terres Rouges » en Malaisie, puis en Indochine française – Dr : J. Campagnol ; Institut de Recherches sur les Huiles et les Oléagineux (IRHO)- Dr : J. C. Fleury ; Institut de Recherches sur les Fruits et Agrumes (IRFA) – ex Institut Français sur les Agrumes Coloniaux – Dr : B. Charpentier ; Institut Français du Café et du Cacao (IRCC) - Dr : M. Belin ; institut de Recherches du Coton et des Textiles (IRCT) –Dr : J. Dequecker ; Institut de Recherches Agricoles Tropicales (IRAT) –Dr : F. Bour ; Institut d'Elevage et de Médecine Vétérinaire Tropicale (IEMVT) –Dr : A. Provost ; Centre Forestier Tropical Français (CTFT) –Dr : F. Caille.

⁴¹ (1873-1956) Il était le fils d'un paysan normand.

⁴² La métropole étant encore occupée.

celui de la France d'outre-mer, et ceux qui, au nom de la nécessaire liaison entre les recherches fondamentale et appliquée, préconisaient de placer les équipes de la recherche agricole tropicale au sein de l'ORSTOM que des professeurs du Muséum venaient de créer. Ce fut la première option qui triompha.

Le projet de Monsieur Galley s'inscrivait dans cette dynamique en essayant de proposer une synthèse dépassant la dialectique qui avait nourri les débats sur la recherche agronomique tropicale pendant tout le 20^{ème} siècle. Mais avec la création en 1945 de l'INRA, une nouvelle alternative émergeait, celle d'une liaison forte entre la recherche agronomique métropolitaine et la recherche agricole tropicale française. Ce fut cette orientation que privilégia Jacques Alliot. C'est pourquoi il fit venir, à la fin de 1980, Jean-Marie Sifferlen, de la DGRST, pour occuper les fonctions de secrétaire général, et moi-même, en tant que directeur scientifique, pour élaborer un projet alternatif à la proposition ministérielle.

Mais sans attendre le résultat des élections présidentielles, le Ministre demanda à Jacques Alliot de rejoindre la CCCE, dont il était issu, et nomma, comme président de l'ORSTOM et du GERDAT, Hubert Dubois, Ambassadeur de France, avec mission de réaliser cette fusion. Avec beaucoup d'inconscience, je proposai le scénario alternatif basé sur un rapprochement avec l'INRA. Si le Président Giscard d'Estaing avait été réélu en mai 1981, ce projet aurait été mort-né. Je ne pris conscience de la situation qu'au mois de mars 1981. Je fus donc très attentif à la suggestion de Pierre Feillet, qui dirigeait la filiale biotechnologique toulousaine de SANOFI et qui souhaitait passer la main, de prendre contact avec M. Saunier, le fondateur de cette grande entreprise. Celui-ci enregistra ma candidature, mais me conseilla fort sagement de ne rien décider avant la conclusion de l'élection présidentielle.

Alors que je pensais que Giscard serait facilement réélu, ce fut Mitterrand qui passa. De ce fait, toute l'équipe de Robert Galley fut écartée et la voie était libre pour mon projet. Bien que je ne sois pas un militant socialiste, je m'y lançai hardiment, n'ayant d'autre légitimité que ma volonté de trouver une solution aux deux questions vitales qui se posaient alors à la recherche tropicale française :

- Les conséquences à tirer de la nationalisation progressive, suite à l'Indépendance des ex-colonies françaises, de ses stations de recherches africaines qui constituaient jusqu'alors l'essentiel de ses infrastructures scientifiques. Jacques Alliot avait commencé à y répondre en entreprenant, au début des années 1970 et dans un contexte budgétaire particulièrement difficile, la construction du centre de Montpellier pour constituer en France même un point d'appui permanent.
- Pour relever les défis asiatiques, les fondations américaines, puis la Banque mondiale, sous l'impulsion personnelle de Mc Namara⁴³, avaient créé, sur la suggestion de Norman Borlaug⁴⁴, un réseau de remarquables centres internationaux de recherches agronomiques axés sur l'amélioration génétique des plantes vivrières : (CIMMYT pour le blé et le maïs, l'IRRI pour le riz, le CIAT pour le manioc et les pâturages tropicaux, ...). Quelles conséquences la France devait-elle

⁴³ Robert Mc Namara reste le Président de la Banque mondiale le plus admiré. Il faut rappeler qu'auparavant il avait dirigé Ford, puis été le secrétaire charismatique à la défense de John Kennedy. A ce titre il avait eu à diriger les politiques américaines pour contenir en Asie l'expansion des mouvements communistes et formulé la célèbre doctrine, qui porte son nom, sur l'emploi des armes nucléaires.

⁴⁴ Norman Borlaug (1914-2009), phytopathologiste de formation, travailla au CIMMYT près de Mexico à partir de 1944 où il créa des variétés de blé tropical à haut rendement. A partir de 1959, il fut mandaté par les Fondations américaines Rockefeller et Ford pour créer un réseau de stations de recherches agronomiques internationales, repris par la suite par la Banque mondiale. C'est à ce titre qu'il est considéré comme le père de la *Révolution verte* et qu'il reçut le *Prix Nobel de la Paix* en 1970.

tirer de cette initiative qui commençait à dominer la scène internationale de la recherche agronomique ?

Il y avait trois réponses possibles :

1- Celle qui avait la préférence du Ministère du budget : considérer qu'avec la décolonisation, la poursuite d'une recherche agronomique tropicale française, pour brillante qu'elle ait été, n'avait plus grand sens. Par conséquent il fallait la conclure dans les meilleures conditions et consacrer une partie de ses moyens pour occuper une place significative dans le nouveau système mondial de recherche agronomique en voie d'émergence. C'est la solution qu'ont choisie les autres pays européens s'étant dotés à un moment de leur histoire d'un empire colonial. Mais cette option n'a pas été retenue pour les deux raisons suivantes :

- À l'époque F. Mitterrand voulait poursuivre la politique gaullienne du maintien de liens privilégiés avec l'Afrique francophone, de manière à continuer à jouer un rôle sur la scène mondiale, et notamment à l'ONU.
- Les points forts de la recherche agronomique tropicale française (palmier à huile et cocotier, café et cacao, hévéa, plantes fruitières, coton) étaient plus complémentaires que concurrents de ceux du système dit international.

2- Celle qui fut retenue par J.P. Chevènement, Ministre de la recherche dans le premier gouvernement que constitua F. Mitterrand après son élection à la Présidence de la République. Elle reprenait le projet alternatif, que j'avais conçu à la demande de Jacques Alliot, de poursuite de l'aventure de la recherche agronomique tropicale française, mais en la liant davantage à l'INRA. Il partait du constat qu'il n'y a pas deux recherches agronomiques, tempérée et tropicale, mais un seul domaine de recherches avec deux dispositifs adaptés, l'un à la recherche tempérée et l'autre à la recherche tropicale, du fait de leurs histoires et de leurs conditions d'emploi particulières.

3- Enfin l'hypothèse que je privilégiais qui consistait à créer un centre de formation, de recherches et de développement ivoiro- français. Il aurait été constitué à partir des stations ivoiriennes, devenues au fil du temps les stations centrales des instituts tropicaux agronomiques français, au sein desquelles avaient été rassemblées des collections et des équipes de recherche-développement d'importance mondiale sur les productions que je viens d'évoquer. Pour ne pas tomber dans les travers observés déjà dans les centres publics ivoiriens, et notamment leurs difficultés administratives et budgétaires, Jean-Marie Sifferlen et moi avons proposé de constituer une société d'économie mixte entre l'Etat ivoirien et ce qui allait devenir le Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD). Son capital aurait été réparti par tiers entre l'Etat ivoirien, le CIRAD et des partenaires privés, pour l'essentiel des sociétés publiques de développement agricole, de manière à ce que l'Etat ivoirien en possédât la majorité du capital. Ses financements seraient venus de trois sources également équilibrées : des dotations budgétaires ivoiriennes et du CIRAD, à hauteur des dotations habituelles, ainsi que des ressources propres, liées notamment aux exportations de graines et de plants qui à l'époque étaient très importantes et rémunératrices.

Malheureusement, au début des années 1980, la fin de la présidence d'Houphouët-Boigny se passait de manière chaotique. Les deux responsables ivoiriens en charge de nos affaires, les Drs. Balla Keita et Alassane N'Diaye, complètement absorbés par des luttes intestines, se sont

engagés dans des surenchères nationalistes dont le résultat fut d'interrompre nos exportations de plants sous le faux prétexte⁴⁵ qu'ainsi nous suscitions des concurrents aux exportations agricoles ivoiriennes. Une dernière intervention de José-Charles Fleury, Directeur de l'IRHO qui avait largement contribué au développement agricole de la Côte d'Ivoire, auprès du « Vieux »⁴⁶, dont les facultés avaient déjà beaucoup baissé, resta sans effet. Il me fallut abandonner mon rêve et prendre toutes les dispositions pour que le retrait des équipes du CIRAD - désormais inéluctable - se passât au mieux. La question qui reste ouverte est la suivante : est-ce que cette société ivoiro-française aurait résisté aux tsunamis qui ont ravagé la Côte-d'Ivoire depuis le coup d'Etat du Général Guei à Noël 1999 ? En tout cas, toutes ces collections auxquelles nous tenions tant et qui nous avaient demandé tant de soins n'existent plus aujourd'hui.

Cette hypothèque malheureusement levée, Jean-Marie Sifferlen et moi, rejoints par le chaleureux René Billaz en tant que directeur scientifique, nous sommes attelés à la mise en place du CIRAD, une œuvre considérable puisqu'il nous fallait créer un nouvel organisme à partir de 7 associations⁴⁷, d'un GIE, d'une société d'Etat et d'un établissement public. Cette création qui nous prit dix années, mériterait d'être racontée. Mais ce serait sortir des limites de cet exercice. Je me limiterai à indiquer qu'une fusion au sein de l'INRA s'est rapidement révélée impossible pour des raisons statutaires et budgétaires. Je regrette d'autant plus qu'au dernier moment le cabinet du Ministre Hubert Curien (dont l'appui ainsi que celui de Jacques Poly, nommé premier président du nouvel établissement public industriel et commercial, avaient été déterminants dans tout ce processus) m'ait demandé de ne pas marquer « dans le marbre » que le président de l'INRA était de droit président du CIRAD. Ce qui a entraîné par la suite quelques difficultés bien inutiles. Les premiers mois, j'ai été complètement occupé par la création du CIRAD (ainsi j'ai dû faire refaire une dizaine de fois les projets budgétaires pour 1986, puis arbitrer le reclassement des mille agents du nouvel organisme sur une grille statutaire unique,...). Mais à partir de 1986, j'ai pu retourner une semaine par mois sur le terrain, d'abord en Afrique noire avec Bernard Bachelier, ce qui nous a permis de créer avec les directeurs des nouveaux systèmes nationaux de recherche agronomique « la Conférence de la Recherche Agronomique Francophone », devenue par la suite la CORAF en supprimant le terme « francophone » du fait de son élargissement. Mais aussi en Asie et en Amérique Latine sous la direction éclairée de Bernard Simon et de Jean Laboucheix. Une mention doit être faite pour le Brésil⁴⁸ où je me suis rendu une dizaine de fois dans le cadre d'une coopération vraiment exemplaire avec le Dr Eliseu Alves, Président de l'EMBRAPA⁴⁹.

Vers la fin de ma carrière professionnelle

⁴⁵ Ceux qui agitaient cet argument ne prenaient pas en compte que sur la scène mondiale, la Côte-d'Ivoire pèse peu. Les grands planteurs asiatiques et d'Amérique latine qui achetaient nos graines et plants n'avaient pas beaucoup de difficultés à se tourner vers d'autres fournisseurs : ce qu'ils ont fait à partir de 1985. Par contre il aurait été important que la Côte-d'Ivoire puisse continuer à faire financer sa recherche agronomique par ses clients étrangers de manière à ce que ses propres agriculteurs soient toujours les premiers à bénéficier des innovations agronomiques. Hélas cette question ne se pose plus aujourd'hui.

⁴⁶ Surnom familial donné au Président Houphouët-Boigny.

⁴⁷ Les 6 instituts techniques agricoles tropicaux du GERDAT, plus l'Institut de Formation aux Agricultures des Régions Chaudes créé au cours des années 1970, à la demande de Jacques Alliot, par Jacques Lefort et René Billaz.

⁴⁸ Il est bien connu qu'il est difficile de faire des affaires avec des amis ! C'est pourquoi le partenariat avec le Brésil m'a servi de précieuse référence pour construire nos coopérations avec les nouveaux instituts africains de recherche agronomique.

⁴⁹ Agence brésilienne fédérale pour la recherche agronomique.

En 1990 je dus interrompre mon mandat au CIRAD pour rejoindre, à ma grande surprise et sur la suggestion du Professeur Louis Malassis⁵⁰, la direction générale de l'INRA, puis celle de la DGER au sein du Ministère de l'agriculture, enfin le Conseil Général du Génie Rural, des Eaux et Forêts (CGGREF). De ce fait, je me suis hélas un peu éloigné physiquement des réalités de l'Afrique subsaharienne tout en m'investissant dans l'évolution de la filière technologique du Maroc. Mais j'ai été heureux de présider pendant une dizaine d'années les destinées du Groupe de Recherche et de Transferts Technologiques (GRET), Organisation Non Gouvernementale (ONG) spécialisée dans l'appui technologique aux communautés de base des pays tropicaux, dirigé, avec autant de compétence que de militantisme, successivement par Didier Pillot puis Serge Allou. Au début des années 2000, le Ministère de l'agriculture m'a demandé de coprésider la Commission Franco-Sénégalaise de l'Agriculture avec Ndiobo Diene. J'ai été heureux enfin d'aider la chère Nana Lansry, conseillère du Président de la République du Mali, à élaborer la loi malienne d'orientation agricole, avec le précieux concours de Pierre Alloix. J'ai pu ainsi visiter Ségou qui avait servi de cadre à l'éclosion de la carrière professionnelle de Maurice Rossin au sein de l'Office du Niger.

Ainsi ma vie professionnelle a été toute autre que celle que je m'imaginai adolescent, mais passionnante, grâce notamment aux conseils et appuis que n'ont cessé de me prodiguer Maurice Rossin, Jacques Poly et le Professeur Louis Malassis (au cours de la dernière partie de ma carrière).

1960 -2010, un dramatique changement de perspective

L'Afrique est un continent immense et fort divers : du nord au sud et de l'ouest à l'est se succède une infinie variété de paysages et d'ethnies aux langues, croyances et coutumes les plus diverses, au point qu'il est toujours difficile de parler de l'Afrique en général. Mais en même temps limiter l'analyse au terroir de l'une de ses innombrables tribus serait trop réducteur. Je retrouve ainsi les leçons des géographes qui conseillent de bien prendre en compte les échelles de l'espace combinées avec celles du temps. Il est ainsi habituel de distinguer le Maghreb, le Mashrek, l'Afrique de l'ouest, l'Afrique centrale, l'Afrique de l'est et le sud de l'Afrique. Compte tenu de mon parcours professionnel, mon analyse va surtout concerner l'Afrique de l'ouest, même si certaines observations seront plus générales.

De tout temps, le climat a joué un rôle fondamental dans l'évolution des écosystèmes africains. En particulier, un assèchement progressif a provoqué la création de l'immense désert au Sahara, il y a quelques milliers d'années. Plus récemment l'Afrique de l'ouest a vu se succéder sécheresses et saisons pluvieuses. Ainsi des périodes sèches très sévères ont marqué les années précédant la première, puis la seconde guerre mondiale. Par contre, les pluies ont été régulièrement au rendez-vous entre 1945 et 1960, ce qui a eu un impact très positif sur la situation économique et politique générale. S'agissant plus particulièrement des colonies françaises, leur métropole mit en œuvre, pendant cette période, une politique financière généreuse, à travers le Fonds d'Investissement Economique et Social (FIDES),

⁵⁰ Louis Malassis (1918-2007), fils d'un petit agriculteur breton, s'orienta dès sa sortie de l'Ecole nationale d'agriculture de Rennes, vers l'économie agricole, rurale et alimentaire dont il devint le principal référent en France. Il conseilla le Ministre Edgar Pisani au moment des célèbres lois d'orientation qui ont marqué le développement de l'agriculture française pendant une vingtaine d'années. Il dirigea l'Institut Agricole Méditerranéen de Montpellier avant de prendre en charge la Direction Générale de l'Enseignement et de la Recherche (DGER) au sein du Ministère de l'agriculture, à la demande expresse du Ministre P. Méhaignerie. Il finit sa carrière en créant le complexe d'enseignement et de recherche de Montpellier dénommé AGROPOLIS. Il est l'auteur de très nombreux ouvrages.

pour les remercier de l'appui qu'elles lui avaient si généreusement apporté durant la seconde guerre mondiale.

Ceci explique qu'en 1960, la plupart des indicateurs étaient au vert : les populations étaient normalement nourries, même s'il y avait encore des alimentations insuffisamment riches en protéines animales - situation très différente de ce que l'on observait en Amérique latine et en Asie⁵¹-; les infrastructures de transport ainsi que les systèmes de santé et d'éducation étaient encore bien insuffisants mais s'amélioraient chaque jour, ... Ce qui explique que le revenu moyen par habitant y était deux fois plus élevé qu'en Asie et que, sauf en Guinée, la transition politique vers l'Indépendance se passa remarquablement bien avec en général le maintien d'une sécurité publique tout à fait satisfaisante.

Cette situation favorable se prolongea au cours de la décennie 1960 jusqu'au retour de périodes de grande sécheresse au début des années 1970. Celles-ci révélèrent les faiblesses structurelles de l'Afrique noire que R. Dumont avait si bien pointées, à ma grande fureur, dès 1962 dans son célèbre pamphlet.

Aujourd'hui, la situation a changé du tout au tout : l'Asie qui, il y a cinquante années, accumulait les désastres et les inquiétudes de la planète, est devenue l'atelier du monde. Par contre, l'Afrique subsaharienne dont on a complètement oublié les perspectives brillantes qui s'ouvraient à elle en 1960, est au centre de toutes les préoccupations ! Le rapport de la commission qu'avait mise en place Tony Blair⁵², alors Premier Ministre britannique, pour préparer la réunion du G8 de Londres en 2005, présente une analyse réaliste de la situation actuelle de l'Afrique :

- La production agricole n'est pas parvenue à suivre la croissance démographique : aujourd'hui sur les 600 millions d'Africains, 25% sont chroniquement mal nourris et près de la moitié d'entre eux connaît régulièrement les affres de la faim. Deux éléments méritent d'être soulignés :
 - o L'importance des pertes après récolte, deux fois plus grande que dans le reste du monde, du fait du mauvais état des équipements de récolte, de stockage et de transport ;
 - o L'importance des importations annuelles alimentaires commerciales que la Commission Blair évalue à 22 milliards de \$, plus 2 milliards de \$ par an d'aide alimentaire, autant de marchés qui échappent à l'agriculture locale.
- La situation sanitaire s'est également aggravée :
 - o 50% des personnes n'ont pas accès à une eau salubre et 60% à des sanitaires de base,;
 - o 200 millions de personnes sont infectées de vers intestinaux et 250 000 femmes meurent chaque année en couches ;
 - o 25 millions d'Africains sont malades du SIDA, dont près de 15 millions de femmes et 5 millions d'enfants. Cette épidémie a des effets d'autant plus dramatiques qu'elle a été longtemps sous-évaluée : chaque année 2 millions de personnes en meurent, soit 62% du nombre de morts causées par cette épidémie dans le monde. Certains pays africains sont particulièrement touchés,

⁵¹ Cf. le célèbre ouvrage de J. De Castro *La géopolitique de la faim* ed John Boyd 1952

⁵² En vue du sommet du G8 de Londres en 2005, le Premier Ministre britannique mit en place *une commission pour l'Afrique* composée de 17 membres, dont 11 experts africains, et qu'il présida personnellement. Son rapport, intitulé *Notre intérêt commun*, (voir bibliographie) est disponible sur Internet. Il présente une excellente analyse de la situation mais pêche par le fait que son seul objectif était d'obtenir une aide supplémentaire des pays du G8 (voir bibliographie).

- comme le Botswana (avec 40% de sa population) et la Zambie (où 33% des enfants sont affectés et où l'espérance de vie est revenue en dessous du niveau qu'elle avait atteint au cours des années 1950) ;
- 4 millions d'enfants meurent avant l'âge de 5 ans, souvent à cause de maladies qui pourraient être facilement soignées, comme le paludisme ;
 - Mais du fait de la pauvreté générale, les frais médicaux moyens annuels ne sont que de 13 à 23 \$ par personne contre 200 \$ en Europe ;
 - En conséquence le nombre des orphelins est considérable : 43 millions dont 12 millions à cause du SIDA, chiffre qui est en constante augmentation. À noter que 71% des enfants qui se prostituent sont des orphelins.
- Ces situations dramatiques résultent d'un effondrement de l'Etat :
- Malgré une administration pléthorique, les services publics de base sont de moins en moins assurés : ainsi 40 millions d'enfants n'ont pas la possibilité d'aller à l'école, même pour quelques mois.
 - L'Etat est considéré par beaucoup comme un prédateur : 25% des marchés publics donneraient lieu à des détournements. La partie des montants provenant de pratiques de corruption et détenue dans les banques étrangères à l'Afrique serait équivalente à la moitié de sa dette.
 - Ce qui favorise le déclenchement de guerres civiles meurtrières comme celles qui ont ravagé la République Démocratique du Congo, causant près de mille morts par jour. Les budgets des opérations militaires, y compris celles de l'ONU, se chiffrent par milliards de \$, sans compter le coût de reconstruction des infrastructures détruites.
 - Ces situations ont, bien entendu, leurs traductions économiques avec des revenus par habitant en forte régression et une place de l'Afrique sur le marché mondial passant de 6% des échanges mondiaux en 1960 à 2% en 2000. De tous les continents, l'Afrique est le seul à connaître une telle régression. Alors que l'Asie vit une véritable renaissance qui en fait aujourd'hui le centre du monde économique à venir et lui permet d'éloigner de ses rivages les sinistres spectres de la famine, de la maladie et de la guerre.

Sur le plan agronomique, la situation n'est pas plus brillante puisque, on l'a déjà vu, l'Afrique peine de plus en plus à nourrir ses habitants. Cela s'explique en partie par la faiblesse des facteurs de production mobilisés par ses agriculteurs : stagnation des consommations d'engrais de l'ordre d'une dizaine de kg par ha et par an, stagnation également de l'irrigation (4% des surfaces) et de l'emploi de semences sélectionnées, faible mécanisation, ... C'est en définitive le résultat d'une professionnalisation insuffisante de ses agriculteurs qui restent dans leur grande majorité des pluriactifs vivant (mal) en autosubsistance.

Plus impressionnante pour moi est *la profonde dégradation des écosystèmes* consécutive au développement excessif des agricultures itinérantes. Ce phénomène est lié bien évidemment à la croissance démographique exceptionnelle observée en Afrique de l'ouest depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Je garde à cet égard un souvenir précis de ma dernière mission en Côte-d'Ivoire en mars 1990 : quand j'étais venu pour la première fois dans ce pays en 1959, la route bitumée s'arrêtait à Dabou, 40 km à l'ouest d'Abidjan. J'avais dû passer sur un bac de fortune pour aller d'Oumé à Daloa. La baie du Banco qui était le port à bois de la capitale, était couverte de troncs d'arbre attendant les bateaux pour les transporter vers des scieries européennes, américaines ou asiatiques. À présent je roulais sur une autoroute en direction de Bouaké. Mais il n'y avait plus de trafic grumier et surtout la limite traditionnelle de la forêt permanente avec la savane, à la pointe du célèbre *V Baoulé*, la colline des cacaoyers, avait été

pulvérisée. Les feux de brousse pouvaient désormais se déplacer beaucoup plus vers le sud, à proximité immédiate de la Côte. Cette terrible dégradation des écosystèmes africains, je l'ai constatée hélas, comme de nombreux observateurs, tout au long de mes pérégrinations africaines, de même que la quête éperdue des agriculteurs vers des *fronts pionniers* à jamais disparus.

II Les causes apparentes de la situation actuelle de l'Afrique subsaharienne

Face à ces réalités que les médias diffusent régulièrement et qui alimentent un afro-pessimisme atteignant même les cadres africains les plus désireux de contribuer au développement de leurs pays, chacun essaye de comprendre ou recherche des coupables. Les anciens pays colonisateurs sont naturellement des cibles toutes désignées. Sont également invoqués l'insuffisance des infrastructures, des facteurs économiques, financiers, sociologiques et finalement politiques. Passons-les en revue :

Les ex-pays colonisateurs

Les entreprises coloniales des Européens à partir du XIV^e siècle sont uniques par leur ampleur, mais elles ne sont pas les seules dans l'histoire : sans remonter à l'Antiquité méditerranéenne, rappelons l'expansion chinoise dans l'Extrême-Orient, celle des Aztèques ou des Incas en Amérique latine, la conquête de toutes les îles du Pacifique par les Polynésiens ou celle de toutes les terres arctiques par les Esquimaux. Chaque fois, ces impérialismes sont le fruit de révolutions technologiques et ont permis la diffusion, outre de savoirs et d'outils nouveaux, de plantes et d'animaux utiles à l'homme. Mais ils ont été accompagnés chaque fois par des actes de violence et d'oppression souvent inouïs et surtout d'une atteinte systématique à la dignité humaine des peuples colonisés.

En ce qui concerne la colonisation de l'Afrique noire par les Européens, le traité de Berlin (1885-86) qui la répartit entre les puissances européennes, a fort mauvaise presse. Non seulement il est le signe de cet asservissement insupportable, mais encore, ayant réparti les territoires en fonction de l'état des conquêtes et des connaissances de l'époque- qui étaient fort lacunaires-, il est souvent accusé d'être à la base de tous les conflits actuels. C'est oublier néanmoins que le traité de Berlin fut d'abord un traité de paix qui épargna à l'Afrique, pendant au moins quatre-vingts ans, des guerres qui auraient pu être très meurtrières.

La colonisation entraîna une exploitation des ressources agricoles et minières de l'Afrique au profit des puissances étrangères. Elle freina l'industrialisation, notamment en limitant la transformation sur place de ses matières premières.

Il convient d'observer également que du fait de ses conditions sanitaires, l'Afrique noire ne fut jamais une colonie de peuplement pour les Européens (à l'exception notable de l'Afrique du Sud) à la différence de ce qui se passa à partir du XVI^e siècle dans les Amériques.

L'accession à l'Indépendance des colonies européennes d'Afrique noire entraîna un changement géopolitique majeur du fait que le développement des nouveaux Etats se déroulait désormais dans un espace élargi aux dimensions du Monde⁵³, ce qui a eu des conséquences très importantes. En particulier :

- Du fait de la lutte d'influence que se sont livrés pendant quarante années les blocs occidental et soviétique, les nouveaux Etats indépendants ont bénéficié rapidement

⁵³ Pour illustrer l'impact de cette révolution, observons avec Stephen Smith (*Voyage en postcolonie*- voire bibliographie) que le commerce de la Côte d'Ivoire avec son ex-métropole, dont elle constituait une vitrine, représentait en 1960 73% de ses exportations et 52 % de ses importations. En 2008 ses exportations étaient tombées à 7,3% (en quatrième position derrière l'Allemagne, le Nigeria et les Pays-Bas) et ses importations à 16,7% en seconde position derrière le Nigeria et devant la Chine)...

d'une importante aide internationale pour accompagner leur développement⁵⁴ économique et social. C'était un changement majeur par rapport à la situation des colonies qui ne pouvaient compter jusqu'alors que sur leurs propres moyens⁵⁵. L'écroulement du régime soviétique au cours des années 1980, qui faisait disparaître un des principaux objectifs de l'aide internationale au développement, conduisit les pays occidentaux à en faire le bilan. Il révéla que son impact réel sur le développement économique était faible, en partie parce que cette aide, souvent liée, avait plus profité aux entreprises des pays donateurs qu'aux pays bénéficiaires, mais aussi parce qu'une grande partie de cette aide s'était évaporée à travers les multiples intermédiaires intervenant dans les projets de développement⁵⁶ et avait donné lieu à de nombreuses affaires de corruption. Dans la mouvance de l'Ecole de Chicago, très critique vis-à-vis des interventions de l'Etat dans l'économie⁵⁷, certains même estiment que l'aide publique au développement est plus nocive que bénéfique⁵⁸. Mais « si l'aide peut être fatale, l'arrêt de l'aide peut être encore plus fatal »⁵⁹ du fait de la solidarité qui lie aujourd'hui les pays industriels, émergents et en développement (à travers les problèmes liés à l'émigration, à la sécurité, à la dégradation des écosystèmes et au changement climatique). Il reste que l'aide internationale au développement de l'Afrique noire se caractérise par l'importance des promesses d'aide non tenues et par son fractionnement en de multiples projets insuffisamment coordonnés, source d'une bureaucratie envahissante.

- Jusqu'à l'Indépendance, les productions agricoles coloniales s'inscrivaient dans le pacte colonial qui liait chacune des colonies à leurs métropoles : elles s'échangeaient alors contre les produits industriels et les services métropolitains. C'était d'autant plus indispensable que jusqu'au milieu du 20^{ème} siècle, les marchés agricoles locaux des colonies étaient inexistantes. A partir de 1960, tout change : les pays européens s'engagent dans la mise en place du Marché Commun avec l'objectif affiché de parvenir à l'autosuffisance agricole. Mais bientôt l'Europe devient structurellement exportatrice de biens agricoles, ce qui déséquilibre profondément ses échanges avec les pays du sud. Pire, pour protéger les revenus de ses agriculteurs, elle subventionne ses exportations agricoles, conduisant à la ruine de nombreuses économies agricoles, notamment en Afrique noire, incapables de résister à cette concurrence.

Cinquante années après l'accession des colonies africaines à leur indépendance, est-ce vraiment encore justifié de tenir responsables les pays colonisateurs, et plus largement les pays industriels, de tous les maux de l'Afrique ? Rien n'indique qu'ils aient eu vis-à-vis d'elle un comportement plus agressif que vis-à-vis des autres pays du sud. En définitive, l'impact durable de la colonisation européenne se traduit surtout par :

- La persistance d'un mode de gouvernement autoritaire, incapable de trouver ses marques par rapport à la société civile.

⁵⁴ Se référer au livre déjà cité de Serge Michailof consacré à l'analyse de l'impact de l'aide internationale sur les pays du sud.

⁵⁵ La création du FIDES au profit des colonies françaises fut une mesure exceptionnelle pour les remercier de leur contribution au sauvetage de la France.

⁵⁶ Un compagnon du général Leclerc me racontait que déjà, pendant la seconde guerre mondiale, lorsque 10 bouteilles de vin débarquaient à Douala pour approvisionner les troupes du Tchad, une seule parvenait à destination...

⁵⁷ Cette célèbre école de pensée économique, animée par Milton Friedman, dominait les débats de politique économique au cours des années 1980. J'y reviendrai plus loin.

⁵⁸ Dambisa Moya *l'Aide fatale* ed J.C. Lattes 2009.

⁵⁹ Préface d'E. Orsenna au livre de Serge Michailof déjà cité.

- La conviction encore trop largement partagée que la solution des problèmes africains passe d'abord par des partenariats avec les pays industriels, alors que c'est la coopération intra-africaine qui devrait être privilégiée.

La faiblesse des infrastructures

L'Afrique subsaharienne a été impénétrable aux voyageurs durant des siècles : au nord des espaces désertiques de plus en plus arides ; au sud une barre côtière souvent infranchissable, sauf devant les estuaires ; à l'intérieur peu d'axes de pénétration naturelle à travers une forêt tropicale inhospitalière. De plus l'écho des razzias des négriers a renforcé les préventions des Africains envers les étrangers, expliquant largement leur hostilité vis-à-vis des premiers explorateurs européens, sauf lorsque ceux-ci manifestaient à leurs égards respect et attention, comme Savognan de Brazza ou Livingstone.

Au cours du siècle dernier, l'Afrique noire s'est dotée de bonnes infrastructures portuaires qui pèchent toutefois par une organisation déficiente, d'où des coûts de manutention élevés.

Comme en général les activités économiques sont restées longtemps modestes, les premières infrastructures ferroviaires mises en place par les métropoles, aux frais des colonies, au début du XXe siècle, ont eu pour objectif prioritaire de pallier les difficultés du transport par voie d'eau⁶⁰. Mais ensuite elles ne se sont pas développées. Ainsi il n'existe pas de réseau ferroviaire intra-africain, en dehors de la voie Le Caire - Le Cap promue par Cecil Rhodes.

Par contre les réseaux routiers se sont considérablement développés au cours de la deuxième partie du XXe siècle, la latérite constituant d'ailleurs un excellent matériau pour confectionner des pistes routières. Grâce aux financements mis en place par le Fonds Européen de Développement, la plupart des capitales africaines d'Afrique de l'ouest sont reliées entre elles par un réseau routier de qualité, malheureusement souvent entravé par des barrages routiers intempestifs. Par contre les réseaux secondaires ne sont pas tous, loin s'en faut, en bon état, du fait de la défaillance assez générale des services publics d'entretien.

Le réseau aérien subit également les conséquences *d'une massification des moyens de transport* : ainsi les liaisons avec les capitales européennes s'améliorent, alors que les liaisons intra-africaines restent fort lacunaires.

De la même façon, les liaisons informatiques par câble relient un nombre croissant de capitales africaines aux grands centres de ressources mondiaux. Mais les réseaux téléphoniques fixes intérieurs sont souvent déficients. Ce qui explique le succès phénoménal des téléphones cellulaires en Afrique subsaharienne⁶¹ et de toutes leurs applications.

La comparaison avec le Brésil est convaincante : cet immense pays ne dispose pas non plus d'un réseau ferroviaire fédéral. Pourtant il connaît un développement important de son commerce intérieur, basé sur ses réseaux routiers et aériens performants. A contrario, la destruction des infrastructures publiques du fait des guerres civiles qui ravagent la République Démocratique du Congo, plonge ce pays dans un chaos indescriptible. Ainsi les infrastructures publiques qui jouent un rôle essentiel pour favoriser les échanges de biens et

⁶⁰ Parfois à des coûts humains exorbitants (comme la ligne de chemin de fer Congo-Océan qui relie Brazzaville à Pointe-Noire).

⁶¹ Cf. le reportage intitulé *La vie sans fil* du journal *Le Monde* daté du 26 février 2010 qui raconte que les cartes téléphoniques des téléphones portables sont en train de devenir une nouvelle monnaie en Afrique de l'ouest...

de services, base de l'économie moderne, sont moins la cause du retard du développement de l'Afrique noire que la conséquences des situations politiques et économiques qui y prévalent.

Les handicaps économiques et financiers

L'Afrique subsaharienne est composée surtout de pays de taille modeste à l'exception du Nigéria, de la République Démocratique du Congo et de l'Afrique du sud. Il faudra ajouter à cette liste l'Angola et le Mozambique lorsque ces deux Etats auront cicatrisé les terribles blessures des guerres civiles qui les ont ravagés depuis leur accession à l'Indépendance. En tout cas aucun des Etats qui ont pris la suite des colonies françaises n'a la taille minimale pour pouvoir développer des politiques économiques autonomes. Certains observateurs y voient la marque du pouvoir colonial qui a voulu maintenir son influence « en divisant pour continuer de régner ». D'autres rendent le traité de Berlin responsable de cette évolution. Malheureusement toutes les fédérations de colonies⁶² constituées par les colonisateurs ont explosé et de nombreux Etats ont été l'enjeu de terribles guerres civiles dont l'origine n'est pas liée uniquement au dessin des frontières. Certains de ces conflits avaient d'ailleurs des racines bien antérieures à la colonisation européenne, mais celle-ci avait su les contenir. Il faut donc convenir que les nouveaux responsables politiques, pris par la résolution de multiples tensions internes, n'ont pas pu, voulu ou compris qu'il n'est pas possible de développer une économie moderne sans une profondeur stratégique suffisante, pour employer un langage militaire.

À partir de là, tout s'enchaîne : faute d'espace économique suffisant, la plupart des Etats africains sont des fétus de paille sur le marché mondial. Ils ne peuvent mettre en place des régulations pour favoriser le développement de leurs propres activités économiques. Ce qui bien sûr affecte leurs ressources budgétaires qui dépendent de plus en plus des ressources tirées des taxes douanières (25 % des budgets). Celles-ci sont non seulement prélevées sur les biens et services échangés avec l'étranger, mais aussi sur le commerce intra-africain. Et comme les collectivités locales s'engagent dans le même processus pour disposer de quelques ressources en multipliant les péages sur les axes de communication, les espaces économiques africains se fragmentent à l'infini, au grand dam des organisations économiques internationales : il y aurait ainsi un péage routier tous les 14 kms sur la route reliant Abidjan à Lagos, soit plus de 400 \$ par camion⁶³ !

Comment s'étonner alors que le commerce intra-africain ne représente que 12% de son commerce global ? Comment s'étonner que toutes les opérations soient d'abord considérées comme une occasion de percevoir une dîme par des agents dont le seul souci est de pouvoir passer la journée ? Ils sont ainsi complètement insensibles aux exhortations répétées des fonctionnaires de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) de libérer le commerce africain.

Car comment développer l'Afrique noire, lorsque les frais de transport sont deux fois plus élevés qu'en Asie, que le coût de dédouanement d'un container à Dakar est l'équivalent de celui de son transport vers un port européen, que le transport d'une voiture du Japon à Abidjan coûte 1 500 \$, alors que le transport d'une voiture d'Abidjan à Addis-Abeba coûterait 5 000 \$, et que les frais de transport pour les Etats enclavés constituent des taxes à l'exportation de 75%⁶⁴ ?

⁶² En ce qui concerne les colonies françaises, l'Afrique Occidentale Française et l'Afrique Equatoriale Française.

⁶³ Commission Blair

⁶⁴ Commission Blair

Une autre raison du succès des économies asiatiques est la réussite de leurs politiques de diversification : il y a 20 ans, 20% des exportations asiatiques concernaient des produits industriels, aujourd'hui ce taux a été porté à 80% ! Pour sa part, l'Afrique noire est restée centrée sur les cultures d'exportation traditionnelles que sont le sucre, le café, le cacao et le coton dont les cours sont particulièrement spéculatifs. Mais un tel redéploiement économique n'est possible que dans le cadre d'un espace économique beaucoup plus vaste que la moyenne des espaces économiques africains d'aujourd'hui.

Ces handicaps sont particulièrement lourds en matière agricole. Beaucoup d'experts rêvent d'un marché commun agricole couvrant toute l'Afrique de l'ouest et permettant de faire jouer à plein les synergies entre les zones soudaniennes et équatoriales, entre les campagnes africaines et les agglomérations. Mais comment y parvenir avec un espace balkanisé et des agents animés par des visions si étriquées ?

Les handicaps sociologiques

Ainsi, chers Anna et Sebastian, la situation économique dramatique que connaît aujourd'hui l'Afrique noire est la cause, mais surtout la conséquence d'un rétrécissement continu des visions des principaux acteurs au cours des cinquante dernières années : du temps de la France d'Outre-Mer, la Commission du plan chargée des territoires d'outre-mer conduisait ses travaux sur le vaste ensemble que constituaient les colonies africaines et leurs fédérations. Avec l'Indépendance, il n'a plus été question que de territoires nationaux. Puis sous la pression de l'Ecole économique de Chicago, l'élaboration de plans de développement a été abandonnée et l'espace public s'est restreint à des projets de plus en plus limités. Cette évolution s'est accompagnée de perspectives de plus en plus courtes : des plans quinquennaux à des pas de temps inférieurs à l'année, quand ce n'est pas la journée !

C'est pourquoi je considère que la principale erreur stratégique de la Banque mondiale⁶⁵ qui s'est imposée en Afrique de l'ouest comme le principal référent économique depuis les années 1970, est de *n'avoir pas compris l'importance de promouvoir des visions larges de l'avenir*. Bien au contraire en mettant l'accent de manière excessive sur le marché⁶⁶, elle a encouragé les approches fragmentées et court-termistes qui n'ont fait qu'aggraver la situation économique de l'Afrique noire.

La même critique s'adresse à la France : il est regrettable que la remise en cause nécessaire du système dénommé Françafrique n'ait pas débouché sur une politique africaine à long terme. L'Union Européenne (UE) ne semble pas avoir accouché non plus d'un grand dessein, à la mesure des fonds qu'elle consacre à l'aide à l'Afrique noire. Par contre, il est impressionnant d'observer avec quelle obstination méthodique la Chine développe ses partenariats avec l'Afrique, bien sûr en privilégiant ses intérêts nationaux.

⁶⁵ Les préoccupations de Pierre Massé (1897-1987), Commissaire général au plan du temps du Général de Gaulle, étaient bien différentes, puisque son souci principal était de lutter contre la propension des décideurs de se contenter du court terme. C'est pourquoi l'Etat doit encourager les visions du long terme à travers un plan qui soit *un réducteur d'incertitudes* et ainsi favoriser les investissements à long terme, indispensables au développement économique.

⁶⁶ Avec notamment le célèbre *consensus de Washington*, inspiré par l'Ecole de Chicago de M. Friedman et qui a suscité à juste titre les pages vengeresses du livre de J. Stiglitz *La grande désillusion* (voir bibliographie). J'y reviendrai plus loin.

Pour souligner l'importance des concepts de temps et d'espace, je voudrais à ce propos raconter l'anecdote suivante : vers 1985, le gouvernement français a accédé à la demande du gouvernement ivoirien de nationaliser les stations de recherches agronomiques du CIRAD. Mais, n'étant pas en mesure de les prendre immédiatement en gestion, celui-ci demanda au CIRAD de continuer à en assurer la direction dans le cadre d'un mandat de gestion. Je fus donc conduit à proposer un projet de convention que je préparai avec soin avec JM. Sifferlen et B. Bachelier, car nous avions la conviction que, malgré tous nos efforts, le divorce avec nos amis ivoiriens était proche.

Je m'attendais donc à des discussions délicates. Mais elles ne se passèrent pas du tout comme je m'y attendais. Car le point le plus sensible de la négociation concerna, à ma grande surprise, l'article 1 du projet de convention. Il était ainsi rédigé : *Le gouvernement de la Côte-d'Ivoire confie un mandat de gestion au CIRAD pour les stations X, Y et Z. Le CIRAD s'engage à les gérer en bon père de famille pendant la durée du mandat de gestion.*

Après avoir lu cet article qui ne me semblait pas poser problème, je fus interpellé par un de mes partenaires que je connaissais bien pour avoir été son professeur : *qu'est-ce que cela veut dire : gérer en bon père de famille ?*

Je répondis que c'était une formule juridique, issue du droit romain, signifiant que le gestionnaire s'engage à gérer le bien comme un bon père de famille, c'est-à-dire en s'efforçant de le remettre à l'issue du contrat au moins en aussi bon état qu'au moment de sa signature, comme un bon père de famille s'efforce de transmettre à ses enfants l'héritage de ses parents au moins en aussi bon état qu'il ne l'a reçu.

Ce qui provoqua une réaction de mon interlocuteur, bouleversante de vérité : *Mais, Hervé, tu nous connais bien ! Tu sais que nos problèmes quotidiens sont si urgents qu'un bon père de famille ivoirien dépense tout de suite les biens dont il hérite ! Par conséquent cette formule est inadéquate.*

Nous avons alors cherché à formuler l'idée d'une autre manière. Mais aucune de nos tentatives n'était satisfaisante. Heureusement je me suis rappelé que l'épouse de mon partenaire était juriste dans la filiale ivoirienne d'une banque américaine. Je lui ai donc proposé de lui demander conseil, ce qu'il fit. Après une longue discussion téléphonique avec sa femme, mon partenaire revint en séance en me disant : *nous avons beaucoup discuté, mais finalement il n'y a pas de meilleure formule que celle que tu proposes.*

L'incident avait duré près d'une heure. Et la suite de la négociation se déroula sans autre difficulté, chacun de nous étant plongé dans les réflexions qu'il avait inspirées.

Je raconte cette anecdote pour souligner combien sont fondamentaux les concepts d'espace et de temps sur lesquels mon attention avait été attirée par le Père Sanson lors de mon service militaire en Algérie.

Bien entendu il existe des organismes de coopération économique en Afrique de l'ouest, comme la CEDEAO⁶⁷. Tous les mois il y a des colloques sur l'avenir de l'Afrique. Mais ils rassemblent les experts. Ils ne concernent pas les Africains qui ne vivent que dans l'urgence du quotidien, sans aucune perspective.

⁶⁷ La Commission Economique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest a été créée par un traité signé en 1975.

Ce climat psychologique de l'Afrique d'aujourd'hui a d'autres conséquences importantes :

- Comme les Africains n'ont confiance ni dans l'avenir de leurs pays, ni dans celui de leur continent, ils placent une partie de leur épargne à l'étranger, dès qu'ils le peuvent : ainsi la Commission Blair estime que 40% de l'épargne africaine est placée en dehors de l'Afrique, alors que ce taux ne serait que de 6% pour l'Asie du sud et de 3% pour l'Asie de l'est. Cette fuite des capitaux a, bien entendu, un effet déflationniste considérable sur les économies africaines.
- Cette absence de perspective favorise le *brain drain* des cadres vers l'étranger alors qu'ils ont été formés à grands frais dans leurs pays d'origine qui en ont terriblement besoin⁶⁸.
- Enfin l'état de l'opinion publique africaine explique le désintérêt de ces pays pour les questions climatiques et environnementales : quand on gagne un ou deux dollars par jour et qu'il n'y a pas d'autres solutions pour se nourrir et satisfaire ses besoins énergétiques que de surexploiter les forêts qui se trouvent à proximité, comment peut-on s'intéresser aux problèmes du changement climatique et en particulier à la préservation des forêts tropicales ? C'est pourquoi je suis très sceptique sur les projets de partenariat avec les pays du bassin du Congo qui ont été débattus dans le cadre de la Conférence de Copenhague. Chers Anna et Sebastian, le développement économique des pays africains est une priorité absolue pour assurer la sécurité et la paix dans le monde. Certes les protections sociale et environnementale contribuent au développement économique. Mais seul celui-ci garantit leur pérennité. Il doit avoir le pas, même sur le développement social. Les Chinois l'ont bien compris. Par contre la responsabilité des pays industriels est immense, car les pays du sud supporteront de moins en moins de devoir se contenter d'un niveau de vie sensiblement inférieur au leur. Il faut que les pays industriels apportent rapidement la preuve qu'un bon niveau de vie est possible sur le long terme pour tous les habitants de la planète en éliminant des consommations excessives et en optimisant les valorisations durables des ressources naturelles. Ce n'est qu'à cette condition que les pays du sud accepteront de participer à la lutte contre le changement climatique.

L'autre grand phénomène sociologique qui bouleverse l'Afrique noire est celui de *l'urbanisation*. De 37% de la population africaine en 2005, les urbains pourraient devenir majoritaires à partir de 2020 au rythme actuel. Deux souvenirs personnels : la première fois que je suis venu à Dakar en avion au cours des années 1960, l'aéroport de Yoff était perdu au milieu des champs. Aujourd'hui il est au cœur de l'agglomération dakaroise. De même les travaux de construction du célèbre hôtel Ivoire ont commencé en 1964 près du village de pêcheurs dénommé Blokosso. Le site était occupé par un champ de manioc. Aujourd'hui l'hôtel Ivoire est au cœur de l'agglomération abidjanaise.

Cette croissance des agglomérations n'est pas en elle-même critiquable du fait du rôle moteur que jouent les métropoles dans tous les pays, et plus particulièrement dans ceux du sud. Ce qui est préoccupant, c'est la vitesse du processus qui déstabilise les économies et ne permet pas aux pouvoirs publics métropolitains d'accueillir dans de bonnes conditions les nouveaux venus⁶⁹.

Autre phénomène propre à l'Afrique noire : les guerres civiles qui ravagent de nombreux pays suscitent la création de camps de réfugiés, sortis de nulle part, qui deviennent en quelques mois de gigantesques caravansérails au sein desquels prospèrent tous les trafics et toutes les misères.

⁶⁸ La Commission Blair estime ce flux à 70 000 par an. Il y a plus de chercheurs africains en poste aux USA que dans toute l'Afrique noire. La même observation peut être faite en ce qui concerne l'Europe.

⁶⁹ Les bidonvilles africains accueilleraient 168 millions d'habitants en 2005.

Les problèmes politiques

En passant en revue les différents facteurs qui expliquent la situation catastrophique des économies et des sociétés africaines, les questions politiques ont été constamment au rendez-vous avec cette difficulté, jusqu'ici insurmontable, de donner au concept de l'Etat tout son sens : un espace suffisamment vaste pour permettre le déploiement d'une économie moderne; un espace suffisamment protecteur pour permettre à chacun d'exercer ses droits, mais aussi de remplir ses devoirs ; un espace enfin au sein duquel tous les citoyens se sentent tenus les uns vis-à-vis des autres par une exigence minimale de solidarité.

À l'heure actuelle, vous l'avez constaté, mes chers neveux, l'Etat est trop souvent une machine prédatrice au service du clan au pouvoir. Les solidarités se développent surtout au sein des familles, des tribus et des confréries : signalons en particulier l'extraordinaire dynamisme de la confrérie musulmane Mouride basée à Touba (Sénégal). Certes ses membres sont tenus de lui reverser une partie importante de leurs revenus. Mais en contrepartie, elle les fait bénéficier d'un réseau de solidarité actif aussi bien dans le domaine social que professionnel, aussi bien au Sénégal que dans les principaux pays d'émigration (France, Belgique, Canada et Etats-Unis). En résumé, on peut écrire que la colonisation a créé des Etats africains, mais que depuis l'Indépendance ceux-ci ne sont pas encore devenus des nations au sens plein du terme.

Il ne faut donc pas s'étonner que dès le début de l'Indépendance, les fédérations qu'avaient constituées les pouvoirs coloniaux anglais et français, aient rapidement explosé, les solidarités à ce niveau étant encore plus fragiles qu'à celui de chacune des colonies qui les composaient. D'ailleurs aujourd'hui encore, ces constructions coloniales n'inspirent aucune nostalgie⁷⁰. Et même encore récemment quand j'insistais tant auprès de Ministres sénégalais que maliens sur l'intérêt que présenterait, au moins au plan économique et notamment dans le domaine agricole, une coopération renforcée entre leurs deux pays, cela leur parut aussi chimérique qu'inutile.

Une des explications de ces situations que je viens d'évoquer est que le processus qui conduisit en Afrique noire à l'Indépendance des colonies fut, à la différence ce qu'on observa en Asie, non seulement *une révolution politique mais –surtout- sociale*⁷¹. Il est en effet surprenant de noter, lorsqu'on examine de près les évolutions sociologiques⁷² au sein des villages vietnamiens, combien leurs structures sociales ont résisté aux bouleversements qu'ils ont subis au cours du vingtième siècle. Ce sont les mêmes familles qui contrôlent la vie du village et qui ont su trouver des compromis, avec le soutien de l'ensemble des villageois, pour rester au centre de la vie sociale, et assurer ainsi une certaine stabilité, malgré toutes les révolutions politiques qui ont ravagé leur pays. Rien de tel en Afrique noire : l'impact de la colonisation a été considérable sur l'organisation de la vie villageoise : au cours des années 1960 il était manifeste que plus on s'éloignait d'Abidjan, et plus les villages étaient ordonnés et propres. Ces bouleversements ont été amplifiés par l'Indépendance qui a permis le triomphe de ceux qui avaient su, les premiers, maîtriser les signes de la modernité, comme la langue européenne d'usage, souvent au détriment des notables traditionnels, trop confiants dans la pérennité de leurs positions sociales au sein de leurs villages.

⁷⁰ Grande différence avec l'Europe encore baignée par le mythe de la chrétienté du Moyen Age.

⁷¹ Il est notable que, à l'exception de Nelson Mandela et de Félix Houphouët-Boigny (sur lequel je reviendrai), peu de responsables politiques d'Afrique noire sont issus des classes supérieures traditionnelles.

⁷² Numéros 22 et 23 de la collection *Coopérer* de la direction scientifique du GRET.

L'autre phénomène majeur de ces cinquante dernières années est *le rôle des Big Man* dans la vie politique de leurs pays. Cette expression anglaise désigne la pratique autocratique et despotique du pouvoir qui caractérise trop souvent le fonctionnement des gouvernements africains. Elle a été largement étudiée par le grand reporter du journal allemand *Die Zeit*, Bartholomäus Grill, dans son livre *Ach Africa !*⁷³ qui était un de vos livres de chevet, chers Anna et Sebastian. Faisant le bilan des multiples interviews qu'il a pu avoir avec les Chefs d'Etat africains, il souligne les 3 aspects suivants :

- Cette pratique du pouvoir est observée dans la plupart des pays africains, quelle que soit leur histoire coloniale.
- Généralement les Présidents ont accédé au pouvoir dans des conditions qui peuvent leur faire considérer leur destin personnel comme exceptionnel. Ils estiment volontiers que de tout temps ils ont été désignés par le destin pour être le messie de leurs peuples. Cette tentation est d'autant plus forte que les présidents sont d'extraction plus modeste.
- Plus impressionnante encore est la transformation des personnalités, une fois qu'elles ont accédé au pouvoir. Même ceux qui tenaient les discours les plus convaincants sur la démocratie et l'exercice du pouvoir du peuple par le peuple avant d'y accéder, se laissent rapidement gagner par un pouvoir personnel dictatorial au service sinon de sa famille, du moins de son clan, dès qu'ils l'exercent.

Les explications de tels comportements peuvent être recherchées dans deux grandes directions :

- Pour faire face aux aléas de l'existence dans un environnement difficile, les coutumes traditionnelles africaines impliquent une solidarité sans faille entre les membres d'une même tribu, aux dépens le cas échéant des droits des individus. Face aux bouleversements que vit l'Afrique noire depuis 150 années, cette solidarité s'est exacerbée. En particulier les membres d'une famille élargie qui ont « réussi » à la ville, sont tenus d'accueillir sous leur toit, et sans limite, toute leur parenté : ainsi le Ministre de l'agriculture de Côte-d'Ivoire pendant mon séjour dans ce pays, me disait avec le sourire que lorsqu'il était seul chez lui avec sa femme, ils étaient au moins onze ! Mais il faut bien reconnaître qu'aujourd'hui cette solidarité s'affaiblit, ce qui a des côtés positifs, mais aussi négatifs.
- Les gouvernements africains ont pris la suite du pouvoir colonial. Or celui-ci fonctionnait sur des bases très différentes de celles qui étaient en usage dans leurs métropoles respectives : le pouvoir des gouverneurs était arrogant. Il reposait sur un mépris profond des populations qu'ils administraient. Les contre-pouvoirs de la société civile étaient inexistantes du temps des colonies, et en tout cas limités à quelques groupes d'expatriés. La prise de conscience du rôle de la société civile dans les processus politiques africains est donc d'une importance capitale.

Aussi nous nous trouvons aujourd'hui dans des situations tout à fait différentes des usages qui entouraient l'exercice du pouvoir dans les chefferies traditionnelles. Les coutumes étaient fort diverses selon les ethnies. Mais toutes, elles visaient à limiter strictement le pouvoir délégué aux chefs dans l'intérêt commun: les Africains n'avaient pas attendu Montesquieu pour savoir que « tout pouvoir corrompt et que le pouvoir absolu corrompt absolument » !

⁷³ Voir bibliographie

En ce qui me concerne, le seul *Big Man* que j'ai eu l'occasion de fréquenter était l'un des présidents⁷⁴ les plus remarquables de sa génération, Félix Houphouët-Boigny. Du fait de son histoire personnelle⁷⁵, il était une vivante synthèse de la tradition et de la modernité africaine : il appartenait à l'aristocratie traditionnelle de son pays. Or avant la première guerre mondiale, en ce début de la colonisation effective de la Côte-d'Ivoire, les classes supérieures refusaient d'envoyer leurs enfants à l'école des « barbares » qu'étaient à leurs yeux les envahisseurs et y mettaient à la place les fils de leurs esclaves⁷⁶. Mais les circonstances firent que *manu militari*⁷⁷ le jeune Félix dut suivre l'enseignement des Français au sein duquel il se révéla un élève prometteur. D'un caractère réservé, voire triste, très à l'écoute de ses interlocuteurs mais sans aucune illusion sur ses compatriotes, il exerçait son autorité en combinant les trois approches suivantes :

- Il avait commencé sa carrière politique en fédérant les revendications des exploitants agricoles africains contre le pouvoir colonial et les planteurs européens. Puis pour assurer son emprise sur la Côte-d'Ivoire toute entière, il veilla à se faire introniser chef dans les principales ethnies du pays, créant même un syndicat des chefs coutumiers qui devint rapidement une force politique avec laquelle le pouvoir colonial français dut apprendre à composer. Il était donc considéré par ses compatriotes comme l'héritier des hiérarchies traditionnelles et le maître des puissances obscures qui gouvernent la vie des humains sur terre ;

⁷⁴ Avec Léopold Sédar Senghor, premier Président de la République du Sénégal.

⁷⁵ Félix Houphouët-Boigny (1905-1993) est né à Yamoussoukro dans une famille appartenant à la noblesse Baoulé. Comme la région continuait de se rebeller contre le pouvoir colonial français, celui-ci fit irruption dans le clan familial et enleva l'enfant pour le placer dans l'école des otages de Bingerville. Il y fit sa scolarité, puis fut admis dans l'Ecole *William-Ponty* de Dakar qui formait les cadres africains nécessaires à la gestion des colonies. Il y avait trois sections : les instituteurs – la plus prisée-, les secrétaires administratifs et les médecins africains. Le jeune Félix choisit cette dernière spécialisation et termina major de sa promotion. Il fut affecté au centre médical d'Abengourou lorsqu'à la veille de la seconde guerre mondiale, son oncle qui était le chef de son clan décéda. Il lui revenait de prendre la suite et de devenir *chef de canton*, ce qu'il fit en démissionnant de l'administration coloniale. Sa famille possédait de vastes plantations de café. Mais les planteurs africains se sentaient défavorisés par rapport aux planteurs européens dans l'attribution notamment de la main-d'œuvre voltaïque nécessaire pour l'exploitation de leurs propriétés. Ce fut l'origine de l'action syndicale puis politique d'Houphouët-Boigny. Il fut élu député français à la première Assemblée Nationale en 1946 où il fit voter la loi qui abolissait le travail forcé dans les colonies, ce qui lui assura une grande notoriété. Son action politique s'élargit rapidement à toute l'Afrique Occidentale Française. Avec l'appui du Voltaïque Ouezzin Coulibaly, il créa le Rassemblement Démocratique Africain qui tint son congrès constitutif à Bamako en 1948. Pour promouvoir leurs idées politiques, les leaders africains décidèrent de se répartir entre les partis politiques français et c'est ainsi que HB s'inscrivit au parti... communiste, ce qui était paradoxal pour le grand notable qu'il était !. S'en suivit une période un peu troublée pendant laquelle HB fut mis hors la loi. Mais rapidement, grâce à l'intervention de François Mitterand (venu inaugurer, en tant que Ministre de la France d'Outre-Mer, le nouveau canal de Vridi qui ouvrait le port d'Abidjan) les relations se rétablirent avec le pouvoir colonial et HB fut élu maire d'Abidjan. Pendant la décennie 1950 il fut plusieurs fois nommé ministre (notamment de la santé). Avec l'arrivée au pouvoir en 1958 du Général De Gaulle, dont il fut ministre d'Etat, la décolonisation s'engagea. HB prit alors la lourde décision de faire dissoudre l'Afrique Occidentale Française, ne voulant pas que la Côte-d'Ivoire en devienne *la vache à lait*. Il est alors élu premier président de la République de Côte-d'Ivoire, devenue indépendante le 7 août 1960, et constamment réélu jusqu'à sa mort.

⁷⁶ Ce qui explique bien des événements politiques qui se sont passés avant et juste après les Indépendances.

⁷⁷ Un de mes amis ivoiriens, Monsieur Amon d'Aby, m'a fait comprendre cette réalité de la colonisation française. Contemporain du Président Houphouët-Boigny et issu d'une famille noble du sud de la Côte-d'Ivoire, il avait été, lui aussi, pris en otage par les soldats français pour calmer l'agitation des populations. Comme dans le cas du futur président ivoirien, ses parents ne voulaient absolument pas qu'il aille à l'école des barbares. Ce fut une tragédie pour sa mère que cet enlèvement *manu militari*, même s'il me disait que cela avait été la chance de sa vie. Aussi sa mère se noua-t-elle pendant de longs mois un pagne sur le ventre, comportement des mères dans son ethnie lorsqu'elles ont perdu un enfant.

- Comme tout bon politique, il avait le sens du compromis, voire de la compromission. Il n'hésitait pas à corrompre, par de l'argent ou tout autre avantage, tous ceux qui en Côte-d'Ivoire tentaient de s'opposer à son pouvoir ; :
- Enfin il était le grand maître des *palabres* qu'il animait de sa voix un peu nasillarde si caractéristique. Il les organisait, sous forme de conseils élargis du parti unique qui étaient largement ouverts chaque fois qu'une question stratégique se posait. Ce fut notamment le cas en 1965 au sujet de la double nationalité qu'il voulait accorder aux citoyens des états voisins de la Côte-d'Ivoire, proposition qui suscita une vive émotion. En définitive il fut obligé d'y renoncer, ce qui annonçait les crises qui agitent le pays depuis une dizaine d'années autour du concept d'*ivoirité*.

Au moment de mon arrivée en Côte-d'Ivoire en 1963, il dut affronter deux complots successifs. Les personnes inculpées furent longtemps incarcérées dans son village natal, Yamoussoukro ; puis relâchées peu à peu, après avoir été personnellement interrogées par le chef de l'Etat. La plupart d'entre elles fit ensuite partie des cadres dirigeants du pays. J'ai toujours été frappé par la manière dont elles parlaient de cette période de leur vie où elles étaient, comme elles disaient, à l'*université de Yamoussoukro* !

Je me suis rendu dans ce village dès mon premier séjour en Côte-d'Ivoire durant l'été 1959 avec Monsieur Fumey qui tenait à me le faire connaître. C'était déjà une agglomération peu ordinaire car pour l'atteindre depuis Abidjan sur la route de Bouaké, on quittait le macadam à Dabou, quarante kilomètres après Abidjan et ne le retrouvait ensuite, de manière surprenante, qu'à une vingtaine de kms avant d'arriver à Yamoussoukro. Et là, deuxième surprise : le village était entièrement en dur, suite à une généreuse intervention du FIDES. Nous avons pris un pot dans l'hôtel du village qui était situé juste en face de la demeure familiale des Houphouët et qui était tenu par l'épouse d'Houphouët-Boigny. Pendant toute sa présidence, celui-ci n'a cessé de s'intéresser à son village natal, le transformant progressivement en une ville surréaliste avec des avenues aussi larges qu'à Brasilia et une cathédrale construite sur le modèle et de la taille de St-Pierre-de-Rome ! Avant de décéder, il en a fait la capitale officielle de la Côte-d'Ivoire, même si toute la vie politique continue de se jouer à Abidjan.

Pendant longtemps le « Vieux » avait su trouver le point d'équilibre entre toutes les forces politiques et mouvements sociaux ivoiriens, tout en évitant de tomber dans un excès de nationalisme préjudiciable aux intérêts fondamentaux du pays. Mais il n'était pas question pour lui de céder le pouvoir, au nom d'une conception traditionnelle du chef africain. Ce fut une grave erreur car la fin du règne fut très difficile: à partir de la fin des années 1970, la crise économique mondiale, consécutive à la montée du prix du pétrole liée à la guerre du Kippour, exacerba les multiples contradictions de la société ivoirienne, qu'il avait su plus faire cohabiter que résoudre. Elle se conjugua avec les luttes sourdes autour de sa succession. Ce qui mina les bases du développement de la Côte-d'Ivoire. Un exercice plus démocratique du pouvoir aurait peut-être évité les violences qui ravagèrent le pays depuis le coup d'Etat du Général Gueï de 1999.

Le phénomène du *Big Man* n'est pas propre à l'Afrique noire. Il a longuement sévi en Europe où il a pris au cours du 20^{ème} siècle de sinistres avatars. Il a ravagé pendant des décennies l'Amérique latine et existe encore dans de nombreux Etats asiatiques. Certains parlent même à ce propos de maladie infantile des jeunes nations C'est pourquoi au crépuscule de ma vie professionnelle, je ne peux pas cacher mon admiration pour le miracle politique que représente l'Inde, que j'ai malheureusement peu fréquentée. Ce pays continent aux multiples peuples, races, langues, croyances et coutumes, est sans doute encore plus complexe et divers

que l'Afrique. L'Inde moderne est une création du pouvoir colonial anglais car jusqu'au XVIIIème siècle, aucun empire, même l'empire Moghol, n'avait dominé tout ce continent. Bien sûr, au moment de l'Indépendance, il y a eu la partition avec le Pakistan et les terribles troubles qui l'accompagnèrent. Mais aucun des Etats fédérés n'a depuis repris son indépendance. Ce succès, on le doit à la qualité de l'administration anglaise, au cours d'une période relativement courte -moins de deux siècles- ; on le doit surtout à la génération exceptionnelle des leaders politiques indiens, emmenés par cet homme remarquable à bien des égards qu'était Gandhi, qui ont conduit leur pays vers l'Indépendance. Ils ont mis en place la plus grande démocratie du monde au sein de laquelle la personnalisation du pouvoir existe bien sûr, mais de manière régulée⁷⁸. Je me demande également si le système des castes n'a pas contribué à cette réussite politique. En effet il nous apparaît, à nous occidentaux, comme le signe d'une société archaïque. Mais ne conviendrait-il pas de comprendre qu'il a joué aussi un rôle de corselet des sociétés hindoues, leur permettant de conserver leurs structures d'encadrement social à travers tous les bouleversements qui ont ravagé l'Inde depuis 1850 ? En tout cas le contraste est frappant entre l'Inde et l'Afrique : l'une a conservé largement ses structures sociales traditionnelles, alors que l'autre est du point de vue social un champ de ruines (sauf de brillantes exceptions comme la confrérie des Mourides déjà évoquée).

⁷⁸ Puis-je ajouter que la plupart de ces personnalités, Gandhi y compris dont le père fut Premier Ministre de son état natal, appartenaient aux classes supérieures de la société ? Ce qui a sans doute limité l'ampleur des bouleversements consécutifs à l'accession de l'Inde à son indépendance, surtout dans une société très marquée par le système des castes.

III Les causes structurelles de la situation actuelle de l'Afrique subsaharienne

Mes chers neveux, la situation actuelle est donc le résultat de multiples causes logistiques, économiques, sociologiques et politiques. Si j'avais été élevé dans une civilisation paysanne qui aborde avec pragmatisme les réalités du monde, sans doute pourrais-je me contenter de ces analyses multifactorielles. Mais nous sommes les héritiers de la civilisation judéo-chrétienne, hantés par la recherche de l'Unique. Nous ne pouvons nous contenter d'observer la multiplicité du monde en notant simplement, comme le font les Chinois, la dialectique des facteurs (le *yin* et le *yang*) qui le façonnent. Nous sommes toujours à la recherche de quelque cause ultime, voire de la Cause dernière, qui donne sens au kaléidoscope qui nous entoure⁷⁹.

Lorsqu'on s'engage dans cette voie, une première explication des grandes difficultés qui viennent d'être décrites, s'impose : la misère, la pauvreté des peuples africains. C'est elle qui explique la situation actuelle de l'Afrique subsaharienne. Si sa situation économique était plus favorable, l'état général des populations (santé, éducation, alimentation, etc.) serait meilleur. La croissance démographique serait plus modérée, comme dans les autres pays du monde. En tout cas il y aurait beaucoup moins de guerres civiles et de phénomènes de prédation.

Cette explication a du sens. Mais elle n'est pas entièrement convaincante car :

- Dans les années 1950, la situation de l'Afrique noire était globalement meilleure que celle de l'Asie. Or au cours du dernier demi-siècle il faut bien constater que les cercles vicieux du sous-développement, si bien décrits par Gunnar Myrdall⁸⁰, ont fonctionné à plein en Afrique subsaharienne, alors que l'Asie a su en limiter les conséquences, même en partant de plus bas.
- L'histoire nous apprend que des sociétés ont su se développer dans une certaine harmonie, même dans un contexte marqué par une rareté des ressources matérielles disponibles, comme ce fut le cas au Japon pendant les 250 années de l'ère des Tokugawa⁸¹.

En faisant référence au Japon des Shoguns, la réflexion se tourne inévitablement vers les aspects culturels du développement économique. Car il y a un large consensus, souligné par la Commission Blair, pour reconnaître qu'à la base des problèmes actuels de l'Afrique noire, il y a fondamentalement une question de gouvernance qui est plus large que l'exercice du pouvoir par le gouvernement, même si celui-ci y contribue de manière particulière:

Une bonne gouvernance suppose « un climat dans lequel les citoyens ordinaires –qu'il s'agisse des petits agriculteurs ou des dirigeants des grandes entreprises- puissent poursuivre sereinement leurs activités quotidiennes et avoir le sentiment qu'il vaut la peine d'investir dans leur avenir »⁸². Pour que l'activité économique soit encouragée, « il faut des fonctions de base telles que la sécurité, des politiques économiques saines adoptées dans les limites imposées par la loi, le prélèvement d'impôts et la prestation des services publics adéquats (santé, éducation, etc.). Il faut que des infrastructures physiques soient en place (routes, chemins de fer, eau, électricité et télécommunications). Mais il en existe bien d'autres plus abstraites, comme par exemple les systèmes juridiques qui protègent les droits de propriété de

⁷⁹ Cf. dans Pierre Gourou *Terres de bonne espérance : le monde tropical* (voir bibliographie) la démonstration de ce grand géographe français, grand connaisseur de l'Asie du sud-est, sur les raisons qui expliquent pourquoi la révolution industrielle est née en Grande-Bretagne et pas en Chine.

⁸⁰ Gunnar Myrdal *Théorie économique et pays sous-développés* (voir bibliographie)

⁸¹ 1603-1867

⁸² Commission Blair

base, les droits de l'homme et l'exécution des contrats, afin de faire respecter l'ordre et de contrôler les gouvernements»⁸³. Ainsi il faut non seulement que les gouvernants fassent leur travail, mais surtout que la société toute entière les encourage à aller dans ce sens et que des contre-pouvoirs réels existent pour s'opposer aux excès de pouvoir qui pourraient les tenter.

L'autre facteur qui est à la base de toutes les difficultés actuelles est incontestablement la croissance démographique extraordinaire qui a saisi l'Afrique en général, et tout particulièrement l'Afrique de l'ouest, depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Son rythme est si rapide que les bénéfices d'une forte densité démographique, théorisés par de nombreux géographes, ne peuvent pas s'exprimer dans les conditions actuelles.

C'est pourquoi je me propose, chers neveux, d'analyser avec vous les causes profondes des croissances démographiques exceptionnelles et des mauvaises gouvernances qui caractérisent aujourd'hui, de mon point de vue, l'Afrique subsaharienne et qui sont à la base de ses difficultés économiques, sociales et politiques.

La «bombe » démographique de l'Afrique noire

La démographie se consacre à l'étude quantitative des populations et de leurs dynamiques. Elle souligne les spécificités de l'espèce humaine :

- Parmi les espèces animales, elle compte parmi celles qui vivent le plus longtemps.
- Elle se caractérise aussi par la durée de la période d'éducation des jeunes : il faut attendre une vingtaine d'années pour atteindre l'âge de la reproduction.
- Enfin les changements de comportement deviennent de plus en plus lents au fur et à mesure que l'individu vieillit.

La démographie est donc la science de la longue durée dont les approches sont privilégiées aussi bien par les historiens pour comprendre le passé que par les prévisionnistes pour essayer de décrypter l'avenir : dans une trentaine d'années, une partie des populations qui vivront à cette époque est déjà née aujourd'hui et ses comportements sont pour une part déjà connus. Enfin chaque fois que des inflexions nettes dans les évolutions démographiques sont observées, cela correspond à de grandes périodes de changement historique. C'est pourquoi l'analyse des évolutions démographiques de l'Afrique est si riche d'enseignements.

C'est particulièrement vrai de l'Afrique noire : sa situation actuelle est le fruit d'une longue histoire et, de plus, ses caractéristiques démographiques connaissent des changements importants depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Pour en faire ressortir la singularité, je me propose d'abord de situer les phénomènes démographiques africains dans l'espace et le temps avant de pousser plus avant l'analyse.

La population mondiale a longtemps oscillé autour de quelques centaines de millions d'individus. Puis elle a brusquement franchi, suite à la révolution industrielle née en Occident, la barre du milliard d'habitants au début du 19^{ème} siècle. Elle atteint aujourd'hui le chiffre de 6,7 milliards. Elle devrait se stabiliser autour de 9 milliards d'habitants au cours de la deuxième moitié du 21^{ème} siècle⁸⁴, pour peut-être décliner ensuite.

⁸³ Commission Blair

⁸⁴ Ce qui constitue un changement considérable par rapport aux perspectives que décrivait le célèbre démographe français Alfred Sauvy à la fin des années 1950 : il annonçait une population mondiale de l'ordre de 15 milliards d'habitants. Mais depuis cette date, du fait de la diminution continue du nombre moyen d'enfants par femme, les démographes sont revenus peu à peu à des perspectives plus raisonnables pour un agronome..

J'ai essayé de reconstituer l'évolution de la population mondiale depuis le 15^{ème} siècle qui marque une césure dans l'histoire du monde avec l'émergence de l'Europe au plan mondial. Je me suis appuyé sur des travaux de G.L.P. Loungoulah datant de 1995, récupérés sur Internet. Je voudrais tout de suite préciser que pour cette analyse globale, l'Afrique comprend tous les pays à l'ouest du canal de Suez et qu'en ce qui concerne l'Europe, celle-ci inclut la Russie.

Evolution démographique mondiale entre 1500 et 2050
(En millions d'habitants d'après G.L.P. Loungoulah 1995)

	1500	1750	1850	1900	1975	1990	2050
Afrique	85	80	100	122	411	642	2005
Amériques	41	17	61	144	563	710	1150
Asie	225	491	810	985	2279	3113	5260
Europe	62	128	195	284	474	607	550
Océanie	2	2	6	6	17	20	35
Total	425	718	1 168	1 541	3 744	5 092	9 000

Ce tableau, dont il ne faut retenir que les ordres de grandeur, traduit la forte progression de la population mondiale au cours des six cents dernières années puisqu'elle sera en 2050 vingt fois plus importante qu'en 1500. Il montre aussi des trajectoires très différentes selon les continents :

- L'Europe connaît une forte progression de sa population dès le 16^{ème} siècle. Sa démographie est particulièrement dynamique au cours des 18^{ème} et 19^{ème} siècles. Cette croissance démographique a eu des effets importants sur les politiques européennes, du fait de la stabilisation des frontières des Etats à partir des célèbres *traités de Westphalie*⁸⁵ : concept de l'*espace vital* invoqué pour justifier bien des conflits, migrations intra-européennes importantes des populations, notamment vers la France qui fut le premier Etat européen à amorcer sa transition démographique,... Cette période correspond également aux fortes émigrations européennes ultramarines, et notamment vers les Amériques. Pour faire face à cette situation, une révolution agricole, née dans les Flandres au cours du 17^{ème} siècle, a permis une forte augmentation de la production agricole européenne, grâce à la suppression de la jachère. Après la première guerre mondiale, ce dynamisme démographique s'assagit. Aujourd'hui la population européenne est stable, voire légèrement déclinante (Allemagne, Russie), ce qui n'est pas sans d'importantes conséquences économiques et surtout politiques.
- L'Asie voit sa population croître au même rythme que l'Europe et au même moment. En particulier, la population chinoise a fortement augmenté au cours des 17^{ème} et 18^{ème} siècles. Les experts mettent ce fait en relation avec l'arrivée des *Plantes de la Découverte* (tomate, maïs, pomme de terre...) transportées par les Portugais depuis les Amériques. Cette croissance démographique impacte également les relations entre les pays asiatiques. Elle débouche notamment sur une intensification durable de l'agriculture chinoise, engagée dès l'époque des *Song du sud*⁸⁶, qui marque aujourd'hui encore les paysages agraires asiatiques. Mais la transition démographique

⁸⁵ 1648

⁸⁶ 1137-1274. Cf. Goncalvo D. Santos *How « green » is the Chinese traditional agriculture?* (article en cours de publication).

n'est pas achevée, même si elle est bien engagée. Comme l'Asie a déjà largement utilisé ses sols et ses eaux disponibles et comme par ailleurs l'amélioration du niveau de vie dans de larges couches de la population conduit à un accroissement des prélèvements en termes de biomasse, l'Asie va avoir de plus en plus de difficultés à satisfaire dans l'avenir ses besoins, notamment dans le domaine de l'alimentation. D'où cette recherche méthodique de ressources minières et de terres qui caractérise notamment la politique chinoise vis-à-vis de l'Afrique.

- En ce qui concerne les Amériques, ce tableau gomme les épisodes dramatiques qui ont accompagné l'arrivée des Européens au cours du 16^{ème} siècle⁸⁷. Comme je l'ai déjà rappelé, cent années après le débarquement de Christophe Colomb, la population des Amérindiens avait diminué de 90% ! Les raisons de ces catastrophes ne sont pas à chercher dans un quelconque génocide, mais tout simplement dans le *choc microbien* qu'a constitué la diffusion des maladies contagieuses européennes (variole, oreillons, tuberculose, ..) parmi les populations locales qui étaient complètement démunies de facteurs de résistance. Ainsi l'île d'Hispaniola⁸⁸ comptait un million d'habitants à l'arrivée des Espagnols. Un siècle après, les autochtones n'étaient plus que 500 ! Les chroniques rapportent les épidémies successives qui ont décimé les populations amérindiennes, notamment au début de la colonisation européenne. Les Amériques avaient donc un statut sanitaire globalement plus sain⁸⁹ que l'Europe et surtout que l'Afrique. Les conséquences économiques, politiques et humaines en ont été considérables. Dès le 17^{ème} siècle, les Européens étaient devenus majoritaires. Certains d'entre eux avaient remarqué très tôt combien les Amérindiens étaient sensibles aux maladies dites européennes : Claude Lévi-Strauss rapporte dans *Tristes tropiques* que les colons brésiliens avaient encore l'habitude, à la veille de la seconde guerre mondiale, de placer des linges portés par des malades de la tuberculose aux endroits de passage des tribus indiennes dont ils convoitaient les terres...
- Quand on se penche sur l'évolution de la population africaine, elle se caractérise par une grande stabilité⁹⁰. Jusque vers la seconde guerre mondiale la colonisation européenne n'a pas provoqué de choc sanitaire, comme aux Amériques. Bien au contraire, ce sont les Européens qui étaient victimes d'une forte mortalité lorsqu'ils se rendaient en Afrique noire, ce qui confirme son statut sanitaire vis-à-vis de l'Europe. Après la seconde guerre mondiale au contraire, l'Afrique s'est engagée dans une croissance démographique extrêmement forte : ainsi le pourcentage de l'Afrique dans la population mondiale, passé de 20% en 1500 à moins de 10% à la veille de la seconde guerre mondiale, remonte depuis rapidement. L'Afrique pourrait atteindre en 2050 plus de 2 milliards d'habitants, soit plus de 20% de la population mondiale ! Cette croissance démographique exceptionnelle⁹¹ explique une partie des drames qui affligent l'Afrique : guerres civiles, souvent provoquées par des migrations interafricaines non contrôlées (exemple ; la Côte-d'Ivoire), importance des populations réfugiées africaines (près de 20% des populations dans cette situation au

⁸⁷ Cf. Bertrand van Ruymbeke *l'héritage colombien : les conséquences de la « découverte » du Nouveau Monde* Les cahiers du Musée des Confluences, volume 3, Lyon 2009.

⁸⁸ Qui est occupée aujourd'hui par la République Dominicaine et Haïti.

⁸⁹ La seule maladie grave que les marins ont rapporté des Amériques, et ce dès le début, est la syphilis qui causa la mort de milliers d'Européens. Alors que le premier voyage de Christophe Colomb date de 1492, elle est signalée dès 1493 à Barcelone. Elle contamine Canton à partir de 1505 : la mondialisation était donc déjà une réalité !

⁹⁰ A noter l'impact relativement faible au niveau global du phénomène de l'esclavage qui a pourtant privé l'Afrique noire d'une trentaine de millions de ses habitants sur une période de deux siècles.

⁹¹ Le taux de croissance de la population africaine est actuellement de 2,3% contre 1,5% pour les autres pays en développement et 1,2% pour l'ensemble de la population mondiale.

plan mondial), drames de l'émigration sauvage vers l'Europe (en France, les personnes originaires de l'Afrique noire représentent déjà 10% de celles qui sont nées à l'étranger).

Cette première analyse globale de l'évolution de la population africaine doit être affinée par grandes régions, car elle est loin d'être homogène. Il faut également essayer de rechercher les causes de cette inflexion majeure autour de la seconde guerre mondiale. Il faut enfin s'interroger sur ses conséquences en termes d'alimentation et de développement économique en général :

- La croissance démographique⁹² est très différente selon que l'on s'intéresse à tel ou tel pays de l'Afrique du nord ou d'Afrique noire, ou encore à l'Ile Maurice et aux Seychelles au sein desquelles la transition démographique est achevée. Si l'analyse se limite à l'Afrique noire, le contraste est saisissant entre l'Afrique de l'ouest (dont la population croît de 3% par an, c'est-à-dire double tous les vingt-deux ans) et celle de l'Afrique australe (dont la croissance démographique annuelle ne dépasse pas 1% du fait d'une infertilité chronique, amplifiée par l'épidémie du SIDA). S'agissant plus spécifiquement de l'Afrique de l'ouest, il y a un basculement des populations, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, vers les côtes du Golfe de Guinée : c'est là que se trouvent les activités économiques les plus dynamiques, les espaces forestiers apparemment inoccupés et également les biens importés à bas prix, comme les produits agricoles bradés par les pays industriels. C'est là également que se trouvent les principales agglomérations à la croissance extrêmement rapide, la plupart du temps autour des grands ports : Dakar, Abidjan, Lagos, Douala,... Il ne faut donc pas s'étonner que ces régions soient aujourd'hui déchirées par de nombreux conflits : il y a en effet une grande corrélation entre les dynamiques démographiques et la localisation des conflits ethniques (autre exemple : les conflits qui ravagent la région des Grands Lacs).
- Les phénomènes démographiques sont par nature multifactoriels. Il est donc très difficile de définir avec précision ceux qui ont provoqué l'explosion démographique en Afrique depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Du moins peut-on penser que les grandes campagnes contre les principales épidémies, lancées dès le début de la colonisation par les services de santé des armées coloniales⁹³, ont progressivement fait reculer les principales maladies tropicales. La transformation des paysages liée à l'ouverture d'axes routiers et le recul des zones boisées consécutif à leur exploitation forestière, puis à leur envahissement par des agriculteurs provenant de zones épuisées de savane (*les fronts pionniers*), ont aussi joué un rôle important, notamment dans les zones proches du Golfe de Guinée. Mais les facteurs les plus importants sont sans doute d'ordre socioculturel : la dislocation des sociétés traditionnelles, provoquée par l'intrusion brutale des Européens, a fait disparaître toutes les coutumes qui régulaient les naissances. La faible scolarisation des filles freine la diffusion des pratiques anticonceptionnelles : c'est ainsi qu'en Tunisie où le taux de scolarisation des filles est analogue à celui des garçons, grâce à l'action novatrice et persévérante du Président Bourguiba, la population est désormais stabilisée grâce à l'emploi généralisé des méthodes contraceptives par les femmes. Ce n'est pas le cas du Maroc et moins encore celui du Tchad où moins de 5% des filles sont scolarisées. Il est frappant de constater

⁹² Jean-Claude Gendreau dans le livre édité par Jean-Claude Devèze *Défis agricoles africains* (voir bibliographie).

⁹³ Appuyés par des instituts de recherches comme l'Institut Pasteur.

la bonne corrélation entre les cartes de scolarisation des filles et celles des dynamismes démographiques.

- Cette croissance démographique exceptionnelle pose la question de la capacité de l'Afrique noire à nourrir sa population dans l'avenir. Dans son livre *Nourrir la Planète*⁹⁴, Michel Griffon présente les travaux de Philippe Collomb sur l'évolution des besoins alimentaires mondiaux d'ici 2050⁹⁵. Ils débouchent sur le tableau suivant :

Besoins alimentaires à l'horizon 2050 (base 1 en 2000) en fonction des différentes composantes : population, composition (âge et sexe) et régime alimentaire

	Afrique	Asie	Europe	Amérique latine	Amérique du nord	Océanie
Croissance de la population	3,14	1,69	0,91	1,80	1,31	1,61
Composition population	1,07	1,02	0,98	1,03	0,99	1,00
Modification régime alim	1,64	1,38	1,00	1,07	1,00	1,00
Effet d'ensemble	5,14	2,34	0,91	1,92	1,31	1,61

Ce tableau mérite quelques explications :

- Les limites géographiques sont les mêmes que dans le tableau précédent.
- La base 1 correspond au niveau de la population en 2000: ainsi pour l'Afrique $population\ en\ 2050/population\ en\ 2000 = 3,14$.
- Les besoins alimentaires d'une population ne résultent pas seulement du nombre de bouches à nourrir. Ils sont fonction également de sa composition : les jeunes et les femmes enceintes ont des besoins alimentaires plus importants que les personnes âgées. Pour en tenir compte, Philippe Collomb multiplie le premier facteur obtenu précédemment par un coefficient approprié pour évaluer la quantité de nourriture nécessaire pour satisfaire les besoins alimentaires.
- Philippe Collomb a enfin pris en compte une standardisation des régimes alimentaires au niveau mondial dans le cadre d'une homogénéisation progressive de tous les comportements humains.
- Quand on confronte ces besoins aux ressources disponibles, il est clair que les deux continents qui vont continuer d'être confrontés à de graves pénuries alimentaires, compte tenu des ressources dont ils disposent, sont l'Asie et surtout l'Afrique.
- S'agissant de l'Afrique, comme précédemment, il faut passer à l'échelle régionale pour mesurer les impacts alimentaires de ces évolutions. Comme l'Afrique de l'ouest compte parmi les régions les plus dynamiques au plan démographique, c'est dans cette région que les questions de sécurité alimentaire vont continuer de se poser avec la plus grande acuité. Déjà son alimentation est très dépendante des importations alimentaires. D'où les émeutes provoquées lors de la flambée des prix mondiaux des céréales en 2007. Or dans l'histoire de l'agriculture, jamais on n'a observé une croissance de la production agricole qui permette de la multiplier par 5 en cinquante ans. Tout porte à croire que malheureusement il sera impossible de

⁹⁴ Michel Griffon *Nourrir la Planète* Ed Odile Jacob 2006

⁹⁵ Philippe Collomb *Une voie étroite pour la sécurité alimentaire d'ici à 2050*, Ed Economica, FAO 1999.

réaliser cette performance en Afrique de l'ouest d'ici 2050, même si elle dispose d'un potentiel de croissance important. Il est donc vraisemblable qu'à cet horizon, le modèle alimentaire occidental sobre, qui a vocation à s'imposer dans le monde entier, restera inaccessible à de larges couches de population, ce qui sera source de vives frustrations. Mais encore qu'il sera très difficile d'y contrôler les cavaliers de l'Apocalypse que sont les famines, les maladies et les guerres, pour en limiter les ravages.

Ces analyses conduisent enfin à s'interroger sur les liens entre la démographie et le développement économique, technologique et social. Ceux-ci ont fait l'objet de nombreux travaux de géographes, comme Pierre Gourou⁹⁶, ou d'économistes agricoles, comme Ester Boserup⁹⁷. Que nous apprennent-ils ? L'histoire de l'humanité est celle d'une co-évolution des sociétés, des technologies et des systèmes agraires engendrée par l'évolution des densités démographiques⁹⁸. A chaque étape⁹⁹, les populations ont le choix, plus ou moins conscient, soit de limiter leur croissance démographique (en pratiquant le recul de l'âge du mariage, l'infanticide ou l'élimination des personnes âgées) pour conserver leurs pratiques sans changement, soit d'accepter une augmentation de la population, mais en procédant aux changements sociaux et technologiques nécessaires pour tirer de manière durable davantage de ressources de leur environnement. Chaque fois qu'une croissance démographique d'une population ne s'est pas accompagnée de tels changements, cela a conduit ces sociétés à leur disparition¹⁰⁰. D'un autre côté, il n'y a pas de civilisation évoluée sans une certaine densité démographique permettant une spécialisation des tâches et le développement des cités. Celles-ci sont de formidables stimulants pour les agriculteurs lorsqu'elles leur offrent, à la fois, de nouveaux facteurs de production (comme des outillages) et des marchés pour l'écoulement de leurs productions. Mais ces changements ne sont favorables que lorsqu'ils se produisent suffisamment lentement pour laisser le temps aux populations de faire évoluer leurs comportements sociaux et aux nouveaux systèmes de production d'émerger, puis de se diffuser.

Appliquons ces analyses à la situation de l'Afrique noire : jusqu'à la deuxième guerre mondiale, l'agriculture itinérante était la règle partout. En forêt, les populations se contentaient de pratiquer quelques abattis, d'y mettre le feu et de planter les plantes nécessaires à leur consommation. Après une, voire deux récoltes, elles s'attaquaient à un bout de forêt voisin, ne revenant sur le même morceau de forêt que 30 à 50 années après. Ce système de culture a bien des avantages : il n'emploie que des outils rudimentaires : hache et bâton à fouir. Il assure une fertilisation suffisante des cultures et lutte naturellement contre les mauvaises herbes qui sont peu à peu éradiquées par le recru forestier. Alors que dans des systèmes plus intensifs, ces deux fonctions (fertilisation et lutte contre les mauvaises herbes) requièrent beaucoup plus de travail de la part des paysans¹⁰¹. Il en résulte que ces systèmes rudimentaires se caractérisent par une forte productivité du travail, les tâches agricoles ne prenant pas plus de 2 à 3 heures par jour en moyenne, laissant ainsi beaucoup de temps pour les loisirs. Dans les régions de savane, les mêmes systèmes de production étaient pratiqués,

⁹⁶ Cf. *Terres de bonne espérance, le monde tropical* (voir bibliographie).

⁹⁷ Cf. *Evolution agraire et pression démographique* (voir bibliographie).

⁹⁸ Cf. le tableau sur les systèmes d'exploitation agricole en annexe.

⁹⁹ Hans Ruthenberg distingue 5 étapes dans son livre *Farming systems in the Tropics* (voir bibliographie): les systèmes à jachère arbutive, les systèmes à jachère buissonnière, les systèmes à jachère herbacée, les systèmes à récolte annuelle et les systèmes à récoltes multiples.

¹⁰⁰ Dans son livre *Collapse* (Ed Penguin 2004), J. Diamonds raconte l'histoire dramatique de peuples qui ont vécu de tels drames : Vikings du Groenland, Mayas d'Amérique centrale, Pascuans de l'Ile de Pâques.

¹⁰¹ Cf. le tableau sur les systèmes d'exploitation agricole en annexe.

mais avec des jachères buissonnantes qui ont entraîné l'invention de la houe pour lutter contre les mauvaises herbes.

A partir de la fin de la seconde guerre mondiale, le dynamisme démographique qui s'installe brutalement, ne laisse pas le temps suffisant aux agriculteurs pour s'adapter à ces nouvelles situations: ainsi ils continuent à pratiquer l'agriculture itinérante avec des cycles de plus en plus courts, très destructeurs pour la durabilité des ressources naturelles. Les agriculteurs des zones de savanes n'ont d'autres ressources que d'aller chercher des terres vierges qui se trouvent dans les régions forestières autour du Golfe de Guinée. Dès qu'ils trouvent une piste forestière ouverte par les exploitants forestiers à la recherche de bois précieux tropicaux (extraction limitée à un arbre par ha), ils l'empruntent pour installer des cycles de cultures sur abattis, eux aussi de plus en plus courts, qui détruisent progressivement la forêt tropicale. Cela entraîne des réactions de plus en plus vives des populations autochtones qui au début avaient vu d'un bon œil l'arrivée de cette nouvelle force de travail. De leurs côtés, les grandes agglomérations portuaires se tournent de plus en plus vers l'étranger pour leur alimentation. Elles n'incitent donc pas les agriculteurs de leurs hinterlands à mobiliser des facteurs de production innovants pour aller vers de nouveaux systèmes de production agricole.

Ce qui est préoccupant dans la situation actuelle de l'Afrique de l'ouest, ce n'est pas tant la densité démographique que son dynamisme qui ne laisse pas le temps aux agriculteurs de s'adapter à ces nouvelles situations. Ils continuent de pratiquer une agriculture itinérante devenue très destructrice pour les écosystèmes alors qu'à l'évidence, ils devraient se tourner vers des systèmes d'exploitation plus durables, mais qui exigent davantage de travail, et donc tout un temps d'adaptation. Les impacts agricoles de la croissance démographique qui caractérise l'Afrique noire depuis soixante années méritent tout à fait le qualificatif de « bombe » qui lui est souvent attribué. C'est également une « bombe » sociale et politique parce que les Pouvoirs Publics sont dans l'incapacité d'accueillir convenablement les populations rurales qui affluent dans les grandes agglomérations

La question de la gouvernance

Les racines profondes des problèmes de gouvernance de l'Afrique subsaharienne se trouvent dans son histoire et dans sa géographie. En particulier il est remarquable que sa région forestière soit restée une aire de civilisation orale jusqu'au 19^{ème} siècle, alors qu'elle était en contact depuis des siècles avec deux grandes civilisations écrites : la civilisation arabe et la civilisation européenne :

- Dès le 10^{ème} siècle, le Sahara tout entier fut soumis par des tribus pratiquant l'Islam comme les Almoravides marocains. Ils établirent le long des fleuves Sénégal et Niger des *médersas* (écoles coraniques) et mosquées (comme la célèbre mosquée de Tombouctou élevée en 1325 par l'Empereur Mansa Moussa). Aujourd'hui encore certaines d'entre elles subsistent. Elles conservent au prix d'efforts renouvelés de génération en génération de précieux manuscrits religieux. Pourtant l'expansion de la religion musulmane ne dépassa pas la zone soudanienne. Il fallut attendre la colonisation européenne pour qu'elle reprenne son développement en direction des pays du Golfe de Guinée. En tout cas la diffusion de l'écriture arabe fut très limitée pendant des siècles au sud du Sahara.
- Sous l'impulsion d'Henri le Navigateur¹⁰² et de Jean II¹⁰³, le Portugal se lança au cours du quinzième siècle dans la grande aventure de trouver un accès maritime direct à la

¹⁰² 1394-1460

¹⁰³ 1455-1493

zone de production des épices (c'est-à-dire l'Insulinde). Celles-ci jouaient alors un rôle très important dans l'alimentation de l'Europe médiévale, surtout celle des classes aisées. Ce fut une exploration méthodique qui établit une série de postes fortifiés le long du Golfe de Guinée, à la fois étapes sur la route maritime des épices et comptoirs pour développer les échanges commerciaux avec leurs hinterlands. Les principales étapes en sont connues: le cap Bogador, qui marquait le point extrême de la navigation vers le sud pour les Européens depuis l'Antiquité, est franchi en 1434 grâce aux nouvelles *caravelles* permettant de remonter plus facilement au vent. Le Cap Vert fut atteint en 1444, la Sierra Léone en 1460, le fleuve Zaïre en 1481, le Cap de Bonne Espérance enfin en 1495, ouvrant la voie de l'Insulinde qu'emprunta Vasco de Gama en 1498. A partir des comptoirs qu'ils avaient installés, les Portugais développèrent un commerce actif avec l'intérieur des terres : or, ivoire, ...mais aussi verroteries, armes et...esclaves. Aussi est-il étonnant que pendant les quatre siècles que durèrent ces trafics, l'écriture européenne ne se soit pas diffusée à travers ces échanges.

C'est pourquoi je m'interroge, chers neveux, sur les causes de cette viscosité remarquable :

- La première qui vient à l'esprit est liée à la compacité du continent africain. J'ai déjà souligné que les voies de pénétration naturelles sont limitées, les fleuves étant souvent coupés près de leurs estuaires par des rapides difficiles à franchir, ce qui ne favorise pas les échanges.
- Les contraintes naturelles sont une autre raison. L'exubérance de la végétation tropicale impressionne toujours le voyageur. Dans les régions forestières, elle constitue un frein considérable aux échanges. Si on veut les mettre en valeur agricole, on se heurte très rapidement à de grandes difficultés. Ce qui conduisit René Dumont à écrire que « habit d'arlequin fort irrégulier, les terres d'Afrique paraissent dans l'ensemble inférieures à celles de l'Amérique tropicale. Elles restent en dessous de celles de l'Asie du sud-est, mais pas de la pauvre péninsule du Dekkan, ni des collines érodées de Chine du sud »¹⁰⁴. Au niveau démographique, l'Afrique noire traditionnelle était également un habit d'arlequin, les zones relativement peuplées sur les sites les plus favorables étant largement dispersées sur tout le continent et avec très peu de liaisons entre elles. Cela constituait un sérieux handicap au développement des innovations techniques. Il faut cependant faire remarquer que les forgerons de certaines ethnies savaient travailler l'or, le cuivre et même le fer depuis le début du premier millénaire. Ils étaient donc en avance sur l'Amérique précolombienne.
- Venons-en à la cause principale : comme je l'ai déjà noté, l'état sanitaire de l'Afrique noire est le plus mauvais de toute la planète. Toutes les zones tropicales connaissent davantage de problèmes sanitaires que les régions tempérées. Mais en Afrique noire, les situations pathologiques sont particulièrement sévères pour toutes les espèces vivantes :
 - C'est vrai pour les espèces végétales : en tant qu'agronome j'ai pu observer que quand nous importions des semences d'un autre continent dans le cadre de nos programmes d'amélioration génétique, nous avons souvent de grandes difficultés à les cultiver « au champ », car elles étaient souvent l'objet de maladies inconnues dans leurs pays d'origine. Alors que les plantes d'origine africaine sont appréciées par les généticiens du monde entier pour les caractères de résistance aux maladies qu'elles apportent dans les programmes de sélection.
 - C'est vrai également pour les espèces animales avec le fléau particulier que constitue la maladie du sommeil (la *trypanosomiase*).

¹⁰⁴ *L'Afrique noire est mal partie* page 16 (voir bibliographie).

- C'est enfin vrai pour l'homme qui est atteint par de nombreuses maladies tropicales : le paludisme, les amibiases, la fièvre jaune, le pian, la bilharziose, les filarioses, l'onchocercose,...

Je reviendrai plus loin sur les conséquences de l'état sanitaire de l'Afrique noire. Notons simplement que du fait de la maladie du sommeil, la disponibilité des bêtes de trait était limitée. Rappelons qu'en 1590, à la suite d'une expédition remarquablement préparée par la dynastie Saadienne, les Marocains prirent Tombouctou avec des troupes montées à cheval. Mais ils durent revenir au pays sur des dromadaires, leurs montures n'ayant pas résisté longtemps aux attaques des mouches tsé-tsé¹⁰⁵. Ceci explique en particulier que dans l'Afrique noire traditionnelle, l'usage de la roue était inconnu. Les transports se faisaient essentiellement par porteurs avant que progressivement l'emploi de bovins résistants¹⁰⁶ ne vienne alléger leurs peines. Les échanges ne pouvaient donc qu'être très lents et lacunaires. J'y vois une des principales explications à la faible diffusion de l'écriture dans les régions africaines

Autrefois, l'Afrique de l'ouest était donc composée, du nord au sud, de trois zones très différentes orientées est-ouest :

- Une zone sahélienne vouée au pastoralisme et à quelques cultures dans les parties les plus humides. C'était le pays des nomades suivant leurs troupeaux à la recherche de l'eau et des pâturages, comme les Touaregs.
- Une zone soudanienne étalée autour des fleuves Sénégal, Niger et Logone ainsi que leurs affluents. C'était la zone la plus favorisée car les conditions naturelles permettaient le développement d'une agriculture et d'un élevage traditionnels. Comme elle était assez favorable aux échanges et en liaison avec l'Afrique du nord, c'est dans cette région que se sont développés des Etats islamisés dont les noms sont devenus mythiques : Empires du Ghana, du Mali, Bambara, Songhaï et Peuhl. L'économie de ces Etats s'appuyait sur des ressources agricoles abondantes¹⁰⁷ et sur le trafic à travers le Sahara (notamment le trafic du sel) qui était alors relativement important¹⁰⁸. Au fil du temps se sont donc développées des sociétés évoluées dont le pays Mossi¹⁰⁹ porte aujourd'hui encore témoignage. Elles ont laissé un héritage architectural remarquable comme par exemple la ville de Tombouctou.
- Une zone forestière au sein de laquelle les activités agricoles se résumaient à des cultures sur abattis. Les échanges y étaient très difficiles. Elle était donc peuplée de petites tribus fort indépendantes les unes des autres, même si on pouvait les regrouper dans de plus grandes ethnies. Mais du fait de ces conditions naturelles, leur niveau technologique était relativement faible¹¹⁰. L'alimentation de ces populations n'était pas de grande qualité car déséquilibrée en protéines animales. En outre cette zone était fort perturbée par les trafics, et notamment d'esclaves, qui se développaient à partir des comptoirs européens installés sur la Côte. Malgré tout, l'impact des Européens est resté relativement limité jusqu'à ce que, poussés par la curiosité, des soucis humanitaires parfois un peu impérialistes, mais

¹⁰⁵ Il est vrai qu'à cette époque le climat y était sensiblement plus humide qu'aujourd'hui.

¹⁰⁶ Comme les *N'damas* au caractère ombrageux.

¹⁰⁷ Mais avec régulièrement des périodes difficiles avant le début des récoltes (la période dite de soudure) qui appelaient des mesures de précaution non seulement au niveau des familles mais aussi des villages et des cantons.

¹⁰⁸ La colonisation européenne porta un coup fatal à ces courants d'échange en donnant la priorité au transport maritime.

¹⁰⁹ Qui fut d'ailleurs très tôt suffisamment bien organisé autour de son *Moro Nabab* pour pouvoir résister à la pression des Etats voisins.

¹¹⁰ Elles étaient restées en deçà de la *révolution néolithique*.

surtout l'appât du gain, ceux-ci décident au milieu du 19^{ème} siècle d'investir la dernière région qui échappait à leur emprise.

La colonisation fut un choc d'autant plus brutal que son impact fut multiple :

- Ce fut bien entendu un choc technologique, les sociétés africaines étant brutalement mises au contact d'économies beaucoup plus évoluées avec leurs conséquences militaires et politiques.
- Ce fut aussi un choc économique parce que l'intervention européenne modifia profondément les courants des échanges : contenus, quantités et directions.
- Ce fut surtout un choc psychologique consécutif à une domination exercée par une ethnie étrangère à l'Afrique subsaharienne et s'inscrivant dans le cadre d'un espace-temps inouï pour la pensée indigène.

L'impact de la colonisation fut globalement différent sur les ethnies des régions soudaniennes et forestières :

- Les premières étaient les mieux préparées à assimiler rapidement les nouvelles technologies. Mais elles furent très affectées par les bouleversements des circuits économiques entraînés par la colonisation européenne et par la remise en cause de la place éminente qu'elles s'étaient progressivement assurées au coeur de l'Afrique de l'ouest.
- Les structures sociales des secondes furent pulvérisées au contact des colonisateurs européens. Mais elles ont tiré les plus grands avantages de la réorientation des flux économiques vers la Côte ainsi que des progrès qu'a permis la réalisation d'infrastructures modernes telles que les ports, les routes, etc.

Enfin la croissance démographique exceptionnelle qui bouleverse l'Afrique, et tout particulièrement sa partie ouest est une cause supplémentaire de déstabilisation sociale et politique.

Si on compare l'histoire de l'Afrique noire avec celle de l'Europe, il est évident que lorsque les Européens sont arrivés en Afrique de l'ouest, celle-ci était très en retard dans son développement technologique, économique, social et politique. Mais en outre l'impact social de la colonisation a eu une ampleur qu'il est souvent difficile de faire comprendre. L'image qui me vient à l'esprit est celle de l'invasion de l'empire romain par les barbares, avec cette nuance importante qu'il s'agissait de barbares détenteurs de technologies très évoluées dans le cas de la colonisation européenne.

Mais le résultat fut le même : comme dans le cas des Grandes Invasions, les sociétés traditionnelles et les superstructures impériales mises en place par les Etats colonisateurs, qui maintenaient des cadres spatio-temporels de grandes dimensions, se sont disloquées, laissant les intérêts immédiats et locaux prendre le pas sur l'intérêt général. Comme dans l'Europe du Haut Moyen-Age, la société s'est fragmentée en micro-ensembles, les cadres étatiques devenant alors souvent des coquilles vides. Ils conservent une certaine réalité puisque le nombre des Etats représentés à l'ONU ne peut être que limité. Par ailleurs, une autre différence importante est que du temps de la féodalité européenne, il y avait une certaine coïncidence entre les espaces politiques réels et les espaces économiques, alors qu'aujourd'hui la balkanisation de l'Afrique noire est complètement décalée par rapport à une économie de plus en plus mondialisée.

Une bonne compréhension de la question de la gouvernance nécessite non seulement de se référer à l'expérience de l'Europe, mais aussi à celles des autres régions tropicales. Les contrastes sont grands quand on se livre à cet exercice. Commençons par l'Amérique : son histoire est très différente de l'Afrique noire puisque, comme je l'ai déjà rappelé, l'arrivée des Européens a eu pour conséquence de réduire de 90% le volume de la population indigène en un siècle. Ce vide fut comblé par la colonisation européenne¹¹¹, complétée par l'arrivée de onze millions d'esclaves africains étalée sur deux siècles¹¹². Ce qui a posé des problèmes socioculturels tout à fait différents de ceux de l'Afrique subsaharienne. Quant à l'Asie, la comparaison est plus complexe, car ce vaste ensemble géographique est composé de populations aux histoires fort différentes. Si on s'intéresse aux civilisations les plus évoluées, les mondes chinois et indiens, elles étaient en avance sur les civilisations européennes jusqu'au 15^{ème} siècle. Mais elles ont eu le malheur de considérer, à un moment de leurs histoires, qu'elles en savaient assez pour vivre heureuses dans leurs territoires. Elles se sont donc détournées volontairement du chemin de l'innovation¹¹³. Elles ont été tout à fait surprises lorsqu'elles se sont aperçues que les Européens parvenaient à s'imposer, alors qu'ils étaient peu nombreux, en retournant contre elles leurs propres inventions, comme par exemple les armes à feu. Cependant dans cette confrontation, leurs structures sociales ont tenu le choc. C'est particulièrement vrai au Japon lorsqu'il s'est ouvert à la modernité au moment de l'avènement de l'ère du *Meiji* en 1858. C'est vrai aussi dans le cas de l'Inde, et même de la Chine pourtant soumise à des traitements de choc : guerres civiles suivies de *la révolution culturelle*. C'est sans doute la raison fondamentale du développement actuel des économies asiatiques: après plusieurs décennies de troubles extrêmement graves provoqués par les incursions européennes, ces pays ont repris progressivement possession d'eux-mêmes, ce qui leur a permis de s'approprier rapidement les technologies occidentales jusqu'à en devenir des maîtres.

Ces analyses confirment que la gouvernance est bien au cœur des problématiques africaines. Il n'y a aucune fatalité en Afrique noire, simplement une histoire particulière décalée par rapport à celle des autres parties du monde. Celle-ci explique l'absence de cadres culturels, sociaux et politiques répondant aux exigences des économies modernes. D'où la difficulté actuelle de l'Afrique au sud du Sahara de se réapproprier à son profit les technologies modernes qui lui permettraient de générer les richesses tirant le continent de sa misère. Bien au contraire, elle reste une source de matières premières pour les autres continents du fait de son incapacité à les valoriser.

Quelques conclusions

Au terme de cette réflexion, il faut revenir sur *le statut sanitaire de l'Afrique* qui reste pour moi une des principales causes structurelles de l'histoire particulière de l'Afrique subsaharienne. Au moment où les Européens s'apprêtaient à conquérir le monde au début du 15^{ème} siècle, trois ensembles géographiques coexistaient au plan sanitaire sans relation entre eux : l'Eurasie, les Amériques et l'Afrique au sud du Sahara. Incontestablement la situation sanitaire de cette partie du monde était bien plus mauvaise qu'en Eurasie et surtout que dans les Amériques. Je me suis souvent interrogé sur la raison de cette situation : est-ce parce que l'Afrique est le berceau de l'Humanité que cette longue fréquentation a favorisé l'émergence

¹¹¹ 60 millions de personnes entre 1850 et 1930 dont 35 millions pour les seuls Etats-Unis.

¹¹² En fait, les experts pensent que le « prélèvement » total se monte à une trentaine de millions d'individus si on prend en compte les pertes « collatérales » liées aux combats pour capturer les esclaves et les morts en cours de transport.

¹¹³ Cf. Alain Peyrefitte *L'empire immobile ou le choc des mondes* ed. le livre de poche 1989.

de complexes pathologiques particulièrement agressifs ? La comparaison avec les situations eurasiatiques et américaines montre qu'il y a au moins une corrélation.

Cette situation a eu au moins deux effets positifs : offrir une bonne résistance aux épidémies étrangères et limiter fortement les envies des Européens de s'implanter en Afrique noire au plus fort de leur transition démographique au cours du 19^{ème} siècle. Mais ses effets négatifs sont plus considérables : non seulement elle a eu un impact considérable sur le dynamisme des populations, mais encore en limitant l'usage de bêtes de trait (du fait de la maladie du sommeil), elle a freiné les échanges et limité les sources d'énergie disponibles.

Ainsi la colonisation européenne a eu des effets très différents selon les continents :

- Elle a provoqué un véritable génocide de sociétés évoluées dans les Amériques par un choc microbien sans précédent.
- En Asie, l'arrivée des Européens n'a pas eu de conséquences sanitaires graves (en dehors de la diffusion de la syphilis, amenée des Amériques) puisqu'au plan sanitaire l'Europe et l'Asie appartenaient au même ensemble. Les Européens se sont confrontés à des sociétés très structurées qui ont globalement bien résisté aux chocs culturels que représentaient la Renaissance européenne, puis la Révolution industrielle.
- En Afrique, les Européens ont dû s'adapter à un environnement sanitaire beaucoup plus sévère qu'en Europe. Mais leur intrusion a provoqué un choc culturel qui a profondément déstabilisé les sociétés traditionnelles.

Si cette analyse est juste, l'histoire nous apprend que les caractéristiques socioculturelles d'une population évoluent lentement : il a fallu au minimum cinq siècles à l'Europe pour se relever des Grandes Invasions, reconstruire des règles sociales et politiques permettant de définir et de protéger l'intérêt général de populations vivant sur des territoires toujours plus vastes, source de paix et de prospérité économique. En réalité ce processus n'est pas encore achevé, comme l'ont malheureusement démontré les péripéties qui ont entouré la signature du *traité de Lisbonne*. Comme l'histoire s'accélère, il faudra moins de temps à l'Afrique noire pour retrouver ses équilibres. Mais en même temps son environnement continue à bouger rapidement. En tout cas il est indispensable qu'elle se convainque chaque jour davantage que son salut dépend d'abord d'elle-même et notamment d'une coopération inter-africaine dynamique. L'aide internationale reste utile à condition qu'elle s'inscrive dans le long terme.

Vous ai-je convaincus, chers Anna et Sébastien, que la situation que vous avez constatée au Bénin est le résultat des profondes transformations qui bouleversent l'Afrique noire depuis au moins cent cinquante ans, les destins individuels étant comme des fétus de paille dispersés sur l'océan ? En tout cas, ma conviction est que cette situation n'est ni une fatalité, ni le fruit de la seule malignité des hommes (sans pour autant excuser les comportements délictueux). C'est d'abord le résultat d'une histoire singulière qu'il faut replacer dans celle de l'Humanité.

La plupart des paléontologues s'accorde pour dater l'émergence de l'*homo sapiens* au sein de l'Afrique australe, il y a environ 200 000 ans avant notre ère¹¹⁴. Cet embranchement de primates s'est progressivement dispersé, par petits groupes, sur l'ensemble du globe en remplaçant peu à peu les hominiens qui les avaient précédés. Ces petites peuplades ont, au cours du temps, perfectionné leurs modes d'échanges, de production, de consommation et d'habitat. Lorsqu'on visite les musées anthropologiques, il est fascinant de constater que tous

¹¹⁴C'était hier à l'aune des ères géologiques : rappelons que les paléontologues datent de 7 millions d'années le moment où l'embranchement qui devait déboucher sur l'espèce *homo*, se détache de la famille des singes.

ces groupes humains ont suivi sur tous les continents la même trajectoire : des pierres taillées¹¹⁵ de plus en plus perfectionnées à la métallurgie la plus évoluée en passant par la maîtrise du feu¹¹⁶, l'invention de la poterie, du tissage et de l'agriculture, ... En ce qui concerne l'écriture, on observe deux sources principales : la recherche d'outils de communication (écritures indo-européennes) et l'art de la divination (écriture chinoise). Dans chaque continent, des foyers de civilisation ont ainsi émergé. Leur localisation a été favorisée par les conditions naturelles (sol, eau, climat). Elle a dépendu également des espèces vivantes domesticables qui n'étaient pas au départ réparties de manière homogène entre les continents : l'invention de l'agriculture nécessitait de pouvoir disposer localement parmi les espèces végétales domesticables au moins d'une plante à glucides (céréales, tubercules), d'une plante à protéines (légumineuses), d'une plante à lipides (oléagineux) et d'une plante textile. Elle a également été favorisée lorsque parmi les espèces animales domesticables, l'homme a pu trouver un compagnon pour la défense et la chasse (le chien), des ressources en protéines animales (lait et viande), si précieuses pour l'alimentation des jeunes, et en vêtements (peaux et laine), enfin un moyen d'alléger sa peine et de faciliter les échanges (bêtes de trait). L'émergence de ces foyers de civilisation fut sans doute aussi le fruit d'histoires particulières au sein desquelles le feu de l'esprit a illuminé un jour certaines personnes susceptibles d'entraîner toutes leurs communautés. Il ne faut donc pas s'étonner que ces processus complexes ne se soient pas tous déclenchés au même moment et au même rythme sur tous les continents, ni dans tous les territoires.

Au moment où débute la colonisation européenne au 15^{ème} siècle, la situation est très différente selon les continents : l'Eurasie est le plus évolué au plan technologique. Ses différents foyers de civilisation (proche-orientaux et chinois) qui ont surgi, il y a près de 10 000 ans, ont fusionné au terme de processus historiques complexes et souvent dramatiques. Mais de larges parties de l'Asie du sud, notamment dans les régions équatoriales n'ont franchi que les premières étapes de cette évolution. Dans les Amériques, les situations sont également très contrastées: des civilisations technologiquement très sophistiquées¹¹⁷ co-habitent (mais séparées par des distances considérables) avec des tribus, notamment en régions amazoniennes, qui n'ont pas encore complètement maîtrisé l'invention de l'agriculture. La situation de l'Afrique a déjà été évoquée au titre des réflexions sur la gouvernance. Ainsi 200 000 ans après l'apparition de l'*homo sapiens*, il y avait au 15^{ème} siècle un décalage technologique¹¹⁸ d'environ 10 000 années entre ses différents descendants, ce qui du point de vue paléontologique correspond à *l'épaisseur du trait* ! Je ne doute pas que, si le temps leur en avait été laissé, l'Afrique subsaharienne et les Amériques auraient, à leur tour, découvert l'écriture¹¹⁹ et emprunté le même itinéraire technologique que l'Eurasie. Mais cette mise en relation brutale, par les Européens, de civilisations qui n'étaient pas toutes au même niveau d'évolution technologique, a eu des conséquences dramatiques qu'ils étaient incapables de soupçonner, même pour les meilleurs et les plus avertis d'entre eux.

¹¹⁵ Les premières sont observées en Afrique de l'est, il y a 2,5 millions d'années, avec l'apparition du premier *homo*, dénommé *habilis*. C'était un charognard qui se servait de ces premiers outils pour gratter les carcasses que lui laissaient les grands fauves. Cf. Henry de Lumeley *La Grande Histoire des premiers hommes européens* Ed Odile Jacob 2007.

¹¹⁶ Il y a 400 000 ans.

¹¹⁷ Il est curieux de constater que les civilisations pré-colombiennes ne savaient pas encore maîtriser la métallurgie du fer dont pourtant l'Amérique latine est si richement dotée. Mystère de l'histoire !

¹¹⁸ Les grands anthropologues, Claude Lévi-Strauss en tête, ont montré la richesse des conceptions philosophiques des civilisations apparemment peu évoluées du point de vue technologique.

¹¹⁹ Certaines ethnies l'avaient déjà découverte, comme les Mayas. De même l'écriture était en émergence en Afrique noire dans certains cantons soudanais (Burkina-Faso) et camerounais (pays Bamoum).

C'est dans le cadre de ces perspectives que je retrace l'histoire singulière de l'Afrique noire, et tout particulièrement celle de ses régions forestières que j'ai découvertes au début de ma carrière professionnelle. Je suis frappé par l'impact de *leur statut sanitaire*, surtout si on le compare à celui de l'Europe et des Amériques. C'est ce statut sanitaire qui expliqua pendant longtemps le faible dynamisme de ces populations, leur alimentation déséquilibrée en protéines, les nombreuses maladies qui les accablaient et aussi l'absence de bestiaux de trait, du fait de la maladie du sommeil, pour alléger le travail des hommes et faciliter les échanges. Cela ne pouvait que ralentir leur développement vers une civilisation plus évoluée sur le plan technologique.

C'est pourquoi je suis arrivé à la conclusion qu'*in fine* le principal facteur explicatif de la situation actuelle de l'Afrique noire doit être recherché dans sa situation sanitaire, surtout si on la compare à celle de l'Eurasie et des Amériques :

- Cette situation sanitaire explique que du fait du faible dynamisme démographique des populations africaines traditionnelles et de leur isolement, elles n'aient pu se doter d'*un encadrement social* suffisamment robuste pour résister au choc que représenta pour elles l'intrusion des colonisateurs européens.
- Cette situation sanitaire initiale, avec ses conséquences socioculturelles (comme par exemple la balkanisation excessive des territoires ou le développement de la corruption), permet également de comprendre les changements démographiques considérables observés au cours du vingtième siècle.

Cette attention aux causes structurelles de la situation actuelle de l'Afrique noire ne traduit pas un sentiment de découragement vis-à-vis de sa capacité à relever les défis d'aujourd'hui. Rien ne serait pire en effet si ceux-ci nourrissaient un tel sentiment de panique que chacun n'ait plus pour ambition que de sauver sa peau, sans se préoccuper des autres et même contre eux et à leurs dépens. Ma réflexion vise d'abord à répondre aux nombreuses critiques dont l'Afrique noire est l'objet de la part de censeurs qui n'ont pas toujours bien pris la mesure de ses difficultés. Comme il n'y a pas de mauvais vents pour un marin qui sait dans quelle direction il veut se diriger, mes analyses veulent également contribuer à l'émergence des cadres spatiaux et temporels indispensables pour valoriser les efforts individuels et collectifs. En particulier, privilégier le point de vue du long terme conduit à mettre l'accent sur les vertus cardinales que sont la patience et la persévérance¹²⁰. Il permet aussi de mieux percevoir les signes d'évolution favorables. Par exemple le rétablissement de la démocratie au Bénin après de longues années de dictature. Je note également qu'un certain nombre d'Etats africains ont connu des évolutions économiques positives au cours des dernières années¹²¹ et que les perspectives globales sont en voie d'amélioration¹²². En milieu agricole, les organisations professionnelles se structurent progressivement¹²³ et dans toute l'Afrique noire de nombreuses

¹²⁰ L'expérience professionnelle que j'ai acquise en France montre que ce sont aussi des vertus cardinales en Europe ! Pour l'anecdote, je rappelle que de mon temps la marine ivoirienne disposait de deux vedettes pour contrôler ses côtes ; elles étaient dénommées *la patience* et *la persévérance* !

¹²¹ Dans son numéro daté du 23 février 2010, *le Monde* souligne que l'Afrique de l'ouest résiste bien à la crise.

¹²² Dans sa dernière livraison *Projections to 2019* de février 2010, le Ministère de l'agriculture américain (USDA) s'attend à une croissance moyenne annuelle de l'ordre de 4% au cours de la décennie 2010 pour l'Afrique subsaharienne, ce qui permettrait d'améliorer sensiblement le niveau moyen de vie de ses habitants, malgré tous les obstacles que j'ai analysés.

¹²³ Avec notamment le Réseau des Organisations Professionnelles et des Producteurs de l'Afrique de l'ouest. Son premier Président vient de publier un essai fort intéressant sur cette aventure : Mamadou Cissoko *Dieu n'est pas un paysan* ed Présence Africaine 2009 (voir bibliographie).

innovations voient le jour au sein des pratiques agricoles¹²⁴. Tout cela est bien sûr fragile, mais va dans le bon sens et doit encourager toutes les initiatives.

Enfin, chers Anna et Sebastian, vous qui avez été éduqués au sein de l'Ecole Waldorf créée par Rudolf Steiner¹²⁵, vous ne pouvez pas être surpris que la situation actuelle de l'Afrique subsaharienne conduise à s'interroger sur la place de la technologie dans la société. Elle est bien entendu indispensable à la satisfaction des besoins correspondant à un certain niveau de vie. Mais en même temps son développement fonctionne comme si elle avait conquis une certaine autonomie par rapport à ses créateurs. Pire, elle transforme leur univers culturel. Rudolf Steiner a été l'un des premiers à s'inquiéter de la part grandissante qu'elle prenait dans les activités humaines. Ces critiques de la société industrielle ont nourri la réflexion philosophique de Martin Heidegger, relayée par Hannah Arendt¹²⁶. Ivan Illich¹²⁷ a poursuivi ces réflexions en mettant en évidence les seuils au-delà desquels la technologie se retourne contre ses créateurs (la médecine rend malade, l'éducation rend bête, les transports immobilisent, les communications isolent,...). Revenant aux grands mythes grecs (l'*ubris* et la *Némésis*), il attire notre attention sur *l'invisibilité du mal* que la technologie diffuse : les plus grands dégâts, que ce soit le choc microbien dans les Amériques ou le choc socioculturel en Afrique, commis par l'aventure coloniale des Européens, en tant que médias de la technologie dans le monde entier, ont été pour une large part involontaires. Or depuis le 15^{ème} siècle, la technologie a fait des progrès considérables. Certains philosophes, comme Jean-Pierre Dupuy¹²⁸ en sont venus à penser qu'elle est en train de conduire l'Humanité au bord de la catastrophe. La situation de l'Afrique noire, pour exceptionnelle qu'elle soit, est sans doute représentative des dérives auxquelles aboutit une technologie sans conscience. L'Afrique doit donc continuer à être envisagée sous toutes ses dimensions : bien entendu ses aspects locaux et régionaux, mais aussi ses impacts sur la stabilité de l'Europe et sa place dans les problématiques mondiales.

IV Quelles leçons tirer de ces analyses en matière de politique agricole ?

Les analyses que je viens de présenter concernent la situation de l'Afrique de l'ouest dans son ensemble. Comme je suis agronome et que Sebastian poursuivait des études d'agronomie, il me faut essayer de reprendre cette réflexion générale pour en approfondir les aspects agricoles. Soulignons que les idées que je viens de développer concernent l'agriculture au premier chef pour les deux raisons suivantes : d'abord cette activité reste dominante dans

¹²⁴ Comme le *zai* au Burkina Faso qui consiste à aménager un petit impluvium autour de chaque poquet de semences pour le faire bénéficier de la moindre goutte de pluie.

¹²⁵ Rudolf Steiner (1861-1925), initiateur de l'anthroposophie, doctrine qui « voudrait ouvrir un chemin de connaissance pour conduire le spirituel de l'être humain vers le spirituel de l'Univers », a essayé, à travers une œuvre composée de plusieurs centaines de livres et abordant tous les aspects de la vie humaine, de percevoir ce qu'est le « physique » par rapport au « vivant » et au monde « sensible », pour repenser la situation de l'homme dans la création.

¹²⁶ Hannah Arendt *Conditions de l'homme moderne* ed Calman-Levy 1981.

¹²⁷ Ivan Illich *La convivialité* ed Seuil 1971.

¹²⁸ Jean-Pierre Dupuy *Pour un catastrophisme éclairé. Quand l'impossible est certain* ed Seuil 2002.
La marque du sacré ed Carnet Nord 2009.

toutes les régions rurales qui restent très importantes en Afrique noire, malgré la croissance accélérée des zones urbaines. Ensuite l'agriculture est une activité professionnelle au sein de laquelle les phénomènes socioculturels jouent un rôle particulier, comme le souligne d'ailleurs l'étymologie du mot agri-culture par lequel est désignée en français cette activité.

Les préalables du développement agricole

Soulignons d'emblée qu'il y a des préalables (dans l'enseignement supérieur, nous dirions des pré requis) au développement agricole. Je voudrais insister sur trois d'entre eux :

- D'abord la sécurité publique: dans l'histoire nous connaissons des colonies agricoles militaires qui ont joué un grand rôle dans la conquête des territoires. Mais en général l'épée ne fait pas bon ménage avec la charrue ! Par conséquent il n'y a pas de développement agricole sans un état de droit minimum, avec une justice de proximité et des organes de sécurité protégeant les citoyens de toute agression intempestive. De tous temps, les guerres civiles ont entraîné un effondrement de la production agricole.
- Ensuite un système monétaire performant: C'est indispensable pour sécuriser les investissements et les échanges. A cet égard les zones monétaires¹²⁹ qui ont pris la suite du franc CFA dans les ex-colonies française posent problème, car elles sont de fait rattachées à l'Euro. Ce sont donc des monnaies surévaluées dans le contexte africain, ce qui favorise les importations et la fuite des capitaux. La dévaluation du franc CFA en 1994 a été un formidable encouragement pour la production locale africaine, car beaucoup mieux protégée du marché mondial. Malheureusement depuis cette date ces zones monétaires ont perdu de leur compétitivité. Il faudra sans doute aller vers de nouveaux réajustements. Mais peut-on souligner que la stabilité monétaire est un atout non négligeable dans un monde aussi incertain (voir a contrario les péripéties des pays à monnaie «faible») ?
- Enfin un réseau de transport opérationnel : il n'y a pas d'agriculture performante, même en privilégiant les circuits courts, sans la possibilité de faire venir quelques facteurs de production et d'écouler les surplus de la production. Là également les enseignements des guerres civiles, comme dans la République du Congo, sont malheureusement très éloquents¹³⁰.

Les opérations de développement intégré et les filières de production

Si le regard se tourne vers les agricultures africaines proprement dites, ce qui frappe d'abord, c'est leurs multiples aspects (systèmes de production, techniques agricoles, équipements, semences, protection des cultures et des récoltes, crédit, organisation des filières agro-industrielles, marchés, recherche, formation, vulgarisation, prévoyance sociale des agriculteurs...), le caractère prioritaire de chacun d'entre eux et leurs multiples interactions. Il en résulte deux attitudes opposées: soit vous vous attaquez à l'un d'entre eux, en fonction des opportunités qui se présentent, pour ne pas sombrer dans une passivité provoquée par l'énormité des défis à relever, soit vous les abordez globalement au sein d'une communauté villageoise sous forme d'une opération intégrée, comme cela a été tenté d'abord en Inde, puis en Afrique noire. Au plan intellectuel, c'est cette dernière voie qui paraît la plus rationnelle. Malheureusement les expériences¹³¹ auxquelles j'ai pu participer m'ont convaincu que si elles étaient essentielles pour la connaissance des sociétés paysannes, elles conduisaient irrémédiablement à l'échec, après quelques années de succès, pour les deux raisons suivantes :

¹²⁹ UMEAO et UMEAC

¹³⁰ Quand les paysans démontent les poutres des ponts parce qu'il n'y a plus de trafic et qu'ils estiment qu'ils peuvent en faire un meilleur usage (comme en République Démocratique du Congo et à Madagascar), cela signifie que le développement est revenu à son stade zéro.

¹³¹ Projet des villages pilotes en pays Baoulé animé par C. Bonnet, J Ripaille et G. Gleizes avec l'appui de la Station centrale d'expérimentation agricole de Bouaké (Cote-d'Ivoire).

d'abord insensiblement les activités sociales (santé, éducation,...) prennent le pas sur les activités économiques (production, artisanat), ce que l'un de mes anciens référents en Côte d'Ivoire, l'Ingénieur général Mathieu Rogier¹³², traduisait par cette expression toute paysanne « *le manguier triomphe toujours !* ». De fait progressivement il se crée un décalage entre les dépenses d'ordre social et les recettes économiques, ce qui a pour conséquence qu'à la fin du programme, en général financé par une aide extérieure, cette dynamique prometteuse s'arrête. La seconde raison est d'ordre socioculturel : lorsque vous voulez rapidement moderniser une société villageoise en réformant en même temps toutes ses facettes, vous créez bien entendu une dynamique prometteuse. Mais en même temps vous bousculez l'ordre social existant, surtout si les encadrements sociaux sont fragiles comme souvent en Afrique noire. Sans en avoir pleinement conscience, vous ravivez de vieux conflits entre les familles et vous permettez à celles qui les premières ont bien compris l'intérêt de votre opération de prendre des positions dominantes, sources de nouveaux problèmes au sein de la communauté villageoise. C'est pourquoi il me paraît essentiel, dans les opérations de vulgarisation et d'animation rurale, de laisser de l'espace et le temps aux sociétés paysannes pour leur permettre de digérer les innovations qu'on leur propose. De ce point de vue, le développement des filières de production centrées sur une culture « locomotive », comme ce fut le cas du coton dans les zones soudaniennes au cours de la seconde moitié du 20^{ème} siècle¹³³, présente bien des avantages.

S'il faut se méfier des opérations de développement intégré, malgré leur grande séduction, si toutes les facettes des sociétés agricoles et rurales africaines méritent d'être modernisées, si ces programmes ont tous des impacts sur l'ensemble des activités agricoles et rurales, il y en a pourtant qui, à l'expérience et en fonction des analyses précédentes, me paraissent plus stratégiques que d'autres et qui, de ce fait, méritent une plus grande attention des autorités responsables. Pour les choisir, je me propose d'abord de revenir sur le livre de René Dumont qui, le premier en 1962, alerta l'opinion publique sur les dérives inquiétantes qu'il observait en Afrique noire, derrière une situation globalement positive, puis d'indiquer les domaines qui me paraissent stratégiques pour le développement de l'agriculture, enfin de souligner l'intérêt pour l'Europe de continuer à s'investir dans la recherche agronomique tropicale africaine.

L'Afrique noire est mal partie ! de René Dumont¹³⁴

Je vous remercie, chers Anna et Sebastian, de m'avoir donné l'occasion de relire le célèbre ouvrage de René Dumont. Lors de sa publication en 1962, j'avais été très choqué par le titre

¹³² Mathieu Rogier (1912-1973) avait été un des compagnons du Général Leclerc. Il était en poste dans le nord du Tchad quand la seconde guerre mondiale éclata. Il se rallia immédiatement au Général de Gaulle. Il fit toute la guerre comme adjoint de Jacques Massu et fut fait Compagnon de la Libération. Il poursuivit sa carrière d'ingénieur dans les services agricoles, d'abord en Afrique Equatoriale Française, avant de la finir en Côte-d'Ivoire au cours des années 1960 où il fut le dernier directeur général français de l'agriculture.

¹³³ Sous l'instigation de la Compagnie Française Des Textiles (CFDT), créée après la seconde guerre mondiale par E. Senn, J de Cambon-Ferrière, C. Tourancheau et F. Bocchino en ont été les directeurs généraux successifs.

¹³⁴ René Dumont (1904-2001) est le plus célèbre des agronomes français contemporains. Après un premier séjour au Tonkin en 1929, suite à sa sortie de l'Agro de Paris, au cours duquel il s'opposa à l'administration coloniale, il revint dans son Ecole occuper pendant une quarantaine d'années la chaire de l'agriculture comparée. D'abord fervent défenseur des méthodes de l'agriculture américaine, il évolua peu à peu vers une critique du modèle productiviste agricole, au point de devenir en 1974 le premier candidat écologiste à une élection présidentielle. Doté d'un sens aigu de la provocation, il fut un des principaux artisans en France d'une meilleure compréhension des problèmes des pays du sous-développement. Il fut pendant de nombreuses années le principal conseiller agricole du gouvernement, tant au ministère de l'agriculture et au commissariat au plan qu'aux ministères de la France d'Outre-Mer, puis de la coopération.

de ce livre. Je savais pourtant que mon ancien professeur maniait la provocation avec un art consommé. Mais il me semblait que, pointant les difficultés du moment, il « cassait le moral » de tous ceux qui autour de moi se consacraient au développement de l'agriculture africaine. Le relisant après bientôt 50 années, je mesure mieux son importance historique puisqu'il se situe au moment où la colonisation européenne prend fin, ce qui lui permet d'en dresser le bilan « à chaud » à l'issue des nombreuses missions dans les pays tropicaux qui l'ont conduit non seulement à visiter un grand nombre de pays africains, mais aussi d'Asie (Inde et Chine) et d'Amérique latine (Brésil). Ce qui frappe d'emblée, c'est la pertinence des observations agronomiques, associée à une vision utopique du développement économique et social fondée sur le socialisme. Cela le conduit à une critique sans appel des comportements sociaux qu'il découvre dans la plupart des pays africains alors que ses éloges des politiques menées en URSS, en Chine et à Cuba suscitent aujourd'hui bien des sourires sur les lèvres de son lecteur.

Ce livre peut être considéré comme une remarquable synthèse des savoirs agronomiques à la fin des années 1950. Faisant le bilan de ses nombreuses études sur l'agriculture africaine, il passe en revue toutes les facettes du développement agricole, non seulement l'état actuel des technologies agricoles et de leur devenir, mais aussi leurs relations avec les Pouvoirs Publics, le système scolaire, le crédit, la coopération, l'industrialisation et en général avec le développement économique et social. Il met en valeur les initiatives les plus novatrices de cette époque, comme l'animation rurale, lancée par l'IRAM¹³⁵ au Maroc dans les années qui ont suivi l'Indépendance.

Bien des propositions paraissent aujourd'hui naïves, comme celle de remplacer la forêt naturelle par une forêt plantée, ou encore ses propositions de planification agricole. Mais nous aurions tort de nous esclaffer, car la lecture de ce livre souligne combien les connaissances agronomiques étaient encore rudimentaires à cette époque¹³⁶. Ceci explique qu'elles étaient disparates, certaines productions étant mieux connues, par exemple les cultures qui bénéficiaient des marchés à l'exportation, alors que les cultures vivrières, en l'absence d'agglomérations urbaines, se limitaient pour l'essentiel à l'auto-subsistance. En particulier les « approches systèmes » en étaient à leurs débuts. René Dumont insiste surtout sur la complémentarité de l'agriculture et de l'élevage, à l'image de l'expérience européenne. C'est tout à fait justifié pour les régions de savane, mais plus problématique pour les zones forestières.

Cela ne l'empêche pas de mettre le doigt sur les deux grands problèmes qui de mon point de vue expliquent la situation actuelle de l'Afrique de l'ouest et qu'à l'époque j'avais largement sous-estimés:

- La mauvaise gouvernance est pour René Dumont la principale cause du « mauvais départ de l'Afrique ». Il fustige l'orientation qui a été donnée aux crédits du FIDES: trop de crédits ont été affectés à l'infrastructure administrative et sociale, pas assez au développement économique et à la formation d'un vrai paysannat. Il observe partout, à sa grande colère, la constitution d'une bureaucratie prédatrice qui se substitue à l'administration coloniale, en en reprenant tous les vices sans toujours apporter aux

¹³⁵ L'Institut de Recherches et d'Application des Méthodes du développement fut créé au Maroc au moment de l'Indépendance par Yves Guoussault et Henriette de Chaponay, dans la mouvance de Mohamed Ben Barka, ce qui explique que plus personne n'en garde le souvenir aujourd'hui au Maroc. Au départ, les deux premiers pays qui ont accueilli ses programmes au cours des années 1960 furent le Sénégal de Mamadou Dia, puis le Chili de Salvatore Allende avec la participation passionnée de René Billaz. Guy Belloncle y a longtemps travaillé et a beaucoup écrit sur cette expérience qui se poursuit encore aujourd'hui.

¹³⁶Exemple : Maurice Rossin me racontait que lorsqu'il est arrivé à l'office du Niger en 1936, on ne connaissait pas encore exactement la bonne date pour le semis du coton...

populations les services publics dont elles ont si grandement besoin. Il proteste contre le mépris du travail manuel que manifestent en toutes circonstances les nouvelles classes dirigeantes. Il regrette avec véhémence le poids disproportionné des charges de fonctionnement de l'Etat par rapport aux investissements, ce qui a pour résultat que ceux-ci sont déjà à cette époque réalisés pour l'essentiel sur les fonds apportés par l'aide extérieure. Il note partout des comportements prédateurs vis-à-vis des plus faibles, exigeant des contributions financières et/ou en nature sans commune mesure avec les services rendus (métayage, usure). Il s'indigne de voir l'épargne locale retourner vers la France au lieu de s'investir localement,...En regard il exalte les comportements vertueux et militants des cadres chinois : on sait aujourd'hui que la réalité était moins idéale, même si le dévouement des militants du parti communiste chinois a été longtemps exemplaire.

- René Dumont insiste également déjà beaucoup sur l'impact de la croissance démographique en Afrique noire qu'il évaluait à 3% par an et sur les défis qui en résultent. C'était depuis longtemps une de ses obsessions. Je me rappelle d'une conférence-débat à l'Agro de Paris, alors que j'étais étudiant, entre René Dumont et le Père de Lespinasse sur ce sujet. Nous pensions que notre cher Professeur n'allait faire qu'une bouchée de son interlocuteur. Il avait commencé à faire son cirque habituel en épluchant ostensiblement une orange au début du débat. Mais le Jésuite avait été très habile pour défendre les positions de l'Eglise en soulignant, à partir de l'exemple de l'Ile de la Réunion, l'importance du facteur humain dans le développement économique. Aujourd'hui je pense que les craintes de René Dumont étaient fondées et que dans ce domaine il avait vu juste.

La balkanisation de l'Afrique noire constitue une autre préoccupation constante de l'ouvrage. Il souligne qu'aucun des nouveaux Etats ne réunit les conditions indispensables au développement industriel dont il souligne le rôle moteur dans le développement économique et tout particulièrement vis-à-vis de l'agriculture. Cette balkanisation accroît les charges administratives au détriment du développement économique. René Dumont rêve d'une unité africaine qui réduirait les dépenses militaires et de représentation diplomatique. Il est persuadé que cette balkanisation est le résultat des manigances du pouvoir colonial pour maintenir son influence.

La principale faiblesse de la réflexion de René Dumont est dans le domaine sociologique : il constate des dérives graves dans la gouvernance des nouveaux Etats qui vont, prophétise-t-il à juste titre, conduire l'Afrique noire à sa ruine. Mais sa condamnation relève de l'ordre moral. Si les fonctionnaires se comportent mal, c'est qu'ils sont presque tous mauvais. Il les juge comme s'ils étaient en poste à Romorantin. Il ne prend pas en considération l'immense frustration qu'a constituée la période coloniale, ni l'immense ressentiment qui en est résulté. Pour illustrer mes propos, je prendrai pour exemple le chapitre 16 qu'il consacre au plein emploi. Constatant que dans les régions rurales africaines, il y a de nombreuses périodes au cours desquelles les activités agricoles laissent beaucoup de temps inoccupés, il considère à juste titre qu'il y a là un potentiel à mobiliser pour accélérer le développement agricole. Il en fait même une des priorités de l'action publique en observant que pendant les premières étapes du développement les capitaux seront rares. Tout naturellement il cite l'exemple de la Chine, alors en pleine *révolution culturelle*. Il néglige complètement que ces deux régions du monde étaient à cette époque dans deux contextes sociologiques très différents : L'Afrique noire pratiquait encore majoritairement l'agriculture itinérante qui ne demande que quelques heures de travail agricole par jour en moyenne (essentiellement des travaux d'abattis complétés par le feu). Alors qu'en Chine une longue évolution avait habitué le paysan chinois

à allonger ses journées de travail agricole pour tirer durablement davantage de sa terre, mais avec une productivité du travail bien moindre, pour nourrir une population bien plus importante sur une surface limitée¹³⁷. Or dans toutes les civilisations, le travail agricole a mauvaise presse, à la différence de la chasse, de la pêche et des activités artisanales. Il a fallu un long processus –coercitif– pour que les paysans acceptent de travailler la terre plus longtemps. La Genèse de la Bible en rend témoignage : *Le paradis terrestre* fut le moment où les populations avaient suffisamment d'espace pour satisfaire leurs besoins avec des pratiques agricoles très légères. C'est la densification des peuplements humains qui a obligé les hommes à l'abandonner pour *gagner leur pain à la sueur de leurs fronts*. Ils ont vécu ce changement comme une malédiction¹³⁸. J'en ai moi-même fait l'expérience en Côte-d'Ivoire : Une coopération s'était établie avec Taiwan et une équipe de techniciens chinois était venue faire une démonstration de riziculture irriguée dans des bas-fonds situés au milieu de la forêt ivoirienne. En quelques mois, elle avait installé de magnifiques rizières qu'elle a cultivées pendant plusieurs années. Naturellement les paysans voisins ont regardé cette expérience avec beaucoup d'intérêt. Mais aucun d'entre eux ne l'a imitée : non pas qu'ils étaient trop bêtes pour comprendre l'intérêt de l'opération, mais parce qu'ils étaient trop intelligents pour ne pas en percevoir les conséquences en matière de temps de travail agricole (et de risques encourus). Car si le temps non occupé par les activités agricoles est en général important lorsque les systèmes de production sont peu intensifs, cette disponibilité est très appréciée par les populations traditionnelles. Elle s'inscrit dans une philosophie de la vie. C'est trop simple de les accuser de paresse. Sa mobilisation suppose des changements culturels fort coûteux qui demandent beaucoup de temps. Je regrette que trop souvent René Dumont en soit resté à une condamnation morale, sans se demander les raisons profondes de ces comportements de populations ni meilleures, ni pires que d'autres, mais qui se trouvent à un stade d'évolution culturelle différent.

En définitive, *L'Afrique noire est mal partie !* reste un livre fondamental pour l'histoire de l'agriculture africaine : il en dresse un bilan très documenté et averti au moment charnière de la décolonisation, et il est le premier à avoir alerté l'opinion publique sur des dérives qui allaient prendre tant d'ampleur au cours de la fin du vingtième siècle et qui expliquent en grande partie les difficultés actuelles. Il mériterait une relecture attentive des chapitres consacrés au développement agricole pour confronter ses diagnostics et ses propositions à l'expérience accumulée de cinquante années d'expériences agricoles et de recherches agronomiques. Cela pourrait constituer une bonne façon de célébrer le cinquantenaire de la publication de ce livre si important dans l'histoire de l'agriculture africaine.

Les axes prioritaires des politiques agricoles africaines

Mon analyse sur la situation actuelle de l'Afrique de l'ouest conduit à souligner que celle-ci est d'abord le résultat de chocs de nature socioculturelle qui ont pour conséquences de restreindre progressivement les visions spatio-temporelles des acteurs, d'où des comportements commandés par l'urgence du quotidien et ne prenant en compte que les contextes locaux. Ce qui s'avère catastrophique dans un monde en voie de globalisation. Si cette analyse est recevable, les politiques agricoles africaines doivent s'attacher en priorité à favoriser un élargissement des perspectives spatio-temporelles de manière à mieux valoriser les efforts individuels et collectifs et améliorer l'insertion de l'Afrique noire dans l'économie mondiale. En s'inscrivant dans les analyses que je viens de présenter, les politiques agricoles

¹³⁷ Cf. Le tableau sur les systèmes de production en annexe.

¹³⁸ La pénibilité, ressentie de tous temps, du travail agricole est certainement à l'origine de la pratique de l'esclavage.

africaines doivent en priorité s'attacher à de nouveaux mécanismes de gouvernance permettant de faire émerger, dans le plus grand consensus, des choix qui soient cohérents entre eux. Cela me conduit à retenir trois domaines essentiels que je vais traiter successivement :

- Redonner la priorité au long terme
- Relancer les politiques foncières
- Faire émerger des marchés régionaux

J'ai bien conscience que chacun de ces domaines est à la fois un facteur d'évolution, mais aussi le résultat de celle-ci. Ce qui explique que ces domaines, pour essentiels qu'ils soient, comptent aussi parmi les plus difficiles à maîtriser. Ils sont souvent au cœur des dynamiques politiques locales et nationales. De ce fait, les agences internationales de développement ont quelques scrupules à y intervenir. Et pourtant il me semble que ce sont les thématiques agricoles qu'il faut *travailler* en priorité avec nos partenaires africains.

Redonner la priorité au long terme à travers une relance des politiques institutionnelles

Redonner la priorité au long terme sur les préoccupations du quotidien est une nécessité pour relancer les politiques agricoles africaines, même si c'est très difficile du fait de situations locales souvent dramatiques. Mais en agriculture et en gestion des espaces forestiers et naturels, il n'existe aucune démarche de progrès qui ne s'inscrive dans la durée. Il faut donc mobiliser toutes les énergies dans cette direction et aux différents niveaux :

A) Au niveau local, il est très important de sensibiliser les populations sur l'histoire de leurs territoires, afin d'y inscrire les événements du quotidien. C'est fondamental pour consolider leurs identités si bousculées par les phénomènes de mondialisation. C'est aussi essentiel pour qu'elles comprennent les changements qu'elles subissent afin de pouvoir agir sur eux. Il y a un rôle important à jouer par les ONG en s'appuyant sur les méthodes de l'éducation populaire et en mobilisant différents outils dont des photos aériennes qui couvrent l'Afrique noire depuis au moins cinquante années. Il faut encourager des débats sur l'avenir des territoires à travers des enquêtes impliquant une participation active des habitants. Cette prise de conscience de l'importance de la durée par l'opinion publique de base est essentielle à la relance des politiques agricoles.

B) Rappelons qu'il faut au moins cinq années pour créer une rizière, même en Asie ; deux années pour construire une usine agro-alimentaire ; une quinzaine d'années pour l'amortir ; une dizaine d'années pour mettre en place une filière de production, depuis le champ jusqu'au consommateur ; plusieurs dizaines d'années pour gérer rationnellement un massif forestier... En agriculture il est donc nécessaire de disposer de perspectives pluriannuelles, partagées par tous les acteurs, de manière à réduire les incertitudes, donc les risques, et faciliter les décisions d'investissement. Or dans la situation actuelle de l'Afrique subsaharienne, le marché, seul, quoiqu'en disent les tenants de l'Ecole de Chicago, est incapable d'apporter ce service. Seule, la Puissance Publique est en mesure d'organiser les débats collectifs qui permettront de construire l'avenir de l'agriculture. Cependant les plans d'ajustement structurels qui ont été mis en place par la Banque mondiale et le Fonds Monétaire International au cours des années 1980, dans le cadre *du consensus de Washington*¹³⁹, ont été

¹³⁹ Serge Michailof qui a fait partie pendant de longues années des équipes de direction de l'AFD et de la Banque mondiale, présente dans son livre, déjà cité, cette politique de manière beaucoup plus positive. Mais je ne peux qu'en constater les effets catastrophiques sur les administrations africaines.

dévastateurs pour les administrations. Certes les déséquilibres budgétaires à cette époque étaient tels qu'il fallait réagir. Mais les difficultés liées à ce changement d'orientation ont été amplifiées par l'idéologie dominante propagée par l'Ecole de Chicago qui l'accompagnait. Du fait du blocage brutal des recrutements administratifs, de la limitation drastique des moyens de fonctionnement des services, mais surtout du dénigrement systématique de l'action de l'Etat dans les domaines non régaliens (force publique, monnaie et justice), il n'y a aujourd'hui en Afrique noire aucun Ministère de l'agriculture qui soit porteur d'une vision stratégique. La politique agricole se réduit à un ensemble de projets, mal coordonnés entre eux, qui ont généré des administrations parallèles, très sectorialisées. Il est regrettable, mais compréhensible, que leur seul objectif soit de perdurer une fois que le projet qui les a vu naître s'est achevé pour maintenir le plus longtemps possible à leur personnel les avantages liés aux projets financés par l'étranger. Ainsi, lorsqu'on se déplace dans une capitale africaine, le regard est attiré par la floraison des panneaux placés devant le siège des différents projets qui sont autant de petites administrations luttant pour leur survie. C'est ce que j'appelle *la politique de l'artichaut* puisque chacune d'entre elles est comme autant de feuilles successives autour des ministères agonisants.

Aujourd'hui une prise de conscience commence à se manifester vis à vis des effets pervers de cette politique. Mais il faudra beaucoup de temps pour reconstruire une administration qui reprenne confiance en elle, qui retrouve ses valeurs de service public et qui soit capable de rejouer son rôle d'animateur au niveau national. Raison de plus pour s'y attaquer sans tarder. J'ai été heureux de vivre une telle renaissance au Maroc avec le lancement en 2008, à l'initiative du Roi Mohamed VI, du Plan Maroc Vert. Ce qui est tout à fait significatif est qu'au départ le Ministre de l'agriculture avait fait appel à un célèbre cabinet d'audit américain pour concrétiser l'initiative royale. Celui-ci s'est naturellement surtout intéressé à ce que l'on dénomme *le Maroc utile* (les grandes plaines fertiles et les périmètres d'irrigation). La chance a voulu que le Conseil Général du Développement Agricole (CGDA) du Ministère marocain de l'agriculture soit présidé par une personnalité de grande valeur, le Professeur Mohamed Aït Kadi. Celui-ci proposa de rééquilibrer l'exercice en le prenant en charge, sous la terminologie d'un volet 2 (le volet 1 concernait la partie confiée aux experts américains et qui était limitée aux zones productives). Il initia donc une réflexion stratégique sur l'avenir agricole et rural des zones difficiles, essentiellement les régions montagneuses et les oasis. Ces régions continuent en effet de jouer un grand rôle dans l'équilibre politique du Royaume. Cet exercice a été conduit à bien en s'appuyant prioritairement sur l'administration marocaine, aidée de quelques experts français¹⁴⁰. Il a permis de renouveler la vision des questions agricoles et rurales au Maroc et a débouché sur des réorganisations de l'administration marocaine et de son fonctionnement qui étaient attendues depuis longtemps.

J'ai vécu deux exemples moins probants avec le Sénégal et le Mali : au début des années 2000, le Sénégal, puis le Mali, se sont lancés dans l'élaboration d'une loi d'orientation agricole qui avait pour objectif d'organiser un vaste débat sur l'avenir de leurs agricultures. Cette réflexion collective a été de bonne qualité et elle a débouché dans l'un et l'autre pays sur des textes législatifs novateurs. Malheureusement l'intendance n'a pas suivi et on est vite retombé dans les travers habituels. J'ai essayé au sein d'une Commission Franco-Sénégalaise pour l'Agriculture de prolonger ces réflexions, hélas sans grand succès jusqu'à maintenant. Mais cet échec relatif ne doit pas décourager de nouvelles initiatives.

¹⁴⁰ Parmi lesquels il faut citer Guillaume Benoît, IGPEF, remarquable coopérant technique, mis à la disposition du CGDA par le Ministère français des affaires étrangères pendant plusieurs années.

Ces exemples montrent l'importance de l'administration dans l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies agricoles nationales. Elles seules sont capables de replacer le long terme dans l'actualité. La modernisation des ministères africains de l'agriculture est donc une tâche tout à fait prioritaire : il faut revoir leurs organisations, leurs procédures, leurs politiques des ressources humaines et leurs moyens d'action, en supprimant toutes les organisations issues des projets internationaux qui polluent le paysage administratif. C'est une tâche très difficile, d'abord parce que l'idéologie de l'Ecole de Chicago est toujours présente, que malheureusement les fonctionnaires les plus compétents ont quitté depuis longtemps leurs administrations d'origine et que la situation est aujourd'hui telle qu'il faut avoir l'âme d'un militant pour se lancer dans l'aventure. D'autant que le clientélisme ambiant, fondé sur la conviction des hommes politiques qu'ils seront jugés d'abord sur leur capacité à trouver n'importe quel emploi à leur électorat, ne facilite pas un recrutement administratif fondé principalement sur la qualité. C'est pourtant la première des tâches si on veut relancer l'agriculture africaine. Il ne faut pas hésiter à y détacher des conseillers européens à cette fin si les Etats en font la demande.

Il faut dire quelques mots sur le rôle des agences internationales de développement, telles que l'AFD ou la deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ). Sous l'influence américaine, elles ont mis l'accent sur le financement des projets au détriment de programmes engagés sur une longue durée et des politiques institutionnelles. Cette orientation a sa justification politique en ce sens qu'elle respecte l'autonomie des Etats africains et qu'elle permet aux ambassadeurs de conduire une politique dynamique de communication. Puis-je faire observer cependant que cela n'avait pas empêché les agences internationales de développement de leur imposer une réforme administrative majeure, certes nécessaire mais pas avec cette brutalité, au moment des plans d'ajustement structurel ? Mais, outre qu'une aide internationale fondée essentiellement sur les projets accentue les visions à court terme, elle entraîne des coûts de négociation souvent excessifs par rapport aux capacités réelles des Etats africains. On ne peut donc qu'encourager les agences internationales de développement à jouer tout leur rôle dans la modernisation des administrations africaines, qui est d'ailleurs indispensable au succès durable de leurs opérations, et à veiller que les projets financés par l'aide publique internationale soient au service de politiques institutionnelles à la base du développement agricole. Leur négociation devient alors un excellent exercice pour aider les administrations africaines à penser leur avenir. A cet égard les récentes procédures *Poverty Reduction strategy Program* de la Banque mondiale¹⁴¹ et des *Documents Communs de Partenariat* instaurée par le ministère des affaires étrangères pour réguler les interventions de l'AFD dans les Etats africains francophones, sont des initiatives utiles à condition que ce ne soient pas des exercices formels et qu'elles puissent s'appuyer sur des réflexions stratégiques, impliquant fortement les organisations professionnelles agricoles et allant au-delà de la période quinquennale qui est en général imposée.

C) Il y a un lien étroit entre l'espace et le temps : allonger le pas de temps conduit à élargir l'espace géographique considéré. Il n'y aura pas de prise en compte de la longue durée si les réflexions agricoles n'embrassent pas de larges parties de l'Afrique, surtout dans le monde du 21^{ème} siècle dominé par des pays-continentaux. Or je suis frappé de constater combien les pays africains connaissent tout de leurs anciennes métropoles (alors que malheureusement l'inverse n'est plus vrai) et peu ce qui se passe dans les pays voisins. Il est donc nécessaire de développer une vision africaine de l'agriculture, d'autant plus que la diversité des climats devrait favoriser leurs complémentarités. Il faut également noter que dans toutes les grandes

¹⁴¹ Engagée dans le cadre de l'initiative « Pays Pauvres Très Endettés », vite transformée par l'humour africain en *Petit Peuple Très Enervé* !

négociations internationales (OMC, changement climatique), l'Afrique ne peut être présente que si elle parle d'une seule voix¹⁴², ce qui exige que les opinions publiques puissent bien appréhender les intérêts légitimes de leurs voisins et soient sensibilisées aux problèmes de l'Afrique dans son ensemble. Il faut donc favoriser toutes les occasions de rencontres entre les populations et les professionnels des Etats africains. Le rôle des média (presse, télévision, cinéma,...) dans l'émergence d'une opinion publique africaine n'a pas besoin d'être souligné.

Au moment de la décolonisation, différentes institutions ont été mises en place pour préserver au niveau de l'enseignement supérieur et de la recherche un espace commun à tous les Etats d'Afrique noire francophone. Mais du fait de sa balkanisation, il s'est avéré très difficile de les faire vivre. Deux exemples de réussite dans le domaine agricole auxquels j'ai été heureux de participer, peuvent être cités :

- Pour mutualiser les moyens de l'enseignement supérieur agronomique afin de constituer des pôles d'excellence en Afrique noire et former dans un même lieu les cadres¹⁴³ venant de tous les pays du continent, il a été envisagé au cours des années 1970 de créer des Ecoles Inter-Etats spécialisées. In fine deux seulement ont été mises en place: une Ecole vétérinaire à Dakar et une école du Génie Rural à Ouagadougou. Cette dernière qui rassemble une école d'ingénieurs, une école de techniciens supérieurs, un centre de recherches et un centre d'appui technique est devenue un institut international africain de technologie¹⁴⁴ apprécié en Afrique et en Europe avec laquelle elle a noué de nombreuses relations universitaires.
- L'autre exemple concerne la recherche agronomique africaine. La création du CIRAD s'est accompagnée de la dévolution de ses différentes stations africaines aux Etats où celles-ci étaient localisées. Pour limiter les effets néfastes de cette balkanisation, j'ai déjà raconté l'initiative prise en 1987, en tant que responsable du CIRAD, de créer une Conférence de la Recherche Agronomique Francophone qui réunissait régulièrement les dirigeants africains et français de manière à mutualiser au mieux les moyens de recherche existants dans le cadre d'une stratégie de recherche commune au service des agricultures africaines. Cette organisation fonctionne toujours. : les responsables français s'en sont retirés et elle s'est élargie aux états anglophones de la région centre et ouest de l'Afrique noire. Mais elle a conservé son sigle initial tout en changeant le contenu de son appellation.

Une des évolutions les plus positives de ces dernières années est le développement des échanges entre paysans. Il faut saluer l'action de la Fondation FARM, dirigée par Bernard Bachelier et soutenue notamment par le Crédit Agricole, pour favoriser ces rencontres et ses réflexions en commun. Cette action favorise l'émergence de leaders compétents et dynamiques qui sont à la base de toute réussite agricole. Il est peut-être encore de la responsabilité des ex-puissances coloniales d'utiliser leurs vieilles relations pour favoriser ces échanges indispensables. On ne peut que se réjouir en particulier que chaque Salon

¹⁴² Ce qui est chaque fois un véritable challenge, compte tenu de la diversité de l'Afrique. Sans parler du problème que posent l'Afrique du sud et le Nigeria, du fait de leurs tailles.

¹⁴³ Rappelons l'importance politique qu'a eu le fait que toutes les premières générations de cadres africains francophones venant de toutes les colonies ont été formées ensemble à Paris (avec pour mémoire la célèbre Fédération des Etudiants de l'Afrique Noire Francophone -FEANF), ce qui a créé entre eux des liens indéfectibles. La situation est moins favorable aujourd'hui, puisque la plupart des étudiants africains qui sont d'ailleurs heureusement beaucoup plus nombreux, est formée au sein de leurs universités nationales, sauf pour ceux qui poursuivent des études doctorales, le plus souvent en dehors de l'Afrique noire.

¹⁴⁴ L'Ecole Inter-Etats d'Equipement Rural et l'Ecole des Techniciens Supérieurs de l'Hydraulique et des Equipements Ruraux ont fusionné en 2005 pour former l'Institut International de l'Ingénierie pour l'Eau et l'Environnement (2IE).

International de l'Agriculture à Paris soit l'occasion de fructueuses rencontres. Bien entendu le risque latent est que se constitue un groupe de *spécialistes des rencontres internationales* qui monopolisent à leur profit le désir des Européens de favoriser l'émergence d'une vision véritablement africaine du développement agricole et qui se coupent progressivement des paysans. Ils ne peuvent plus alors les aider à dépasser leurs problématiques locales pour comprendre les évolutions du monde qui les entoure afin d'être capables d'agir sur lui. C'est pour cela qu'il faut veiller, avec doigté, à favoriser une bonne rotation des personnalités appelées à participer à ces rencontres.

En conclusion, les politiques agricoles ont oscillé depuis l'indépendance entre des démarches très volontaristes, sous forme de plans de développement plus ou moins contraignants selon les régimes politiques des Etats, qui ont été décrits par René Dumont dans son ouvrage et largement pratiqués jusque dans les années 1980, et un retrait presque total de la Puissance Publique depuis la mise en œuvre des plans d'ajustement structurel, en limitant l'aide internationale au financement de projets. Le temps est venu de redonner toute leur place aux politiques institutionnelles à tous les niveaux (local, national et régional) et notamment au rôle de l'Etat dans les politiques agricoles.

Relancer les politiques foncières¹⁴⁵

Parmi les politiques institutionnelles, les politiques foncières occupent une place essentielle :

Pendant des millénaires, comme je l'ai déjà exposé, le mode dominant de l'agriculture de l'Afrique subsaharienne a été l'agriculture itinérante à jachère longue. Comme la tribu ne revenait que tous les 30 à 40 ans sur la même parcelle, la relation des paysans à la terre était légère: il n'y avait pas d'appropriation individuelle, ou même familiale, des sols. Ceux-ci étaient gérés par un *chef de terre* qui descendait généralement de la première famille s'étant installée sur le territoire, aidé en général par un conseil des anciens représentant tous les clans. Les coutumes assuraient une gestion durable des terres, en sachant que du fait du système d'exploitation pratiqué, il n'y avait aucun investissement foncier. C'était le sort qui répartissait, années après années, les terrains sans prendre en compte leur fertilité naturelle qui de toutes façons variait peu.

Malheureusement, ces systèmes d'exploitation ne sont compatibles, nous l'avons vu, qu'avec une faible densité démographique (de l'ordre de quelques habitants par ha). Dès que celle-ci augmente, le choix se situe entre l'avènement d'un nouveau système d'exploitation, plus productif mais aussi plus intensif en travail –ce qui demande du temps-, ou dans la destruction des écosystèmes. C'est la situation actuelle de l'Afrique subsaharienne. Par ailleurs en régions forestières, les coutumes traditionnelles ont été bousculées par le développement de plantations arbustives, surtout de café et de cacao, qui créent des liens durables entre certaines parcelles de forêt et certaines familles. Ainsi, les coutumes qui régulaient la gestion des terres ne sont plus respectées aujourd'hui.

Dernier aspect de la question, et pas le moindre, l'apparition avec la colonisation d'un droit positif, fondé sur des textes juridiques inspirés du droit romain et volontiers impérialistes. Ce droit se développe à partir des zones urbaines mais concerne de plus en plus les zones rurales, à commencer par celles qui sont en périphérie des agglomérations. Il ne faut donc pas

¹⁴⁵ Philippe Lavigne-Delville *Sécurisation foncière, formalisation des droits, institutions de régulation foncière et investissements* revue du foncier FAO 2010

s'étonner si les conflits concernant l'usage des terres se multiplient dans toute l'Afrique subsaharienne.

Je considère donc que la réforme des régimes fonciers est une thématique hautement prioritaire pour les cinq raisons suivantes :

- D'abord il est nécessaire de sortir aussi vite que possible de l'incertitude juridique actuelle qui constitue un facteur grave de troubles pour la paix civile ainsi qu'un obstacle très sérieux au développement agricole.
- Pour relever les défis agricoles actuels, il faut faire émerger un nouveau système agricole, certes plus intensif en travail, mais qui permettra de produire davantage et durablement par ha. Ces nouveaux modes de production nécessiteront notamment que les paysans investissent dans les améliorations foncières pour maintenir la fertilité de leurs sols. Ils ne le feront que s'ils sont assurés de bénéficier, et à travers eux leurs descendants, des efforts qu'ils consentiront à cet effet. Il est donc nécessaire de procéder à une sécurisation des droits fonciers traditionnels, opération délicate entre toutes, mais indispensable. Car si elle n'est pas entreprise, c'est toute l'agriculture africaine qui en pâtira, peut-être définitivement. C'est donc une question vitale.
- Le développement de l'agriculture nécessite de mobiliser non seulement le travail des paysans, mais aussi des financements. Au cours des premières étapes du développement agricole, les voies classiques du financement suffisent amplement. Mais lorsqu'on atteint un certain stade, il faut rechercher des financements supplémentaires. Si les biens agricoles ne disposent pas de titres fonciers, ils ne peuvent pas être mobilisés à cette fin. En leur absence, il est difficile de créer un véritable marché foncier. Créer des titres fonciers ouvre donc un nouvel accès au financement. Bien entendu l'histoire nous apprend que le développement de l'hypothèque des terres agricoles pour garantir un financement bancaire et celui des ventes de biens fonciers ne sont pas sans risque, celui en particulier de voir des financiers sans scrupule manipuler les chefs de village pour acquérir leurs terres à vil prix. Il est donc nécessaire de mettre en place une réglementation pour le maîtriser. C'est indispensable au développement de l'agriculture.
- La création de titres fonciers, même simplifiés, nécessitera, à un moment donné du processus, la mise en place des outils de gestion justifiant l'établissement d'une taxe pour en financer le coût. Si l'agriculture s'intensifie, grâce à cette réforme foncière, il ne serait pas illégitime qu'elle contribue, à travers un impôt foncier raisonnable, au financement des collectivités locales. En effet cette dernière question est aujourd'hui lancinante en Afrique subsaharienne. C'est elle qui justifie, en partie, que des péages multiples soient perçus sur les axes de communication, entravant de ce fait le développement économique des pays africains. Rappelons que c'était la situation de l'Europe médiévale avant que progressivement l'évolution des institutions politiques permette de trouver des ressources publiques *ne tuant pas la poule aux œufs d'or* ! Je ne doute pas que les opinions publiques africaines fassent rapidement le même constat, ce qui poussera les élus à rechercher des ressources alternatives auxquelles pourrait participer un modeste impôt foncier.
- Enfin la sécurisation des droits fonciers traditionnels des terres a toute sa place dans la révolution culturelle que l'Afrique noire doit accomplir. Les systèmes de cultures itinérantes s'inscrivaient dans la perspective d'un monde cyclique qui est en train de disparaître. Les vieilles coutumes ne sont plus respectées, non seulement parce que la croissance démographique ne permet plus de les mettre en œuvre, mais surtout parce que les mentalités évoluant, elles ne sont plus acceptées par les jeunes. La révolution agricole que doit accomplir l'Afrique noire repose sur une conception du temps

linéaire, le futur ne pouvant reproduire le passé. Le paysan, en investissant dans son champ pour en améliorer la fertilité, travaille pour que sa famille puisse vivre demain dans des conditions meilleures que celles d'aujourd'hui. Ce qui est difficilement compréhensible pour la mentalité traditionnelle toujours hantée par un âge d'or mythique. Enraciner un paysan dans son champ, c'est l'inciter à placer son labeur dans une perspective de long terme, c'est aussi participer à l'évolution de l'opinion publique qui est indispensable pour relever les défis d'aujourd'hui.

Beaucoup d'experts et d'élus africains partagent mon opinion. Pourtant si beaucoup de réformes foncières en Afrique noire (Niger, Côte-d'Ivoire, Sénégal, Mali,...) sans parler de Madagascar, ont été engagées, peu d'entre elles ont été jusqu'au bout du processus pour les raisons suivantes.

- Le contexte n'y est pas très favorable : l'actualité de l'Afrique subsaharienne est dominée par l'obsession du quotidien. Les réformes qui concernent le long terme ne trouvent pas naturellement un écho favorable. Et pourtant leur réalisation permettrait aux opinions publiques de donner plus de considération au temps long.
- Il y a toujours eu des relations d'ordre sacré entre l'homme et la terre. Toucher à cette dernière s'accompagne toujours de beaucoup d'émotions. On le constatait en France lorsqu'il était procédé aux opérations de remembrement des terres agricoles pour améliorer leurs conditions d'exploitation¹⁴⁶. D'où une appréhension bien légitime des élus à se lancer dans des opérations aussi délicates.
- Les coutumes foncières africaines présentent une double complexité :
D'abord celle des relations familiales, caractérisées par l'importance des liens collectifs, les ethnies de tradition matrilineaire se distinguant de celles de tradition patrilinéaire notamment en ce qui concerne la dévolution des droits traditionnels sur la terre.
Ensuite les terroirs africains sont souvent l'objet d'usages multiples : cultures vivrières, mais aussi pâturage, cueillette, ...impliquant souvent divers individus et familles dans la gestion d'une même parcelle. Les zones de transhumance traditionnelle des troupeaux en fonction de la saison des pluies constituent un cas exemplaire : elles font l'objet de négociations difficiles entre les éleveurs et les agriculteurs. C'est notamment le cas au Mali lorsque les troupeaux traversent le Niger pour gagner les pâturages situés au nord du fleuve au début de la saison des pluies, puis s'en retournent lorsque la saison sèche revient. Des pratiques coutumières, accompagnées de fêtes pour en souligner la solennité, comme *le Dioro*, règlent jusqu'à présent ces situations. Même si leur respect est de plus en plus difficile à assurer, la prudence des autorités vis-à-vis de leur réforme est compréhensible.
- Il y a également l'histoire récente de l'Afrique: Avec la colonisation européenne, les sols urbains ont fait l'objet de titres de propriété. Les terres rurales qui en étaient dépourvues, ont pu être considérées par certains gouvernants comme des terres sans maître, donc appartenant à l'Etat. Les droits traditionnels qui les affectaient, étaient niés ou purement et simplement ignorés au prétexte que ces droits n'étaient pas appuyés sur des documents écrits¹⁴⁷. De plus au cours de l'histoire agitée de l'Afrique noire depuis l'Indépendance, certains droits fonciers ont été abolis, car considérés

¹⁴⁶ Ces opérations étaient nécessaires lorsqu'il y avait un lien étroit entre le droit de propriété et celui de l'exploitation. Aujourd'hui, ce lien s'est distendu, ce qui rend les opérations de remembrement moins nécessaires, sauf dans le cadre de réalisation de nouvelles infrastructures publiques.

¹⁴⁷ Malgré les célèbres adages romains que me répétait mon Grand-père, juriste : *possession vaut titre* et *l'usage crée le droit* !

comme féodaux. Mais ces décisions ne sont pas acceptées par les familles qui en ont été dépossédées. Lancer une réforme foncière pourrait raviver des plaies encore vives.

- Enfin le développement des agglomérations suscite une vive spéculation sur les terres périurbaines. Certains groupes n'ont pas intérêt à ce que les droits des populations traditionnelles soient reconnus avant que leurs terres ne soient urbanisées.

Face à tous ces obstacles faut-il renoncer ? Je ne le crois pas en raison des enjeux stratégiques qui sont liés à ces thématiques. Remarquons que dans certains territoires, comme par exemple, au sud du Mali, les situations foncières sont stabilisées. Leur développement agricole qui a été remarquable au cours des dernières années serait facilité si des titres fonciers prenaient le relais. Par ailleurs, toutes les expérimentations insistent sur les deux points suivants :

- Une sécurisation des droits fonciers ne peut qu'être progressive dans le temps et dans l'espace. Elle est liée à la valeur des terres et à l'état du marché foncier. Les outils à mobiliser sont donc divers, allant de contrats sous seing privé à des systèmes d'information foncière garantis par l'Etat, en passant par des registres de transaction, plus ou moins associés à des fonds carto-graphiques.
- Une sécurisation des droits fonciers n'est possible que si elle peut s'appuyer sur des instances locales de gouvernance capables de gérer au mieux les éventuels conflits fonciers. A cet égard, il y a une évolution politique dans de nombreux pays africains qui ouvre des possibilités nouvelles : la création de communes rurales gérées par des conseils élus. Il devrait donc être possible de faire voter au Parlement une loi-cadre posant les grands principes d'une loi foncière, mais prévoyant que celle-ci serait progressivement mise en œuvre au niveau des communes, en fonction des situations locales. Ce qui conduirait les communes volontaires à constituer des commissions élues, avec la participation active des agriculteurs locaux, pour reconnaître et expliciter les droits traditionnels sur leur territoire, d'abord pour les sécuriser, puis amorcer la création d'un livre foncier. Bien entendu des voies de recours raisonnables devraient être ouvertes à tous les citoyens qui estimeraient avoir été lésés par ces opérations. Puis-je rappeler que le cadastre des communes françaises a été décidé par Napoléon I et que cette opération s'est étalée sur près de quarante années ? Que les opérations de remembrement peuvent faire l'objet de contentieux devant le Conseil d'Etat qui peuvent durer des dizaines d'années ? L'important est de relancer les politiques favorisant la sécurisation des droits fonciers traditionnels en réglant d'abord les cas les plus faciles avant de s'attaquer aux situations plus délicates.

Faire émerger des marchés régionaux agricoles

L'autre politique institutionnelle à laquelle je suis très attaché est celle des marchés agricoles régionaux. Pour l'instant, elle relève de l'utopie. Mais elle me paraît néanmoins essentielle à partir des expériences accumulées par les politiques agricoles qui ont réussi dans le monde. J'en distinguerai deux tout particulièrement : la PAC européenne et la politique agricole indienne.

- La Politique Agricole Commune (PAC) relève du miracle. En 1958, dans la foulée des traités de Rome créant la Communauté Economique Européenne et l'Euratom, les 6 états européens fondateurs ont su dépasser leurs petits intérêts nationaux et leurs querelles séculaires pour mutualiser leurs politiques agricoles. L'objectif était de

parvenir aussi rapidement que possible à l'autosuffisance alimentaire¹⁴⁸ en créant un marché agricole intérieur commun, protégé des péripéties destructrices du marché mondial, et en modernisant rapidement les systèmes de production et les filières agroindustrielles. A cette époque, l'Europe était encore placée sous un condominium américano-russe et en pleine décolonisation, ce qui bouleversait toute son économie agricole. Rechercher une autosuffisance alimentaire était pour les pays fondateurs une manière d'affirmer leur indépendance politique vis-à-vis des deux empires mondiaux qui les enserraient. Cette politique a reposé fondamentalement sur l'accord entre le Général de Gaulle et le Chancelier Konrad Adenauer d'associer la puissance agricole de la France à l'économie industrielle en plein renouveau de l'Allemagne de l'ouest. Le résultat a été spectaculaire : en quelques années, grâce à un système régulant les prix agricoles, les exploitations agricoles se sont transformées, la CEE est devenue autosuffisante puis exportatrice, de grands groupes agroalimentaires se sont constitués qui se sont progressivement étendus dans le monde entier et les consommateurs ont largement bénéficié des gains de productivité qui ont pu être obtenus. Cette politique s'est globalement maintenue jusqu'à maintenant, malgré l'élargissement progressif de l'Europe à 6 et les problèmes créés par les surproductions agricoles.

- La politique agricole indienne a obtenu des résultats tout aussi spectaculaires. Comme la PAC, elle a créé un marché intérieur régulé des produits agricoles, déconnecté des marchés mondiaux. Comme la PAC, elle a valorisé une révolution technologique, celle de *la révolution verte*. Comme la PAC, elle a pu s'appuyer sur des mouvements sociaux (animés par la pensée de Gandhi) et a été popularisée par des hommes charismatiques tels le Dr Swaminathan¹⁴⁹. Mais du fait de son état de développement, elle n'a pas pu procéder aux mêmes transferts sociaux, ce qui fait que la politique agricole indienne a pu être caractérisée comme celle d'un pays aux greniers pleins, mais où certaines franges de la populations continuaient d'être frappées par la famine car trop pauvres¹⁵⁰. C'est notamment le cas des populations vivant dans des régions difficiles, notamment celles du Dekkan, au sein desquelles les effets de la révolution verte se sont fait moins sentir.

Le succès de ces politiques agricoles démontre clairement que les politiques agricoles modernes nécessitent de disposer d'espaces suffisants pour être efficaces. Il souligne les handicaps de l'Afrique de l'ouest en raison de sa balkanisation. Une analyse objective de la situation confirme les avantages que l'on pourrait tirer de la mutualisation des politiques agricoles au niveau de l'ensemble de l'Afrique de l'ouest :

- La politique des prix est un des principaux leviers de toute politique agricole. Et par prix, il faut entendre non seulement le niveau, mais aussi les variations. En effet l'agriculture est, par la nature des fonds qui y sont investis, une industrie lourde alors que les marchés agricoles, marchés de biens essentiels pour les populations, sur-réagissent à la moindre tension, ou au moindre surplus, sur les marchés. D'où la

¹⁴⁸ L'Europe occidentale dépendait pour son alimentation depuis le 18^{ème} siècle des produits agricoles de ses colonies, dans le cadre du célèbre pacte colonial qui a déjà été évoqué à plusieurs reprises.

¹⁴⁹ Monkoumbu Sambarivan Swaminathan (1925-) est un spécialiste indien d'amélioration des plantes. Proche conseiller du Premier Ministre Indira Gandhi, il est considéré comme le père de la révolution verte en Inde alors qu'il était responsable de la recherche agronomique de ce pays pendant de longues années. Au cours de la décennie 1980, il devint un acteur influent du réseau des centres internationaux de recherche agronomique dont il dirigea l'un d'entre eux, l'International Rice Research Institut de Los Banos aux Philippines. Au cours des vingt dernières années, il s'est consacré à la diffusion des technologies d'information et de communication dans les campagnes en créant au sein des villages des centres de savoirs, à travers une fondation qu'il a créée et qui porte son nom.

¹⁵⁰ Cf. la thèse très médiatisée du Dr. Amartya Sen, prix Nobel d'économie en 1998, démontrant que la famine n'est pas la conséquence d'une indisponibilité de la nourriture, mais de la pauvreté.

nécessité impérieuse de dispositifs de régulation des prix pour éviter des dysfonctionnements trop graves entre ces deux volets –contradictaires- de toute économie agricole moderne.

- Il y a une complémentarité évidente entre les zones de savane et les zones forestières au plan agricole. Citons un exemple symbolique : pour peu que l'on protège un peu le marché régional du blé, il serait possible de développer cette production autour des grands fleuves soudaniens, cette culture étant d'ailleurs moins consommatrice en eau que le riz. Elle répondrait à la consommation croissante de pain dans l'Afrique de l'ouest, notamment au sein des agglomérations situées au bord du Golfe de Guinée.
- Il y a une bonne complémentarité entre les régions plus industrielles de l'Afrique de l'Ouest, notamment autour des ports, et les régions agricoles de l'intérieur.
- Compte tenu des importants écarts de productivité agricole entre l'Afrique noire et les autres continents (de l'ordre de 1 à 10 au moins), il n'y aurait rien d'anormal à ce qu'elle se protège d'une concurrence étrangère excessivement agressive vis-à-vis des acteurs économiques locaux.
- Si l'Afrique de l'ouest parvenait à une plus grande autosuffisance, cela permettrait aux grandes agglomérations de jouer davantage leur rôle de locomotive dans le développement régional, ce qui n'est pas le cas lorsque elles importent une grande partie de leurs produits alimentaires de l'étranger.
- Enfin, comme le marché commun européen, la création d'une politique agricole commune consoliderait la paix civile au sein de l'Afrique de l'ouest.

Ce sont les raisons pour lesquelles de nombreux experts rêvent depuis des dizaines d'années de voir un jour émerger une politique agricole commune entre les pays de l'Afrique de l'ouest. Mais les progrès dans la mutualisation des politiques agricoles sont très lents jusqu'à présent, pour une raison fondamentale : du fait de prix agricoles mondiaux bas, le choix a été fait d'alimenter les grandes agglomérations du Golfe de Guinée par des importations de produits agricoles. Compte tenu de la sensibilité des populations urbaines au niveau des prix des produits de première nécessité, les autorités responsables ont préféré cette politique pour assurer la paix publique, en prenant le risque d'émeutes de la faim lorsque les prix agricoles flambent comme en 2007-2008. Au contraire de l'Inde qui a choisi des prix intérieurs agricoles au départ un peu plus élevés, mais stables, plus rémunérateurs pour les agriculteurs et plus favorables au développement des zones rurales. Soulignons que si une telle politique était mise en œuvre, elle entraînerait des gains de productivité qui permettrait de baisser progressivement les prix à la consommation. Tant que le choix actuel perdurera, il ne sera pas possible d'initier une politique agricole commune pour l'Afrique de l'ouest. D'où cette question fondamentale : comment vont évoluer dans l'avenir les prix agricoles mondiaux, notamment sous l'effet des achats croissants de la Chine? Le pari des gouvernements africains est-il tenable ? Et pour combien de temps ?

D'autres obstacles empêchent, hélas, l'émergence d'une politique agricole : par exemple, le poids très important des recettes douanières dans les budgets des Etats. La production agricole ne pourra se développer que si véritablement l'Afrique de l'Ouest devient une zone de libre échange pour les produits agricoles des Etats membres.

Autre obstacle important : la définition de l'espace politique de référence pour une politique agricole régionale : Deux ensembles cohabitent aujourd'hui qui tous deux s'intéressent aux questions agricoles : l'Union Monétaire des Etats d'Afrique de l'Ouest (UMEAO) et la Commission Economique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

- L'UMEOA a pris la suite de la zone Franc CFA en 1994. Elle rassemble donc 8 pays : les anciennes colonies françaises d'Afrique de l'Ouest, à l'exception de la Guinée qui a quitté cette zone monétaire dès 1959, mais avec en plus la Guinée Bissau. C'est donc une union monétaire, comme la zone euro à laquelle elle est d'ailleurs articulée. Ce qui fait que le franc CFA reste une monnaie forte, avec tous les inconvénients et avantages qu'une telle monnaie procure. Elle repose sur une histoire commune et une langue partagée. Tout naturellement elle s'efforce de se renforcer à travers des politiques économiques communes, dont des politiques agricoles, malgré les tendances protectionnistes qu'alimentent les sensibilités nationalistes toujours à l'œuvre dans les contextes économiques difficiles ;
- La CEDEAO rassemble depuis 1995 tous les pays de l'Afrique de l'ouest, dont ceux de l'UMEOA, soient 15 pays qui autrefois étaient des colonies anglaises, françaises ou portugaises. Cette organisation internationale a la préférence des Nations-Unies et de l'Union Européenne. Mais outre qu'il n'y a plus cette communauté historique, linguistique et monétaire, le principal problème est posé par le poids considérable du Nigeria¹⁵¹ qui effraie les Etats plus petits.

Ces deux organisations régionales comprennent, toutes les deux, des conseils des ministres, des secrétariats, des cours de justice, des assemblées parlementaires et des rencontres régulières des chefs d'Etat¹⁵²! Lorsque leurs directives sont approuvées, elles doivent, comme dans le cas de l'Union Européenne, être transcrites dans les droits nationaux, ce qui est très compliqué, compte tenu de l'instabilité politique qui caractérise encore l'Afrique de l'ouest. Malgré tout, l'existence de ces deux organisations régionales s'inscrit dans une histoire. Il faut donc accompagner leurs développements en essayant de les rendre aussi convergents que possible.

Comme il sera nécessaire, au moins au début, de protéger les marchés intérieurs des prix mondiaux ; lorsqu'ils sont trop bas, il faudra établir une protection douanière autour du marché régional retenu. Ce qui pose deux questions : la qualité des services douaniers nationaux pour éviter toute fraude intempestive qui déséquilibrerait rapidement le système ; la répartition des recettes douanières entre les Etats membres si leur emploi n'est pas mutualisé.

Plus fondamentalement, l'émergence d'une politique agricole commune suppose des changements politiques importants, comme la conviction, pas encore suffisamment partagée, que l'avenir de chaque pays passe davantage à travers une coopération renforcée avec ses voisins plutôt que dans un partenariat avec un pays étranger, si amical soit-il ! Et les idées de l'Ecole de Chicago, toujours présentes, continuent de disqualifier toute intervention publique dans le domaine économique. Pourtant, au niveau mondial, un certain nombre de signaux indique qu'une politique agricole commune au niveau de l'Afrique de l'ouest serait bien accueillie : le dernier accord de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), signé en 1994 à Marrakech, prévoit des exceptions à la libéralisation du commerce international en faveur des pays en développement. Il serait donc possible de s'opposer, le cas échéant, aux recours que pourraient déposer les pays qui actuellement exportent des produits alimentaires vers la région. Pour sa part, l'Union Européenne pousse à la création de zones économiques régionales à travers les Accords de Partenariats Economiques (APE) instaurés par l'accord de Cotonou, signé en 2000 entre les 27 pays de l'Union et 76 Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, et qui porte sur une période de vingt années avec des révisions tous les cinq ans. Un

¹⁵¹ Le Nigeria compte une population de 131 millions d'habitants, soit la moitié de la population totale de la CEDEAO.

¹⁵² On imagine la diatribe de R. Dumont !

de ces APE concerne l'Afrique de l'ouest dans son ensemble, ce qui encourage la coopération régionale entre ses Etats.

Plus que tous les autres défis que doit relever l'Afrique noire, l'instauration d'une politique agricole commune ne sera peut-être possible que lorsque l'Afrique de l'ouest aura achevé sa transition sociale et culturelle. Cependant ce combat pour cette politique institutionnelle est une des voies les plus appropriées pour accélérer son évolution. Il faut donc continuer à défendre cette orientation politique. Au niveau des partenaires de l'Afrique de l'ouest, il pourrait être intéressant de coupler un soutien résolu aux politiques agricoles régionales avec le développement d'actions visant à favoriser en son sein la convergence de deux (voire trois) pays proches et complémentaires, comme le Mali et le Sénégal, le Burkina Faso et la Côte-d'Ivoire lorsque ce dernier pays aura retrouvé une certaine stabilité politique, entre le Bénin et le Togo,...

Chers Anna et Sébastien, j'espère vous avoir convaincus que, parmi toutes les politiques à mettre en œuvre pour relancer le développement de l'agriculture au sein de l'Afrique de l'ouest, il est urgent de mettre davantage l'accent sur les politiques institutionnelles qui permettront de mieux valoriser les initiatives privées et collectives. Parmi celles-ci, les politiques foncières et les politiques macro-économiques régionales ont fait l'objet d'une attention particulière des générations d'experts qui vous ont précédé. Comme il s'agit d'orientations qui ne trouveront leur plein épanouissement que dans le long terme, je souhaite vivement qu'elles soient reprises par ceux qui sont en train de prendre notre suite.

Il me reste à aborder la problématique de la recherche agronomique tropicale qui devrait rester un domaine privilégié de partenariat entre l'Afrique noire et l'Europe au bénéfice des DEUX parties.

La recherche agronomique africaine, avenir de la recherche agronomique européenne ?

Cher Sebastian, au moment de ta disparition, tu étais en stage de master à l'IBRA. Peut-être aurais-tu choisi de continuer ta carrière professionnelle dans la recherche agronomique tropicale ? Pourquoi pas au CIRAD ? En effet la révolution agricole qui permettra aux paysans africains de tirer davantage de productions de leurs terres de manière durable reste encore pour une large part à inventer. Mais le point que je voudrais aborder en terminant cette lettre est le suivant : Les réflexions sur l'avenir de l'agriculture européenne à long terme suggèrent qu'il faudra modifier profondément les pratiques agricoles actuelles. Or les régions tropicales, et notamment l'Afrique noire, réunissent les meilleures conditions pour faire émerger les nouvelles technologies agricoles susceptibles de relever ces défis du futur.

Tous les experts des questions agricoles européennes sont convaincus que les systèmes d'exploitation pratiqués actuellement dans l'Europe de l'ouest vont rencontrer de grandes difficultés dans un avenir proche. Déjà depuis l'an 2000, un plafonnement des rendements est observé, par exemple en céréales, après des décennies de progression de l'ordre d'un quintal par an. Les systèmes de production actuels sont pointés du doigt pour leurs effets sur l'environnement : pollution des sols et des eaux, perte de biodiversité, atteintes aux paysages, production de gaz à effet de serre,... Par ailleurs la disponibilité future des principaux facteurs de production actuels est problématique : hausse du prix du pétrole, épuisement des principaux gisements de phosphates, contraintes de plus en plus sévères pour l'emploi des produits phytosanitaires. Il en résulte que l'agriculture européenne doit faire face au défi suivant: il lui faut maintenir sa productivité actuelle, car si les besoins alimentaires sont en

train de se stabiliser en Europe, les usages non-alimentaires vont se développer : biocarburants, chimie, matériaux. Il faudra qu'elle réduise au strict nécessaire l'utilisation des facteurs de production actuels, c'est-à-dire concilier productivité et écologie, un oxymore dans l'état actuel des connaissances. Les recherches sont donc engagées pour faire émerger une nouvelle agriculture intensive mais à haute valeur écologique. L'idée est d'approfondir la connaissance des mécanismes des écosystèmes pour s'appuyer sur eux dans la conception des nouvelles technologies agricoles. L'attention des chercheurs s'intéresse tout particulièrement aux relations qu'entretiennent entre elles les espèces végétales. Toute la pensée agronomique du 20^{ème} siècle a consisté à aller vers des cultures mono-spécifiques, voire mono-génétiques, en optimisant leurs rendements grâce à l'emploi de facteurs de production xéno-biotiques. L'hypothèse –futuriste- des réflexions actuelles est de regarder si, à l'inverse, il est possible de jouer sur les inter-relations végétales pour contribuer à la nutrition et à la protection des plantes utiles. Si c'était le cas, alors les systèmes de cultures associées qui ont dominé en Europe jusqu'à la révolution industrielle et qui sont encore largement pratiqués dans les régions tropicales, feraient leur retour, mais sous une forme nouvelle.

Dans cette perspective, conduire des programmes de recherches en Afrique noire revêt un grand intérêt, mais ce n'est pas le seul. La physiologie des plantes est très sensible à l'humidité et à la température. Il y a notamment un lien étroit entre la température et le temps. Quand j'étais à l'INRA, mon Président, Pierre Douzou, était un spécialiste de la cryo-biologie moléculaire. En travaillant à des températures très basses, il avait pu observer des phénomènes invisibles à la température ordinaire, car trop fugaces. Inversement dans les régions chaudes, les phénomènes biologiques sont beaucoup plus rapides, surtout lorsqu'il n'y a pas de repos hivernal de la végétation (exemple : la dégradation de la matière organique). Par conséquent les expérimentations en milieu tropical permettent d'observer plus rapidement qu'en climat européen les phénomènes agronomiques, ce qui constitue un avantage précieux. Il est donc possible d'étudier ceux qui demanderont beaucoup plus de temps à apparaître en Europe, de les anticiper et donc de préparer des solutions. Comme par ailleurs, les régions tropicales sont en général fort démunies de facteurs modernes de production, elles sont de bonnes candidates pour élaborer les systèmes de culture intensive à haute valeur écologique qu'attend l'Europe. Ajoutons qu'en outre s'y observent des phénomènes remarquables propres à susciter de nouvelles idées de recherches : par exemple l'écoulement du latex des hévéas peut être étudié comme celui du sang chez les animaux, ce qui est très difficile à réaliser sur les plantes européennes. Enfin avec les technologies modernes, il est possible d'effectuer des manipulations délicates de plantes tempérées en milieu tropical –ainsi que l'inverse- dans d'excellentes conditions de sécurité sanitaire et biologique.

La recherche agronomique tropicale est donc une activité remarquable parce qu'elle sert à la fois son environnement géographique et les autres régions du monde. Comme beaucoup d'autres domaines de la connaissance, elle a bénéficié des travaux de recherches poursuivis en Europe depuis le 18^{ème} siècle. Mais ses conditions particulières font qu'elle peut servir de support à des travaux très prospectifs, et aux multiples applications, ne pouvant être envisagés qu'en milieu tropical. Il y a donc une seule recherche agronomique couvrant l'ensemble de la planète. On retrouve ici les idées qui ont présidé à la création du CIRAD. Mais à cette époque, si j'étais convaincu qu'une bonne recherche agronomique africaine devait pouvoir s'appuyer pleinement sur les meilleures équipes européennes, je ne pouvais pas imaginer l'ampleur que devrait prendre la coopération des recherches agronomiques européennes et africaines pour relever les défis agricoles à venir de l'Europe.

Cher Sebastian, si tu avais pu devenir chercheur en agronomie des régions chaudes, tu aurais pu participer, non seulement à la coopération européenne vis-à-vis de l'Afrique, mais aussi à la construction de l'Europe du futur. L'Union Européenne doit continuer de soutenir la recherche agronomique tropicale européenne, non seulement pour aider l'Afrique noire, qui lui est si proche, de relever ses défis agricoles, mais aussi pour préparer son propre avenir.

V Si le grain ne meurt....Saint Jean 12,20

Me voici arrivé, très chers Anna et Sebastian, à la fin de cette réflexion sur mon expérience africaine que j'aurais été si heureux de partager avec vous, si notre compagnonnage avait pu se poursuivre au-delà du 17 mai 2009. Cette lettre est un mémorial en votre honneur, vous qui étiez si beaux, si intelligents et si généreux ! L'Université de Bonn a eu la merveilleuse idée de planter un mirabellier de Lorraine sur son campus en votre mémoire. Puisse ma réflexion sur la situation actuelle de l'Afrique subsaharienne qui vous passionnait tant, permettre également à vos personnalités souriantes de rester vivantes longtemps encore parmi nous !

Vous me permettrez d'avoir une pensée pour d'autres jeunes coopérants qui, comme vous, sont décédés brutalement lors de l'accomplissement de leur mission. Je pense notamment au fils de mon ami François Le Tacon, directeur de recherches à l'INRA, grand spécialiste d'Emile Gallé¹⁵³, mort accidentellement en Equateur, à Ruth, amie de Sebastian, décédée elle aussi en 2009 dans un accident au Pérou, et surtout à Corinne Seguin et à Thomas Péliissier, qui ont été sauvagement assassinés en décembre 1988 par une bande de jeunes appartenant au mouvement *Sentier Lumineux* alors qu'ils se trouvaient en mission de coopération dans le village d'Haquila, situé dans les hautes vallées péruviennes.

Cette lettre est pour moi un essai pour surmonter, non seulement la peine provoquée par votre disparition brutale, mais aussi le désarroi lié à l'état actuel de l'agriculture africaine. J'ai du mal à suivre Spinoza qui enseigne que si nous nous placions du point de vue de Dieu, nous considérerions de manière plus positive les drames qui nous touchent de près. Je ne doute pas que votre souvenir soit conservé précieusement par tous ceux qui vous ont approchés et qu'il les fera vivre autrement, plus pleinement. En tout cas, en ce qui me concerne, peut-être que sans l'émotion provoquée par votre mort brutale, je n'aurais pas trouvé la motivation d'essayer de mettre sur le papier le fruit de mes réflexions sur l'Afrique. J'ai beaucoup regretté que les maîtres que furent pour moi Maurice Rossin et Jacques Poly¹⁵⁴ n'aient pas trouvé le temps de rédiger leurs mémoires à la fin de leurs vies professionnelles pourtant si riches. C'est tout un pan de notre histoire qui a disparu à jamais, car comme le dit si bien Hampaté Ba : *quand un vieillard meurt, c'est toute une bibliothèque qui brûle !* J'ai eu la chance d'avoir une vie professionnelle très diversifiée entre la France et l'Afrique, sans compter tout ce que j'ai reçu dans ma vie personnelle. Cette réflexion ne concerne pas toute ma vie professionnelle, mais certainement la partie à laquelle je me sens le plus attaché. Je l'ai conduite à son terme, puis-je l'écrire grâce à vous, à un âge où j'en avais encore la capacité et l'énergie. J'espère que mes amis avec qui je vais la partager accepteront son caractère personnel. En tout cas je forme le vœu que cette réflexion contribue au développement de l'agriculture africaine. Ce serait un bel hommage que nous pourrions vous rendre. En tout cas, merci de m'avoir accompagné dans cette méditation.

A Dieu, très affectueusement !

Et que la terre de ce beau cimetière forestier de Wuppertal vous soit légère !¹⁵⁵

Hervé

¹⁵³ (1849-1904) Célèbre maître verrier, céramiste et ébéniste lorrain, il fut le chef de la célèbre Ecole de Nancy de l'*Art nouveau*.

¹⁵⁴ Ce n'est pas le cas du professeur L. Malassis qui a consacré les dernières années de sa vie à transmettre son témoignage, avec un courage admirable, à travers sa trilogie paysanne : *La longue marche des paysans français* Fayard 2001, *L'épopée inachevée des paysans du monde !* Fayard 2004 et *Ils vous nourriront tous, les paysans, si...* ed CIRAD 2006

¹⁵⁵ Selon la belle formule prononcée traditionnellement en Côte-d'Ivoire lors des enterrements.

ANNEXES

Annexe n°1 : Typologie des systèmes d'exploitation agricole

(d'après Ruthenberg, Jouve et Demont)

	<i>d</i>	<i>R</i>	Système d'exploitation agricole)	Outillage (Système technique)	Productivité		Intensité du travail	Tenure du sol Statut foncier	Investissements Capitalisation du surplus
					du travail	de la terre			
E V O L U T I O N D E N S I T E Hab / km ²	<10	10	Système I Système à jachère longue arbustive Culture itinérante sur défriche forestière	hache machette bâton à fourir pas de labour ni sarclage	forte Défriche par le feu, récolte et gardiennage	moyenne à faible cueillette	faible 2/4 h/jour +chasse, pêche et cueillette	appropriation collective, droit d'usage incertain	quasi nuls peu de réserves
			Système II Système à jachère buissonnante Agriculture en voie de fixation tubercules	machette houe sarclage labour du sol transhumance	bonne défriche par le feu	modérée	Moyenne 4-6h/jour Défriche Sarclage récolte	Idem mais début du marquage du foncier par cultures pérennes	très faibles impacts des dots et des funérailles
		30	Système III Système à jachère herbacée Céréales élevage	houe sarclage araire, charrue traction animale	faible à très faible entraide amélioration CA	moyenne à faible selon efficacité fertilisation	intensif 6-8 h/jour mais mortes saison	appropriation privée des terres. chef de terre prêts de terre	faibles bétail attelage matériel
		60	Système IV Système à récolte annuelle Agriculture fixée	traction animale motorisation fertilisation minérale traitements phyto	en progrès grâce à la CA et à la motorisation	moyenne à forte	très intensif 10-12 h/jour alimentation des animaux	marché foncier disparités sociales	fortes terre élevage facteurs de production
		250	100	Système V Système de culture à récoltes multiples	labour et sarclage irrigation fertilisation minérale traitements phyto	Moyenne à faible	forte à très forte	très intensif absence de temps morts	coût très élevé de la terre paysans sans terre

Légende : d= nombre d'habitants par km² R= surface cultivée/surface cultivable

Annexe n°2

Brève histoire du peuple Sénoufo

(D'après Philippe Pipraud)

L'histoire du peuple Sénoufo démarre à Kong, au cours du 18^{ème} siècle où Sékou Ouattara crée vers 1710 un royaume qui va dominer pendant un siècle le nord de l'actuelle Côte-d'Ivoire. En découlent les deux grandes branches des Sénoufos :

- Une branche « militaire », le **Royaume de Kéné Dougou**, dont la capitale fut la ville de Sikasso, aujourd'hui située au sud du Mali. Ce royaume fut fondé par Massa Daoula Traoré (mort en 1860), après qu'il eût été chassé de Kong. Ses successeurs furent Daouda (mort en 1862), Ngolokounonfa (mort en 1866), Tieba (mort en 1893) et son frère Babemba, dernier roi de Sikasso, (mort en 1898).
- Une branche « pacifique », le **Royaume Tienbara**, dont la capitale fut Korhogo. Ce royaume fut fondé par Nanguin, ancien captif de Sékou Ouattara, assisté de sa sœur Tiégoli et de son neveu Dô. Depuis la chefferie est restée dans la famille, avec successivement Kolio, Dô, Nemblé et Zwakognon (mort en 1893).

Les limites du royaume de Kéné Dougou ont oscillé avec les vicissitudes de ses conquêtes. Pour assurer une base solide à leurs entreprises, les souverains de Sikasso avaient veillé, au cours du 19^{ème} siècle, à l'entourer d'une solide muraille (*tapa*) en terre de 6 m de haut et de 6 m de large, sur une longueur de 9 km, en y abritant des réservoirs de vivres leur permettant de tenir un long siège. L'ambitieux Almamy Samory Touré, venu des régions proches de la Guinée, en fit les frais puisqu'il ne parvint pas à la prendre au cours d'un siège qui dura près d'une année (1887-1888).

Par contre lorsque Samory se présenta devant Korhogo, Zwakognon lui déclara « *nous sommes de paisibles cultivateurs et pas des guerriers. Nous voulons la paix* ». En n'opposant pas de résistance au passage de l'Almamy, Zwakognon préserva Korhogo des malheurs de la guerre. Cette attitude pacifiste encouragea le royaume du Kéné Dougou à placer les Sénoufos de Korhogo sous son influence. Après avoir pris Sinématiali en 1892, Babemba rencontra Zwakognon, qui ne lui offrit pas davantage de résistance. A l'issue de cette confrontation, Babemba exigea qu'un des fils du chef des Sénoufos Tienbara lui soit remis en otage. Il choisit d'emmener Peleforo Soro, contre l'avis de Zwakognon, car c'était son fils préféré.

Arrivé à la cour du roi de Sikasso, Péléforo Soro fut renommé Gbon (ce qui signifie « singe » parce qu'il était particulièrement malin) Coulibaly (qui a la même signification que Soro en mandingue), nom que l'histoire lui conserva. Mais une année après son arrivée à Sikasso, le vieux Zwakognon décéda (de la variole) et il n'avait pas de neveux pour lui succéder. Tieba renvoya Gbon Coulibaly à Korhogo en lui disant « *je te renvoie chez toi car un pays est perdu sans chef* ».

Reconnu chef des Sénoufos Tienbara, Gbon Coulibaly redit à Samory les paroles de sagesse que Zwakognon avaient prononcées quelques années plus tôt : « *peuple de cultivateurs, les Sénoufos ne souhaitent pas la guerre* ». Samory Touré s'éloigna de Korhogo.

A cette époque, l'influence française devenait de plus en plus pressante. Un premier résident, le capitaine Quiquandon, avait été nommé en 1890 à Sikasso auprès de Tieba. Rapidement il sut se faire accepter par ses hôtes et devint un proche de la famille royale. Lui succédèrent Marchand (1891), Braulot (1897) puis Morisson (janvier 1898), dont l'attitude arrogante,

déplut rapidement à la population et à Babemba. Morisson dû quitter Sikasso avec sa troupe de tirailleurs sénégalais. Mais rapidement les gardes (*sofa*) de Babemba le firent prisonnier et le renvoyèrent à Bamako, après l'avoir humilié en le circoncisant et en lui infligeant sur le visage les cicatrices traditionnelles. Ce fut un coup de tonnerre dans le camp français ! Chaudié, Gouverneur général de l'AOF, décida d'utiliser la manière forte pour venger cet affront. Une colonne de plus de mille combattants (dont une compagnie d'artillerie emmenant quatre canons) et deux mille porteurs, commandée par le lieutenant-colonel Audeoud, fut envoyée pour mater Babemba. Elle mit le siège devant Sikasso le 15 avril 1898. L'attaque fut lancée le 1^{er} mai à l'aube, après une préparation d'artillerie qui ouvrit trois brèches dans le *tata* par lesquelles les troupes françaises pénétrèrent dans la citadelle. Malgré la résistance acharnée des défenseurs de Sikasso, les troupes françaises s'approchèrent inexorablement du *dyonfoutou*, le palais royal. A la fin de la journée, la ville était prise et Babemba se suicida pour ne pas tomber entre les mains des assiégeants. La prise de Sikasso s'acheva par la mise à sac de la ville, le massacre de nombreux habitants et la déportation de milliers de prisonniers. Sikasso mit beaucoup de temps à se relever de cet épisode dramatique.

Sur leur lancée, les Français, commandés par Pineau, se dirigèrent vers Korhogo.. Comprenant que la situation politique avait changé, Gbon Coulibaly jugea inutile d'organiser une résistance face aux troupes qui venaient de vaincre les *sofas* de Babemba et de prendre la citadelle de Sikasso. Une nouvelle fois, cette attitude pacifique préserva Korhogo des malheurs de la guerre. Gbon Coulibaly renseigna les Français et permit au futur général Gouraud de capturer Samory (près de Bouna) le 29 septembre 1898. L'Almamy décéda deux années plus tard au Gabon où il avait été déporté.

Gbon Coulibaly régna sur le peuple Sénoufo pendant soixante-cinq années avec sagesse et clairvoyance. Il était le grand-maître du *Poro*, cette société secrète qui initie et forme les jeunes gens, à partir de l'âge de sept ans et au cours de 3 cycles successifs de sept années, dans des bois sacrés. Ses sujets lui prêtaient en outre de grands pouvoirs magiques qui rehaussaient encore son autorité naturelle.

Il sut trouver avec l'administration coloniale française les voies pour protéger au mieux son peuple. Il discerna très rapidement les qualités exceptionnelles de Félix Houphouët-Boigny dont il devint un des premiers compagnons politiques. A sa mort, à la fin des années 1950, il pouvait se féliciter d'avoir maintenu, tout au long de sa longue existence, la paix dans son pays, malgré les bouleversements qu'il avait subis avec les invasions de Samory, la domination française et l'Indépendance de la Côte-d'Ivoire.

Annexe n°3

Bibliographie sélective sur l'Afrique noire

Hampaté Ba	toute l'œuvre	
André Brink	Mes bifurcations	Actes Sud 2010
Ester Boserup	Evolution agraire et pression démographique	Flammarion 1970
Mamadou Cissoko	Dieu n'est pas un paysan	Présence Africaine 2009
La commission pour l'Afrique	Notre intérêt commun	2005
Maryse Condé	Ségou	R Laffont 1987
Robert Delavignette	Les paysans noirs	Stock 1931
Jean-Claude Devèze (sous la dir)	Défis agricoles africains	Karthala 2008
René Dumont	L'Afrique noire est mal partie	Seuil 1962
Pierre Gourou	Terres de bonne espérance : le monde tropical	Plon 1982 :
Bartholomäus Grill	Ach Afrika !	Goldmann 2005
Rysark Kapuscinski	Ebène	Plon 1998
Serge Michailof Alexis Bonnel Gunnar Myrdal	Notre maison brûle au sud Théorie économique et pays sous-développés	Fayard 2010 Présence Africaine 1959
Hans Ruthenberg	Farming systems in the Tropics	Oxford Clarenton Press 1978
Stephen Smith	Voyage en postcolonie	Grasset 2010
Joseph Stiglitz	La grande désillusion	Plon 2002
Placide Tempels	La philosophie bantoue	Présence Africaine 1949